



**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**Projet de budget
pour
l'exercice 1968**

**Premier rapport à l'assemblée générale
(vingt-deuxième session)**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/6707)

NATIONS UNIES

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**PROJET DE BUDGET
POUR
L'EXERCICE 1968**

**Premier rapport à l'assemblée générale
(vingt-deuxième session)**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/6707)



NATIONS UNIES

New York, 1967

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>	
AVANT-PROPOS		vii
RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1968		
<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	
I. — LE PROJET DE BUDGET POUR 1968		
Observations générales	1-8	1
Nature et portée de l'examen du projet de budget par le Comité consultatif	9-12	3
Comparaison des crédits demandés pour 1968 et des crédits ouverts pour 1967	13-25	3
Situation financière de l'Organisation	26-30	7
Considérations de principe sur lesquelles se fonde le projet de budget pour 1968	31-39	7
Ordonnance du budget	40-51	8
Pouvoir des organes subsidiaires de prendre des décisions entraînant des dépenses	52-73	10
Rapports entre le Comité consultatif et le Comité du programme et de la coordination	74-82	12
Accroissement des effectifs	83-88	13
Documentation	89-109	14
Action dans le domaine de l'information	110-118	17
L'Assemblée générale et les programmes financés par des contributions volontaires	119-121	18
II. — PROJETS DE RÉOLUTION	122-129	19
Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif		20
<i>Appendice I.</i> — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1968 (présenté par le Comité consultatif)		21
<i>Appendice II.</i> — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1968 (présenté par le Comité consultatif)		23
<i>Appendice III.</i> — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1968 (présenté par le Comité consultatif)		23
III. — RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET		
PRÉVISIONS DE DÉPENSES		
<i>Titre 1^{er}.</i> — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales		
Chap. 1 ^{er} . — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	130-143	25
Chap. 2. — Réunions et conférences spéciales	144-154	27
<i>Titre II.</i> — Dépenses de personnel et dépenses connexes		
Chap. 3. — Traitements et salaires		29

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Observations générales.....	155-161	29
Art. I ^{er} . — Postes permanents.....	162-186	30
Art. II. — Personnel temporaire pour les réunions.....	187-190	35
Art. III. — Autre personnel temporaire.....	191-197	35
Art. IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit..	198-199	36
Ensemble du chapitre 3.....	199	36
Chap. 4. — Dépenses communes de personnel.....	200-209	36
Chap. 5. — Frais de voyage du personnel.....	210-223	37
Chap. 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représenta- tion.....	224-226	39
 <i>Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services</i>		
Chap. 7. — Bâtiments et amélioration des locaux.....	227-246	40
Chap. 8. — Matériel et installations.....	247-254	43
Chap. 9. — Entretien, utilisation et location des locaux.....	255-268	44
Chap. 10. — Frais généraux.....	269-292	47
Chap. 11. — Imprimerie.....	293-305	50
 <i>Titre IV. — Dépenses spéciales</i>		
Chap. 12. — Dépenses spéciales.....	306-324	53
 <i>Titre V. — Programmes techniques.....</i>		
Chap. 13. — Développement économique, développement so- cial et administration publique	325-338	55
Chap. 14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme		
Chap. 15. — Contrôle des stupéfiants		
 <i>Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes</i>		
Chap. 16. — Missions spéciales.....	339-343	58
 <i>Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>		
Chap. 17. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	344-358	59
 <i>Titre VIII. — Cour internationale de Justice</i>		
Chap. 18. — Cour internationale de Justice.....	359-365	62
 <i>Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>		
Chap. 19. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	366-384	63
 <i>Titre X. — Organisation des Nations Unies pour le développe- ment industriel</i>		
Chap. 20. — Organisation des Nations Unies pour le déve- loppement industriel.....	385-411	66
 PRÉVISIONS DE RECETTES		
 <i>Titre I^{er}. — Recettes provenant des contributions du personnel</i>		
Chap. 1 ^{er} des recettes. — Contributions du personnel.....	413-416	71

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Paragraphes Pages

Titre II. — Autres recettes

Chap. 2 des recettes. — Recettes provenant de fonds extra- budgétaires.....	417-421	72
Chap. 3 des recettes. — Recettes générales.....	422-430	72
Chap. 4 des recettes. — Activités productrices de recettes....	431-451	74

INDEX.....		79
------------	--	----

AVANT-PROPOS

1. Les principales attributions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, telles qu'elles sont définies dans la résolution 14 A (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, sont les suivantes:

« a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et rendre compte de cet examen;

« b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui sont renvoyées;

« c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers à conclure avec ces institutions;

« d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et rendre compte de cet examen à l'Assemblée. »

Le Comité consultatif se compose des membres suivants:

M. Jan P. Bannier (Président);

M. Abdou Ciss;

M. Paulo Lopes Corrêa;

M. André Ganem;

M. Pedro Olarte;

M. John I. M. Rhodes;

M. Mohamed Riad;

M. E. Olu Sanu;

M. Dragos Serbanescu;

M. Shilendra K. Singh;

M. V. F. Oulantchev;

M. Wilbur H. Zielh.

2. Le Comité consultatif a tenu la première partie de sa session d'été à New York, du 15 mai au 26 juin 1967. Il a examiné:

a) Le projet de budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1968 (A/6705);

b) Les rapports financiers et comptes pour 1966 et les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les divers programmes et activités de l'ONU (A/6706 et Add.1 à 4 et A/6708);

c) Un rapport intérimaire du Comité administratif de coordination sur la suite donnée aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (E/4337, chapitre V A);

d) Diverses questions d'ordre budgétaire ou administratif.
Le présent rapport concerne le point a); les observations et recommandations du Comité relatives au point b) sont présentées séparément dans les documents A/6673 et A/6674; celles qui concernent le point c) figurent dans le document E/4401.

3. Le Comité consultatif s'est ensuite rendu à Paris pour examiner les procédures administratives et les procédures de gestion relatives au programme et au budget de l'UNESCO, comme suite à la recommandation que le Comité *ad hoc* d'experts avait formulée à l'alinéa d) du paragraphe 90 de son deuxième rapport (A/6343). Le rapport du Comité consultatif consacré à cet examen sera distribué sous la cote A/6675.

4. Le Comité consultatif remercie le Secrétaire général et les hauts fonctionnaires du Secrétariat, en particulier le Contrôleur et le Directeur de la division du budget, de leur précieux concours. Le Comité consultatif leur est très obligé, étant donné le peu de temps dont il disposait, d'avoir eu communication assez tôt du projet de budget pour 1968.

5. Le Comité consultatif désire rendre hommage au Comité des commissaires aux comptes pour leur travail approfondi, et au Président de cet organe pour la façon dont il a présenté les rapports du Comité.

6. Au nom du Comité consultatif et en mon nom personnel, je tiens à remercier les fonctionnaires qui, à tous les échelons, ont fait la preuve de leur compétence et de leur dévouement, ainsi que notre excellent interprète. Le Comité a hautement apprécié le concours de deux de ses anciens secrétaires exécutifs, qui se sont mis à sa disposition au moment où le Secrétaire exécutif s'est trouvé empêché, pour raisons de santé, d'exercer ses fonctions durant la première partie de la session.

Le Président,
J. P. BANNIER

Le 26 juin 1967.

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1968

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE BUDGET POUR 1968

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le Secrétaire général présente pour 1968 un projet de budget prévoyant des dépenses brutes de 141 619 300 dollars¹, soit 12 382 370 dollars de plus que le montant ajusté des crédits ouverts pour 1967 (129 236 930 dollars). Ce dernier chiffre représente le montant des crédits approuvés par l'Assemblée générale pour 1967, tels qu'ils ont été ajustés pour tenir compte du fait que, dans le projet de budget pour 1968, on a imputé directement sur les recettes provenant des activités productrices de recettes certaines dépenses qui étaient auparavant inscrites parmi les prévisions de dépenses.

2. Pour 1968, les recettes sont estimées à 23 936 700 dollars, se décomposant comme suit: recettes provenant des contributions du personnel (à porter au crédit des États Membres au Fonds de péréquation des impôts), 15 000 000 de dollars; recettes de toutes autres provenances (à déduire des crédits bruts aux fins de la mise en recouvrement des contributions), 8 936 700 dollars. Après déduction du montant estimatif des recettes, les dépenses nettes pour 1968 s'établiraient à 117 682 600 dollars, soit 9 010 796 dollars de plus que le chiffre total net approuvé pour 1967 (108 671 804 dollars).

3. Il convient de noter que le projet de budget pour 1968 ne tient pas compte des dépenses supplémentaires énumérées plus loin, au paragraphe 22,

qui, bien que prévues par le Secrétaire général, ne peuvent pas pour le moment être évaluées avec précision, non plus que des dépenses supplémentaires que pourront entraîner les décisions que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale prendront ultérieurement.

4. Le Comité consultatif, pour les raisons exposées dans la suite du présent rapport, recommande de réduire de 5 626 700 dollars au total les crédits demandés. Du fait de cette réduction, ainsi que de certains ajustements que le Comité recommande d'apporter aux prévisions de recettes, le chiffre net² des dépenses pour 1968 serait ramené de 117 682 600 dollars, chiffre proposé par le Secrétaire général, à 112 501 800 dollars.

5. Les États Membres qui versent des contributions aux budgets des organisations reliées à l'ONU souhaiteront peut-être savoir dans quel ensemble s'insèrent les prévisions relatives aux activités ordinaires de l'ONU pour 1968. Le tableau 1 donne, aux fins de comparaison, les chiffres concernant les exercices 1963 à 1968. Les contributions des États Membres aux budgets de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées s'établissaient en 1966 à environ 267,8 millions de dollars, tandis que les contributions mises en recouvrement pour 1967 se chiffrent à 298,4 millions de dollars et le montant estimatif des crédits nécessaires pour 1968 à 324,2 millions de dollars.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément no 5 (A/6705).

² Tous les montants figurant dans le présent rapport sont, sauf indication contraire, des montants bruts.

Tableau 1

TABLEAU COMPARATIF DES DÉPENSES, DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS DEMANDÉS POUR LES EXERCICES 1963 À 1968
(ONU ET ORGANISATIONS QUI LUI SONT RELIÉES)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1968	1968
	Dépenses effectives	Dépenses effectives	Dépenses effectives	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Crédits ouverts ou demandés	Augmentation (ou diminution) par rapport à 1967	Pourcentage d'augmentation ou de diminution par rapport à 1967
Dollars des États-Unis								
Organisation des Nations Unies.....	92 195 880	102 948 977	107 111 392	118 607 969	129 236 930	141 619 300	12 382 370	9,58
Organisation internationale du Travail.....	14 515 983 ^a	16 977 156 ^b	21 455 204 ^c	23 523 903 ^{ad}	26 523 125 ^e	29 081 480 ^f	2 558 355	9,65
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.....	16 776 263	18 040 712	20 931 333 ^g	24 431 761 ^h	25 967 239 ⁱ	30 287 100 ^j	4 319 861	16,63
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.....	19 723 056	21 281 588	24 806 648 ^{te}	26 129 481 ^k	30 355 174 ^l	31 150 966 ^m	795 792	2,62
Organisation de l'aviation civile internationale.....	5 843 913 ⁱ	6 120 023 ⁱ	6 398 120 ⁱ	7 561 250 ⁱⁱ	7 125 221 ⁱ	7 096 317 ⁱ	(28 904)	(0,40)
Union postale universelle.....	784 349	1 157 080	1 133 918	1 308 093	1 594 815	1 643 958 ^k	49 143	3,08
Organisation mondiale de la santé.....	29 783 550 ^{lm}	33 869 165 ^{lm}	42 054 226 ^{la}	48 024 153 ^{la}	58 097 380 ^{lo}	62 614 482 ^{la}	4 517 102	7,77
Union internationale des télécommunications.....	4 103,032	4 095 012	4 900 716 ^p	6 205 409 ^p	6 075 138 ^p	6 476 023 ^p	400 885	6,60
Organisation météorologique mondiale.....	867 528	1 078 434	1 501 266 ^{qr}	1 978 496 ^{qr}	3 129 221 ^{qr}	2 883 443 ^{qr}	(245 778)	(7,86)
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.....	447 522	477 011	918 362	851 282	820 766	864 355	43 589	5,31
Agence internationale de l'énergie atomique.....	6 893 613	7 287 179	7 875 184 ^s	8 984 104 st	9 491 500 ^u	10 477 000 ^{su}	985 500	10,43
TOTAL	191 934 689	213 332 337	239 086 369	267 785 901	298 416 509	324 194 424	25 777 915	8,64

NOTE. — Le tableau ci-dessus a été établi en fonction des taux de change suivants:
le dollar canadien au pair et le franc suisse à 4,32 francs suisses pour un dollar des États-Unis

^a Non compris les contributions du personnel, ni 483 525 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui devrait être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1965.

^b Non compris les contributions du personnel, ni 364 064 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui devait être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1966.

^c Y compris les contributions du personnel (2 84 261 dollars en 1965; 2 577 661 dollars en 1966; 3 206 125 dollars en 1967 et 3 400 000 dollars en 1968).

^d Non compris 540 067 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui doit être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1968.

^e Déduction faite des contributions du personnel: 2 687 054 dollars en 1965 et 3 347 482 dollars en 1966; le montant estimatif de ces contributions se chiffre à 3 670 000 dollars pour 1967 et à 3 770 000 dollars pour 1968.

^f Au 31 décembre 1966, les crédits ouverts pour 1965-1966, y compris les avances effectuées par prélèvement sur le Fonds de roulement et les dons, se chiffraient au total à 51 019 714 dollars, dont 24 806 648 dollars représentent les dépenses de 1965 et 26 129 481 dollars les dépenses de 1966.

^g Non compris les contributions du personnel: 2 406 180 dollars en 1965 et 2 447 926 dollars en 1966.

^h Crédits demandés. Non compris les contributions du personnel: 3 272 410 dollars pour 1967 et 3 362 734 dollars pour 1968.

ⁱ Y compris les contributions du personnel: 757 789 dollars en 1963, 794 794 dollars en 1964, 841 471 dollars en 1965, 965 333 dollars en 1966, 930 679 dollars pour 1967 et 947 564 dollars pour 1968.

^j Y compris 600 000 dollars représentant la part, à la charge de l'OACI, du coût de la construction des nouveaux locaux du Bureau régional européen (montant autorisé pour 1966 seulement), et 300 000 dollars représentant le coût du relèvement, opéré en 1966, des émoluments des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.

^k Non compris les contributions du personnel, estimées à 230 000 dollars pour 1968.

^l Non compris les réserves non réparties: 1963, 2 149 570 dollars; 1964, 2 223 130 dollars; 1965, 2 521 370 dollars; 1966, 2 615 590 dollars; 1967, 3 448 040 dollars; 1968, 3 742 580 dollars.

^m Y compris les contributions au Compte spécial pour l'éradication du paludisme: 4 millions de dollars en 1963 et 5 363 000 dollars en 1964.

ⁿ Y compris les contributions du personnel: 3 708 159 dollars en 1965; 4 764 476 dollars en 1966; 6 021 780 dollars pour 1967 et 6 491 482 dollars pour 1968.

^o Y compris 2 415 000 dollars pour l'éradication de la variole.

^p Non compris les contributions du personnel: 749 000 dollars en 1965; 810 000 dollars en 1966, 800 000 dollars pour 1967 et 820 000 dollars pour 1968.

^q Y compris les contributions du personnel: 162 900 dollars en 1965; 183 520 dollars en 1966; 189 092 pour 1967 et 295 034 dollars pour 1968.

^r Y compris 85 154 dollars pour 1965, 271 997 dollars pour 1966 et 1 142 848 dollars pour 1967 affectés à un nouveau Fonds de développement que le Congrès de l'OMM a institué aux fins de l'établissement d'une vieille météorologie mondiale, comme suite aux résolutions 1721 (XVI) et 1802 (XVII) et l'Assemblée générale des Nations Unies.

^s Non compris les contributions du personnel: 917 333 dollars en 1965; 986 700 dollars en 1966; 1 121 500 dollars pour 1967 et 1 189 500 dollars pour 1968.

^t Y compris un crédit additionnel de 240 104 dollars.

^u Sous réserve de l'approbation de la Conférence générale (septembre 1967).

6. En plus de ce qui précède, les États Membres sont instamment priés de verser des contributions à un certain nombre de programmes ou organismes qui sont exclusivement financés par des contributions volontaires: Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, fonds des contributions volontaires géré par le Haut Commissaire pour les réfugiés, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et Institut de formation et de recherche des Nations Unies. En 1966, les contributions que les gouvernements ont versées ou annoncées pour ces programmes et organismes ont atteint environ 220,5 millions de dollars. On compte que les sommes annoncées ou prévues pour ces mêmes programmes ou organismes en 1967 se chiffreront à 225,7 millions de dollars. Les États Membres contribuent aussi au financement d'un certain nombre d'activités au sujet desquelles tous les détails pertinents sont donnés dans la section intitulée « Fonds d'affectation spéciale » du rapport financier du Secrétaire général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1966 (par. 21 à 43) et dans les tableaux y relatifs qui sont joints aux comptes de cet exercice.

7. En outre, il convient de mentionner la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, que le Conseil de sécurité a créée, pour une période de trois mois, aux termes de sa résolution 186 (1964) adoptée le 4 mars 1964. Depuis, le séjour de la Force a été prorogé à plusieurs reprises par des résolutions du Conseil de sécurité dont la dernière en date est la résolution 238 (1967) du 19 juin 1967, qui prolonge du 26 juin au 26 décembre 1967 la présence de la Force dans l'île. Les dépenses relatives à la Force sont couvertes par les gouvernements fournissant des contingents et par le Gouvernement chypriote, et au moyen de contributions volontaires [résolution 186 (1964), par. 6]. Les dépenses faites par l'ONU pour la Force et les sommes dont les gouvernements fournissant des contingents ont demandé ou demanderont le remboursement à l'ONU au titre des dépenses extraordinaires faites par eux entre le 27 mars 1964, date de la création de la Force, et le 26 décembre 1967 sont estimées au total à 79 905 000 dollars, ainsi que l'indique le Secrétaire général dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité le 13 juin 1967 (S/7969). A ce sujet, le Comité consultatif rappelle que, comme il l'avait signalé dans son rapport de l'année dernière³, ce chiffre ne représente pas le coût intégral de l'Opération. Au 8 juin 1967, quarante-trois États Membres et quatre États non membres avaient annoncé des contributions volontaires se chiffrant au total à 63 715 630 dollars, à verser au Compte spécial de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre; en outre, il avait été porté au crédit de ce compte, une somme d'environ 320 000 dollars, provenant de contributions de sources privées d'intérêts échus afférents au placement d'excédents temporaires et de gains nets au change.

8. En 1967, l'Organisation aura à assumer certaines dépenses limitées, qui ne devraient pas dépasser 10 000 dollars, pour le règlement de créances nées de dommages causés par l'Opération des Nations

Unies au Congo (ONUC) et pour la clôture des comptes. On ne dispose pas de données sur la situation financière de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) au 1^{er} juin 1967. Il n'est pas possible non plus, pour le moment, de prévoir à combien se chiffrera le total des dépenses engagées en 1967 pour la FUNU. Par sa résolution 2194 B (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a ouvert, pour la FUNU, un crédit de 14 millions de dollars pour 1967.

NATURE ET PORTÉE DE L'EXAMEN DU PROJET DE BUDGET PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

9. Pour examiner le projet de budget pour 1968, le Comité consultatif a étudié en détail les pièces budgétaires concernant toutes les demandes de crédits présentées par le Secrétaire général. Il a tenu compte des renseignements très détaillés que le Secrétaire général, le Contrôleur, les sous-secrétaires intéressés et d'autres fonctionnaires lui ont présentés, tant oralement que par écrit, et il a étudié aussi certaines pratiques administratives ou opérationnelles qui influent sur le montant des prévisions.

10. Le Comité consultatif était saisi du rapport intérimaire du Comité administratif de coordination⁴ sur la suite donnée aux recommandations que le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées avait formulées dans son deuxième rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session) (A/6343), et il a consacré un rapport distinct à cette question. Dans le cadre de son programme général de travail, le Comité consultatif suit avec intérêt la mise en œuvre de ces recommandations en vue d'améliorer les méthodes d'administration, de gestion et de coordination.

11. Des observations détaillées sur les divers chapitres du projet de budget figurent au chapitre III du présent rapport, où sont consignées les recommandations du Comité consultatif quant au montant des crédits à ouvrir. Le chapitre II du présent rapport renferme les projets de résolution que le Comité présente en ce qui concerne le budget de l'exercice 1968, les dépenses imprévues et extraordinaires et le Fonds de roulement.

12. Les paragraphes qui suivent sont consacrés, en premier lieu, à une comparaison générale des crédits demandés pour 1968 et des crédits ouverts pour 1967; le Comité consultatif y indique également les principaux facteurs auxquels est imputable l'augmentation des dépenses prévues pour 1968. En outre, il y traite d'un certain nombre de questions qui se sont posées au cours de son examen.

COMPARAISON DES CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1968 ET DES CRÉDITS OUVERTS POUR 1967

13. Le tableau 2 ci-après permet de comparer, par chapitre du budget, les crédits demandés par le Secrétaire général pour 1968 et les crédits ouverts pour 1967.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 6.

⁴ E/4337, par. 122 à 135.

Le projet de budget pour 1968

Tableau 2

COMPARAISON ENTRE LES DÉPENSES DE 1966 (MONTANTS AJUSTÉS), LES CRÉDITS OUVERTS
POUR 1967 (MONTANTS AJUSTÉS) ET LES CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1968

Titres et chapitres du budget	1966 Dépenses (montants ajustés)	1967 Crédits ouverts (montants ajustés)	1968 Crédits demandés	1968 Augmentation (ou diminution) par rapport à 1967
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<i>Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</i>				
Chapitre 1 ^{er} . — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.	962 295	1 236 750	1 235 000	(1 750)
Chapitre 2. — Réunions et conférences spéciales.	1 110 868	1 818 150	2 633 400	815 250
TOTAL, TITRE PREMIER	2 073 163	3 054 900	3 868 400	813 500
<i>Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes</i>				
Chapitre 3. — Traitements et salaires.	52 776 924	56 144 400	60 354 000	4 209 600
Chapitre 4. — Dépenses communes de personnel.	12 254 740	13 354 400	14 092 000	737 600
Chapitre 5. — Frais de voyage du personnel.	1 921 145	2 014 230	2 291 200	276 970
Chapitre 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.	111 383	121 000	125 000	4 000
TOTAL, TITRE II	67 064 192	71 634 030	76 862 200	5 228 170
<i>Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services</i>				
Chapitre 7. — Bâtiments et amélioration des locaux.	4 298 239	4 930 700	4 842 200	(88 500)
Chapitre 8. — Matériel et installations.	521 604	633 900	625 000	(8 900)
Chapitre 9. — Entretien, utilisation et location des locaux.	3 911 175	3 981 500	4 146 800	165 300
Chapitre 10. — Frais généraux.	5 183 863	5 124 600	5 710 900	586 300
Chapitre 11. — Imprimerie.	1 671 770	1 835 900	1 688 300	(147 600)
TOTAL, TITRE III	15 586 651	16 506 600	17 013 200	506 600
<i>Titre IV. — Dépenses spéciales</i>				
Chapitre 12. — Dépenses spéciales.	8 960 519	9 134 200	9 097 600	(36 600)
TOTAL, TITRE IV	8 960 519	9 134 200	9 097 600	(36 600)
<i>Titre V. — Programmes techniques</i>				
Chapitre 13. — Développement économique, activités sociales et administration publique.	6 104 779	6 105 000		
Chapitre 14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.	198 483	220 000	6 400 000	
Chapitre 15. — Contrôle des stupéfiants.	66 762	75 000		
TOTAL, TITRE V	6 370 024	6 400 000	6 400 000	
<i>Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes</i>				
Chapitre 16. — Missions spéciales.	5 928 992	4 802 700	4 685 800	(116 900)
TOTAL, TITRE VI	5 928 992	4 802 700	4 685 800	(116 900)
<i>Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>				
Chapitre 17. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.	3 092 041	3 233 000	3 499 000	266 000
TOTAL, TITRE VII	3 092 041	3 233 000	3 499 000	266 000
<i>Titre VIII. — Cour internationale de Justice</i>				
Chapitre 18. — Cour internationale de Justice.	1 103 429	1 149 900	1 248 100	98 200
TOTAL, TITRE VIII	1 103 429	1 149 900	1 248 100	98 200

Le projet de budget pour 1968

Tableau 2 (suite)

COMPARAISON ENTRE LES DÉPENSES DE 1966 (MONTANTS AJUSTÉS), LES CRÉDITS OUVERTS POUR 1967 (MONTANTS AJUSTÉS) ET LES CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1968

<i>Titres et chapitres du budget</i>	<i>1966 Dépenses (montants ajustés)</i>	<i>1967 Crédits ouverts (montants ajustés)</i>	<i>1968 Crédits demandés</i>	<i>1968 Augmentation (ou diminution par rapport à 1967)</i>
	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>				
Chapitre 19. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	5 450 215	7 407 000	9 743 000	2 336 000
TOTAL, TITRE IX	5 450 215	7 407 000	9 743 000	2 336 000
<i>Titre X. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</i>				
Chapitre 20. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.....	2 978 743	5 914 600	9 202 000	3 287 400
TOTAL, TITRE X	2 978 743	5 914 600	9 202 000	3 287 400
TOTAL GÉNÉRAL	118 607 969	129 236 930	141 619 300	12 382 370
<i>A déduire: Recettes autres que les contributions du personnel.....</i>	7 404 121	7 315 326	8 936 700	1 621 374
	111 203 848	121 921 604	132 682 600	10 760 996
Recettes provenant des contributions du personnel, à porter au crédit des États Membres au Fonds de péréquation des impôts.....	12 519 168	13 249 800	15 000 000	1 750 200
MONTANT NET DES DÉPENSES	98 684 680	108 671 804	117 682 600	9 010 796

14. Le Comité consultatif tient toutefois à souligner que les prévisions initiales de dépenses pour 1968 ainsi que les crédits ouverts pour 1967 sont susceptibles d'être modifiés du fait des décisions que l'Assemblée générale prendra, le cas échéant, à sa vingt-deuxième session.

Dépenses additionnelles que le Secrétaire général prévoit pour 1967

15. En ce qui concerne les crédits nécessaires pour 1967, le Comité consultatif a examiné l'état des dépenses à la fin d'avril 1967 ainsi que des renseignements sur l'évolution probable des dépenses pendant le reste de l'année. Les crédits ouverts pour 1967 ne comprennent aucune somme pour certaines dépenses qui ont été engagées depuis en vertu de la résolution 2243 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1966, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de 1967. Le détail de ces engagements et de ces dépenses pour les cinq premiers mois de 1967 est donné ci-après:

1) Dépenses, engagées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, qui concernent:

- La réunion, à Genève, du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
- La mise en œuvre de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme et les travaux du Groupe spécial d'experts que la Commission a chargé, par cette résolution, d'enquêter sur les mauvais traitements infligés aux personnes détenues en Afrique du Sud;
- Les réunions d'un sous-comité du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid

du Gouvernement de la République sud-africaine, et la mission à Londres et à Paris du Président de ce comité et d'un fonctionnaire;

2) Dépenses concernant la Cour internationale de Justice qui ont été engagées en vertu de l'alinéa b, v, du paragraphe 1 de la résolution 2243 (XXI) de l'Assemblée générale.

3) Dépenses engagées en vertu de la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1965, concernant l'assistance de l'ONU en cas de calamité naturelle.

4) Dépenses à engager en vertu de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale en date du 19 mai 1967, concernant la question du Sud-Ouest africain. Les dépenses effectuées ou prévues à ces fins sont estimées à environ 528 000 dollars au total.

16. L'application du Statut et du Règlement du personnel entraînera, en 1967, des dépenses supplémentaires. L'indemnité de poste pour les administrateurs en poste à New York sera vraisemblablement relevée vers le milieu de 1967. Les traitements des agents des services généraux et les salaires des travailleurs manuels, à Genève, à Santiago et dans certains autres bureaux de l'ONU, ont été relevés ou le seront vraisemblablement d'ici la fin de 1967.

17. D'importantes dépenses additionnelles sont prévues du fait de l'effectif accru dont l'ONUDI a besoin et du transfert du siège de cette organisation à Vienne. Les très nombreuses réunions que le Conseil de sécurité a tenues en mai et juin 1967 et la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale influenceront également sur la situation budgétaire de 1967.

18. Enfin, le Secrétaire général prévoit des dépenses additionnelles imputables aux facteurs ci-après: consommation accrue de fournitures destinées à la reproduction des documents dans les ateliers du Secrétariat, coût plus élevé des services postaux, téléphoniques et télégraphiques, et frais accrus de location et d'entretien du matériel de bureau; personnel supplémentaire qu'il a fallu engager (à titre temporaire) pour aider le Secrétariat à mettre à jour le Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies et à établir le Répertoire du Règlement intérieur de l'Assemblée générale; établissement des comptes rendus sténographiques adéquats pour la Première Commission; augmentation du coût des services contractuels ainsi que du coût de l'éclairage, du chauffage, de l'énergie et de l'eau, à New York, à Genève, à la CEAEO et à la CEPAL.

19. Le Secrétaire général a signalé que les dépenses prévues pour 1967 au chapitre 2 feront apparaître certaines réductions, du fait que l'Assemblée générale a décidé [résolution 2250 (S-V)] de différer la Conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

20. Eu égard à la situation telle qu'on pouvait la prévoir à la fin de mai 1967 et compte non tenu des dépenses supplémentaires dont il est question plus haut, au paragraphe 17, le Secrétaire général estime que le montant net des dépenses additionnelles pour 1967 pourrait se chiffrer à 1,7 millions de dollars.

21. Les dépenses prévues pour 1967 seront réexaminées à une date ultérieure et il se peut que l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, soit saisie de demandes de crédits additionnels, qui seront également examinées par le Comité consultatif.

Dépenses supplémentaires que le Secrétaire général prévoit pour 1968

22. S'agissant des dépenses prévues pour 1968, le Secrétaire général a déjà indiqué dans son avant-propos que le projet de budget « sera peut-être modifié ultérieurement en fonction des dépenses supplémentaires que pourront entraîner les décisions que le Conseil économique et social prendra à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions ou les décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-deuxième session ». Les dépenses supplémentaires que le Secrétaire général peut déjà prévoir comprennent, notamment, celles qui concernent les propositions en vue d'activités nouvelles qui figurent dans le rapport de la Commission des droits de l'homme (E/4322 et Corr. 1 et Add.1) et la revision des émoluments et pensions versés aux membres de la Cour internationale de Justice, au sujet de laquelle un rapport distinct sera soumis à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

23. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 3 du présent rapport, il est trop tôt pour que le Secrétaire général puisse indiquer avec précision dans quelle mesure ces dépenses influenceront sur ses prévisions pour 1968 et feront apparaître, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation plus importante que celle qui est indiquée au tableau 2 ci-dessus.

Principaux facteurs auxquels est imputable l'augmentation des dépenses prévues pour 1968

24. Le tableau 2 indique que les dépenses brutes prévues pour 1968 sont supérieures d'environ 12,4 millions de dollars aux crédits ouverts pour 1967. Le crédit ouvert pour 1967 comprenait des sommes destinées à couvrir des dépenses de caractère non renouvelable, notamment en ce qui concerne la Conférence internationale des droits de l'homme (125 000 dollars)⁵, la Conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (350 000 dollars)⁵, les sessions de deux commissions économiques régionales (191 150 dollars) et divers autres postes de dépenses inscrits au chapitre 2 du projet de budget (405 000 dollars), ainsi que le Colloque international sur le développement industriel (586 500 dollars), le transfert du siège de l'ONUDI de New York à Vienne (500 000 dollars) et la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (292 500 dollars). Le total pour 1967 de toutes les dépenses de caractère non renouvelable, y compris les dépenses mentionnées ci-dessus, se chiffre à quelque 3,3 millions de dollars. D'autre part, il convient de signaler que les prévisions de dépenses pour 1968 comprennent des dépenses de caractère non renouvelable qui sont encore plus importantes que celles de l'exercice précédent: il s'agit, notamment, des sommes destinées à couvrir le coût de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2 019 000 dollars) et les dépenses supplémentaires relatives à la Conférence internationale des droits de l'homme (598 700 dollars), à la Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités (430 000 dollars), à la Conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (330 000 dollars) et à la Conférence internationale sur la revision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière (268 700 dollars). Le total de toutes les dépenses de caractère non renouvelable pour 1968, y compris les dépenses mentionnées ci-dessus, est estimé à quelque 4,4 millions de dollars.

25. Le tableau, qui, dans le projet de budget du Secrétaire général pour 1968, précède les prévisions de dépenses donne le détail, chapitre par chapitre, de la différence entre les crédits demandés pour 1968 et les crédits ouverts pour 1967. L'augmentation que les crédits demandés pour 1968 font apparaître par rapport à 1967 est essentiellement imputable aux facteurs ci-après:

	<i>Dollars</i>
a) Réunions et conférences spéciales.....	815 250
b) Dépenses supplémentaires nécessaires au maintien en 1968 de l'effectif approuvé pour 1967 au chapitre 3.....	1 640 000
c) Coût estimatif des postes supplémentaires demandés au chapitre 3 pour 1968.....	2 231 000
d) Dépenses de caractère non renouvelable imputables à l'utilisation de personnel temporaire en 1968 (300 000 dollars pour l'établissement de répertoires); ces dépenses sont contrebalancées par une diminution des dépenses inscrites sous les rubriques habituelles.....	265 000

⁵ Remise à 1968.

Le projet de budget pour 1968

	Dollars		Augmentation (diminution) au cours de l'exercice 1966 (dollars)	Totaux au 31 décembre 1966 (dollars)
e) Dépenses accrues au titre des voyages du personnel, y compris une dépense de 225 400 dollars imputable au fait qu'en 1968, le nombre des fonctionnaires ayant droit au congé dans les foyers est plus élevé.....	276 970	Budget ordinaire de l'ONU.....	(4 760 000)	36 319 000
f) Dépenses accrues au titre de l'entretien, de l'utilisation et de la location des locaux (165 300 dollars) et des frais généraux (586 300 dollars).....	751 600	FUNU.....	8 038 000	52 224 000
		ONUC.....	(111 000)	82 194 000
		TOTAL	3 167 000	170 737 000
g) Dépenses supplémentaires nécessaires au maintien en 1968 de l'effectif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés approuvé pour 1967.....	246 900			
h) Deuxième session de la conférence de la CNUCED.....	1 723 500			
i) Dépenses supplémentaires nécessaires au maintien en 1968 de l'effectif de la CNUCED approuvé pour 1967.....	533 500			
j) Coût estimatif des postes nouveaux demandés pour la CNUCED pour 1968.....	236 500			
k) Dépenses supplémentaires à prévoir pour l'installation de l'ONUDI à Vienne en tant qu'organisation autonome, et pour le renforcement proposé du personnel de ses services organiques....	3 287 400			
l) Autres augmentations (montant net).....	374 650			
	12 382 370			

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

26. En ce qui concerne le budget ordinaire, la FUNU et l'ONUC, la situation financière de l'Organisation telle que le Secrétaire général l'a exposée, ne s'est guère modifiée en 1966. Au début de l'exercice 1966, les disponibilités nettes utilisables de l'Organisation — à savoir, ses ressources de trésorerie plus les sommes (court terme) à recevoir moins les sommes (court terme) à payer — se chiffraient à 22 097 000 dollars. A la fin de l'exercice 1966, ces disponibilités ne représentaient au total que 7 413 000 dollars, bien que l'ONU eût reçu en 1966 près de 3 millions de dollars de contributions volontaires destinées à « aider l'Organisation à sortir de ses difficultés financières ». Cette diminution de 15 millions de dollars est en grande partie imputable aux décaissements importants effectués en 1966 lors du règlement d'engagements d'exercices précédents concernant la Force d'urgence des Nations Unies et l'Opération des Nations Unies au Congo.

27. C'est surtout au règlement en 1966, d'engagements d'exercices précédents qu'est due la diminution des engagements non réglés, dont le montant se chiffrait à 22 260 00 dollars au 31 décembre 1966, alors qu'il s'établissait à 46 081 000 dollars au 31 décembre 1965.

28. Le solde des excédents budgétaires se chiffrait au total à 44 184 000 dollars au 31 décembre 1966, soit une augmentation de 4 053 000 dollars au cours de l'exercice.

29. Le solde non acquitté des contributions mises en recouvrement au titre du budget ordinaire, de la FUNU et de l'ONUC a augmenté de 3 167 000 dollars en 1966 et se chiffrait au total à 170 737 000 dollars au 31 décembre 1966. Ce montant se décompose comme suit:

30. Le Comité consultatif croit savoir que le Secrétaire général fournira des données sur la situation financière de l'Organisation au moment où il présentera son projet de budget à la Cinquième Commission, lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

CONSIDÉRATIONS DE PRINCIPE SUR LESQUELLES SE FONDE LE PROJET DE BUDGET POUR 1968

31. Dans son avant-propos au projet de budget pour 1968, le Secrétaire général explique que s'il estime qu'un certain renforcement des effectifs actuels s'impose du fait de l'expansion continue des activités de l'Organisation, plus particulièrement dans les domaines économique et social et dans le domaine des droits de l'homme, il se propose néanmoins de n'autoriser ce renforcement qu'après s'être assuré que le personnel actuel est pleinement et efficacement employé à des tâches de nature véritablement prioritaire.

32. Le Secrétaire général s'est efforcé, dans la mesure où cela était possible étant donné le peu de temps qui s'est écoulé depuis le moment où l'Assemblée générale a fait siennes les recommandations du Comité *ad hoc* chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, de tenir compte de ces recommandations lors de l'établissement de son projet de budget.

33. Comme suite à ces recommandations et afin de se rapprocher davantage de l'objectif qui consiste à présenter aux États Membres les programmes d'activité en fonction des ressources disponibles et inversement, des modifications ont été apportées à l'ordonnance du projet de budget; à cette fin, il a fallu abandonner dans une certaine mesure le mode de présentation du budget par objet de dépenses.

34. Les crédits demandés pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sont inscrits pour la première fois à un chapitre distinct (chapitre 20) du projet de budget. Les prévisions de dépenses de l'ONUDI pour 1967, établies par le Secrétaire général, figurent dans le document A/6481 et les observations y relatives du Comité consultatif, dans le document A/6493.

35. Certaines de ces grandes questions, en particulier l'accroissement des effectifs, l'ordonnance du budget et les rapports entre programme et budget, font l'objet d'observations distinctes dans la suite du présent chapitre.

36. Le Comité consultatif note avec satisfaction que le Secrétaire général est l'un des premiers chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies à avoir donné une suite positive aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts. Le Comité consultatif sait que la mise en œuvre de certaines de ces recommandations peut avoir, pendant les premières années,

un caractère expérimental. L'expérience acquise à l'ONU pourra se révéler utile pour les autres organisations dans les efforts qu'elles déploient en vue de donner suite dans toute la mesure possible et dans les meilleurs délais aux suggestions et recommandations très diverses qui sont consignées dans le deuxième rapport du Comité *ad hoc*.

37. Le Comité consultatif a noté avec inquiétude que le Secrétaire général, au paragraphe 19 de son avant-propos au projet de budget pour 1968, déclare que le programme des conférences et la documentation s'y rapportant n'ont pas fait apparaître la moindre diminution et que le programme des réunions prévues pour New York et Genève en 1967 sera sans aucun doute plus lourd que celui de 1966. En outre, sept grandes conférences spéciales sont prévues pour 1968, alors qu'il en était prévu cinq pour 1967. A cet égard, le Comité exprime l'espoir que le Comité des conférences, que l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session, a créé à titre d'essai par sa résolution 2239 (XXI), tiendra compte de cette déclaration du Secrétaire général au moment où il formulera, au sujet des propositions relatives à de nouvelles réunions et conférences, les recommandations que prévoit le paragraphe 7 du dispositif de cette résolution.

38. Enfin, le Comité consultatif a pris note de ce que le Secrétaire général, dans son avant-propos au projet de budget pour 1968, dit du problème qui consiste à concilier les programmes et les ressources. Dans les paragraphes 22 à 25 de cet avant-propos, le Secrétaire général déclare ce qui suit:

« 22. . . . Il reste, cependant, une question d'importance primordiale à laquelle une solution doit être trouvée pour que les propositions énoncées par le Comité *ad hoc* [d'experts] prennent leur pleine valeur. Je veux parler du problème fondamental qui consiste à concilier le programme de travail global, tel qu'il est déterminé par les résolutions des principaux organes délibérants de l'ONU, et le total des ressources que les États Membres sont disposés à fournir pour son exécution. Il continue d'y avoir un écart marqué entre ces deux éléments. A mesure que la somme totale des tâches imposées au Secrétariat augmente, les critiques suscitées par l'accroissement du montant du budget qui en résulte se font plus insistantes. Sur le plan des organes délibérants, ces préoccupations contradictoires compliquent plus qu'elles ne simplifient les rapports entre programme et budget. En ce qui me concerne, je suis obligé, eu égard à cette rigueur budgétaire, d'assumer la lourde responsabilité de réduire, parfois de façon arbitraire, les demandes légitimes des départements et services, au risque de compromettre la bonne exécution des programmes dont ils sont chargés.

« 23. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont montré, ces dernières années, qu'ils sont de plus en plus conscients de ce dilemme fondamental devant lequel l'Organisation se trouve. C'est ainsi que le Comité *ad hoc* d'experts a traité en détail dans son rapport des deux aspects du problème et que ses recommandations à cet égard concernent, d'une part, la nécessité de la coordination, de la planification à long terme et de l'évaluation des programmes et, d'autre part, l'amélioration de la présentation des budgets,

l'exercice de contrôles plus stricts et l'établissement d'un rapport plus étroit entre les besoins budgétaires et les besoins des programmes en général.

« 24. La nécessité de concilier programme et budget vaut en particulier pour les activités d'ordre économique et social puisqu'elles représentent de loin la part la plus importante des dépenses inscrites au budget de l'Organisation et exigent qu'une coordination étroite soit maintenue entre elles et les travaux entrepris dans ce domaine par les diverses institutions spécialisées. Si les besoins des programmes dans ces secteurs sont nettement définis par les diverses résolutions des principaux organes délibérants compétents, en revanche le montant des ressources nécessaires pour exécuter ces programmes n'a jamais été nettement fixé.

« 25. Dans le cas de certaines activités, on a tenté de résoudre le problème en isolant de l'ensemble les dépenses relatives à ces activités et en ouvrant au budget des crédits distincts. Ces initiatives, outre qu'elles présentent les inconvénients sur lesquels j'ai déjà fait connaître mon avis, ne permettent en aucune façon de résoudre les problèmes plus vastes qui se posent. J'attache beaucoup plus d'importance aux recherches actuellement effectuées sur les aspects plus généraux des rapports entre programmes et ressources. Le Secrétariat publie un ensemble considérable de données aux fins de l'examen de cette question. La solution de tout le problème de cette conciliation des ressources budgétaires et des programmes de travail serait, à mon avis, grandement facilitée si, comme suite aux efforts ainsi déployés, l'Assemblée générale pouvait, assez tôt, donner des indications plus nettes quant au taux de croissance qu'elle serait disposée à financer pour ces activités, soit annuellement soit au cours d'une période plus longue. Non seulement de telles directives me permettraient de mieux évaluer et avec plus de rigueur le montant des crédits annuels requis, en ayant davantage l'assurance qu'ils rencontreront de façon générale l'assentiment des États Membres, mais encore les organes délibérants auraient l'avantage de disposer ainsi d'un cadre financier pour planifier leurs programmes de travail et arrêter l'ordre de priorités qui s'impose. »

39. L'Assemblée générale souhaitera peut-être s'attacher à l'examen de ce problème.

ORDONNANCE DU BUDGET

40. Au moment où l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 2049 (XX), de créer un Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et, notamment, d'étudier l'ensemble des problèmes budgétaires des organismes des Nations Unies, elle s'est référée expressément aux moyens de comparer et si possible de normaliser leurs budgets. Le Comité *ad hoc* a examiné la question de très près, et, tout en jugeant cette normalisation très souhaitable, il a reconnu qu'elle se heurtait à des difficultés en raison des différences qui existent entre les tâches et les traditions des divers organismes. En fait, chacun d'eux a adopté pour son budget une présentation qui lui est propre; le Comité *ad hoc* a admis que certains d'entre eux avaient de bonnes raisons de conserver une présentation de type classique, par

objet de dépenses, tandis que d'autres avaient des raisons tout aussi convaincantes de préférer une présentation fonctionnelle, par nature d'activité.

41. En attendant une étude de longue haleine sur la possibilité de normaliser les budgets, le Comité *ad hoc* a demandé que certaines mesures soient prises dans l'immédiat pour assurer une plus grande clarté, faciliter le contrôle et la coordination et fournir certaines données qui font actuellement défaut dans la présentation des budgets.

42. Les différences de présentation des divers budgets reflètent les besoins et les méthodes de travail des divers organes directeurs et le désir de chacun d'eux d'être saisi de renseignements et de propositions sous la forme qu'il juge la plus utile à l'accomplissement de sa tâche. C'est là une des difficultés inhérentes à une présentation uniforme. Une autre difficulté tient à ce que chaque organisation juge nécessaire de maintenir une certaine souplesse pour pouvoir modifier la présentation de son budget de manière à l'adapter à l'évolution de ses programmes, de ses priorités ou de sa structure.

43. Les efforts que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Conseil économique et social ont déployés au cours des années pour mettre au point des normes communes de présentation du budget ont été exposés en détail dans le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget pour 1967⁶. Le Comité consultatif a conclu que peu de progrès avaient été accomplis dans ce domaine. Toutefois, il a noté avec intérêt les modifications que le Secrétaire général a apportées à l'ordonnance du projet de budget pour 1968 et qu'il qualifie, dans son avant-propos, de « première mesure systématique en attendant l'achèvement de l'étude de longue haleine que le Comité *ad hoc* d'experts a recommandé d'effectuer au sujet de la normalisation éventuelle de l'ordonnance des budgets ». Ces modifications sont récapitulées dans les paragraphes ci-après.

44. Toutes les dépenses nettement identifiables — personnel, fournitures et services — qui découlent directement des activités productrices de recettes⁷ et qui figuraient auparavant parmi les prévisions de dépenses inscrites aux chapitres 3, 4, 5 et 11 ont été transférées aux chapitres 3 et 4 des prévisions de recettes, où elles sont directement imputées sur les recettes provenant des activités productrices de recettes considérées. Le budget reflète ainsi de façon beaucoup plus nette et plus complète le résultat effectif des activités productrices de recettes. Cette présentation est en outre plus conforme aux vœux exprimés à diverses reprises par le Comité des commissaires aux comptes.

45. A l'article X du chapitre 12, le Secrétaire général demande un crédit global destiné à couvrir la part à la charge de l'ONU du coût de certaines activités de coordination administrative et financière qui sont financées en commun par les organismes des Nations Unies. Auparavant, les dépenses en question étaient inscrites aux chapitres 1, 3 et 5.

46. Conformément à une suggestion faite à la 1139^e séance de la Cinquième Commission, au cours de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, le projet de budget pour 1968 ne comprend plus de chapitre distinct pour le Service mobile de l'Organisation des Nations Unies. Les dépenses relatives au personnel de ce service — personnel administratif, opérateurs radio, mécaniciens et chauffeurs — sont inscrites pour l'essentiel aux chapitres 12 et 16, dans les prévisions de dépenses concernant les diverses missions. Les dépenses relatives à un petit nombre de fonctionnaires de ce service (agents stagiaires à New York et opérateurs radio affectés à l'exploitation du réseau radio de l'ONU à Genève, à Bangkok et à Addis-Abéba) sont comprises dans les prévisions de dépenses qui concernent ces bureaux, aux chapitres 3, 4 et 5.

47. Comme les crédits demandés au chapitre 3 correspondent essentiellement à un objet de dépenses et constituent en même temps le chef de dépenses le plus important du budget, le Secrétaire général s'est efforcé, conformément aux recommandations générales du Comité *ad hoc* d'experts, de présenter les crédits demandés à ce chapitre pour 1968 d'une manière qui renseigne davantage les États Membres, en en indiquant la ventilation par grand service du Secrétariat. Cette ventilation équivaut en fait à classer les crédits par activité puisque chaque grand service représente une activité principale. Ce nouveau mode de présentation devrait faciliter aux États Membres l'examen des crédits demandés à cet important chapitre du budget.

48. Le Comité consultatif souhaite que cette ventilation soit étendue, dans le projet de budget pour 1969, à des chefs de dépenses comme les dépenses communes de personnel (chapitre 4), les frais de voyage (chapitre 5) et l'imprimerie (chapitre 11). Ainsi, on irait plus loin dans le sens de l'établissement de budgets-programmes recommandé par le Comité *ad hoc* et on indiquerait de manière plus complète le total des ressources dont chaque grand service a besoin pour exécuter son programme de travail ou pour fournir les services d'appui nécessaires.

49. Pour la première fois, le Secrétaire général a établi un rapport sur l'exécution du budget, comme le Comité *ad hoc* d'experts l'avait recommandé. Ce rapport (A/6666) porte sur l'exercice 1966. Il a été très utile au Comité consultatif lors de l'examen du projet de budget pour 1968 et le Comité espère recevoir au cours des années à venir des rapports analogues, donnant toutefois une ventilation un peu plus détaillée des dépenses aux divers articles et rubriques.

50. En outre, le Secrétaire général, conformément aux recommandations du Comité *ad hoc*, a établi des annexes au budget qui donnent :

a) La répartition, par grand domaine d'activité et par objet de dépenses, des dépenses effectives de 1966, des crédits approuvés pour 1967 et des crédits demandés pour 1968;

b) Un état des postes requis pour l'appui à fournir aux divers programmes d'assistance technique des Nations Unies.

Une annexe donnant la ventilation des dépenses entre dépenses d'administration, dépenses opérationnelles et dépenses de recherche et d'études générales sera

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 77 à 101.

⁷ Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, vente des publications, services destinés aux visiteurs et visites guidées, comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs et restaurants et services annexes.

présentée ultérieurement. Le Comité a accueilli en particulier avec satisfaction la nouvelle présentation de l'annexe I, qui permet maintenant des comparaisons sur une période de trois ans.

51. Le Comité consultatif note avec satisfaction les mesures que le Secrétaire général a prises pour appliquer les recommandations du Comité *ad hoc* concernant la présentation du budget et les questions connexes. L'établissement de documents distincts fournissant, à partir des mêmes données de base, des renseignements à l'intention du CAC, du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif, impose une lourde tâche au Service financier, mais le Comité espère qu'on pourra y remédier en mettant au point une présentation commune répondant aux besoins de tous ces organes.

POUVOIR DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE PRENDRE DES DÉCISIONS ENTRAÎNANT DES DÉPENSES

52. Depuis les débuts de l'Organisation, une des principales faiblesses de son système financier tient à ce que l'Assemblée générale est le seul organe habilité à ouvrir des crédits, tandis que le programme de travail est établi de façon fragmentaire par les divers comités et commissions. Le Comité consultatif a signalé à l'Assemblée générale, dès la deuxième partie de sa première session, la nécessité de limiter les dépenses résultant de décisions prises par ces organes, mais malgré des tentatives répétées, la question demeure non résolue.

53. En 1947, le Comité consultatif avait recommandé qu'aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne prenne de décision entraînant des dépenses sans avoir été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de cette décision.

54. Il avait aussi recommandé que les conseils établissent leurs prévisions un an à l'avance, de façon que des crédits puissent être demandés dans le projet de budget et que ces demandes de crédits puissent être examinées par la Cinquième Commission avant d'être soumises à l'Assemblée générale pour approbation. Toutefois, le Comité consultatif avait reconnu que certaines dépenses relatives aux mesures intéressant la paix et la sécurité feraient exception à cette règle, de même que — pendant quelques années — certains projets de reconstruction économique. Il avait recommandé qu'aucune dépense non prévue au budget ne soit engagée comme suite à une résolution adoptée par un conseil ou une commission, ou par un de leurs organes subsidiaires, avant que l'Assemblée générale ait voté les crédits voulus, à moins que le Secrétaire général n'atteste:

- a) Que la dépense est nécessaire parce qu'elle intéresse le maintien de la paix et de la sécurité;
- b) Que la dépense est nécessaire parce qu'elle est d'une urgence telle qu'elle ne saurait attendre que l'Assemblée générale vote les crédits nécessaires;
- c) Que des fonds peuvent être dégagés par prélèvement sur les crédits ouverts ou sur le Fonds de roulement.

55. Comme suite à ces recommandations du Comité consultatif, l'Assemblée générale a adopté, en 1947, le texte qui constitue actuellement les articles 13.1 et 13.2 du règlement financier. Mais ni l'un ni l'autre de ces articles n'ont permis de réduire sensiblement les dépenses — souvent de l'ordre de

plusieurs millions de dollars — qui sont engagées chaque année pour des activités non prévues au budget et que l'Assemblée générale ne peut qu'approuver après coup.

56. Inquiète de cet état de choses, l'Assemblée générale, à sa quatorzième session, a déclaré [résolution 1449 (XIV)] que « désireuse de limiter au maximum les additions à un programme global de travail qui a déjà été établi pour une année donnée et sur lequel est fondé le projet de budget présenté par le Secrétaire général, [elle pria] tous les organes de l'Organisation des Nations Unies de rechercher les moyens de différer les nouveaux projets jusqu'à ce que le Secrétaire général puisse demander les crédits appropriés dans le projet de budget d'un exercice ultérieur, à moins qu'il ne s'agisse de projets présentant une importance et une urgence particulières ou qu'il ne soit possible de les mener à bien avec les crédits déjà ouverts en différant des projets relativement peu pressants ».

57. Cette résolution n'a guère donné de résultats. Les organes intéressés ont continué de considérer que tous leurs projets présentaient « une importance et une urgence particulières », qu'ils fissent ou non l'objet de demandes de crédits dans le budget, et le Comité consultatif a souvent eu l'occasion de lancer des appels à la modération et à la discipline. Il recommande que l'Assemblée générale reprenne prochainement l'étude de la question.

58. Dans un certain nombre de cas, le Comité doutait fort que l'organe intéressé eût compétence pour engager les dépenses en question, ou que celles-ci puissent être légitimement couvertes en vertu de la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.

59. C'est ainsi que dans son rapport sur le projet de budget pour 1965^a, le Comité consultatif a rappelé ce qui suit:

« Le Comité consultatif a, à deux reprises au moins au début de 1964, mis en cause les conditions dans lesquelles ces pouvoirs sont exercés, encore que, dans aucun des deux cas, il ne faille chercher là la raison déterminante de sa décision. Dans un cas [demande de services de conférence supplémentaires émanant du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement], le Comité n'a pas cru devoir donner une suite favorable à la demande de crédits additionnels d'un organe subsidiaire, motif pris de ce que cette demande ne s'inscrivait pas dans le cadre de la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires; dans l'autre cas [demande de crédits supplémentaires pour frais de voyage émanant d'un sous-comité du Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux], il n'a pu donner son assentiment préalablement à l'engagement de la dépense, parce que la décision de l'organe subsidiaire avait été prise très rapidement à un moment où le Comité ne siégeait pas. Mais, dans les deux cas, le Comité doutait fort que l'organe subsidiaire eût compétence pour engager des dépenses dans de pareilles conditions. »

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 7 (A/5807), par. 35.

60. Au cours de sa vingt-troisième session, tenue, à Genève, en mars 1967, la Commission des droits de l'homme a adopté plusieurs résolutions qui avaient pour objet d'élargir son mandat. Quelques-unes de ces résolutions se présentaient sous forme de recommandations au Conseil économique et social, et d'autres, sous celle de décisions. Une de ces dernières [résolution 2 (XXIII)] revêt une importance particulière du fait qu'elle entraînerait des dépenses d'environ 325 000 dollars⁹ en sus des crédits approuvés. Le Comité consultatif estime que cette décision amène à poser nettement deux questions: d'abord, une commission technique est-elle habilitée à décider, de son propre chef, d'entreprendre des activités non prévues au budget et qui entraînent des dépenses substantielles? Ensuite, peut-on légitimement considérer les dépenses résultant de cette décision comme des dépenses « imprévues et extraordinaires », de sorte qu'elles puissent être couvertes pendant l'exercice en cours?

61. Pour ce qui est de la question du mandat, il y a lieu de noter que la Commission des droits de l'homme a été créée par le Conseil économique et social le 16 février 1946 afin de donner des avis au Conseil et de l'aider à s'acquitter de ses tâches dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil a défini les attributions de la Commission en la chargeant de lui présenter « des propositions, recommandations et rapports » sur certaines questions précises. La Commission devait aussi faire des études, donner des renseignements et fournir d'autres services sur la demande du Conseil. Elle avait le pouvoir de proposer au Conseil d'apporter des modifications à son mandat. Enfin, elle pouvait faire des recommandations au Conseil quant à la création de toute sous-commission qu'elle jugerait nécessaire.

62. Le 21 juin 1946, par sa résolution 9 (II), le Conseil a modifié sa résolution du 16 février 1946 en élargissant la liste des questions précises susmentionnées, de sorte qu'elle comprît « toute autre question relative aux droits de l'homme », et en autorisant la Commission « à constituer des groupes de travail spéciaux composés d'experts non gouvernementaux s'occupant de domaines particuliers ou d'experts désignés à titre individuel, sans en référer au Conseil mais avec l'approbation du Président du Conseil et du Secrétaire général ».

63. Il résulte, semble-t-il, de ce qui précède que la Commission peut uniquement faire des recommandations au Conseil et que toute modification de son mandat doit obtenir l'assentiment préalable de ce dernier. Quant au « Groupe spécial d'experts composé d'éminents juristes et de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire » que la Commission a décidé de créer par sa résolution 2 (XXIII) du 6 mars 1967, le Comité consultatif est enclin à penser que cette création, du fait de la composition et des attributions du groupe, va un peu au-delà de ce que le Conseil avait à l'esprit lorsqu'il a autorisé la Commission à faire appel à des experts pour en recevoir des avis.

64. Pour ce qui est du coût de la création du Groupe spécial d'experts, le Comité consultatif ne croit pas qu'il s'agisse là du type de dépenses que l'Assemblée générale avait en vue lorsqu'elle a décidé que les crédits approuvés par elle peuvent être dépassés dans certaines circonstances exceptionnelles présentant un caractère « imprévu et extraordinaire »

65. Le Comité consultatif n'a pas à se prononcer quant au fond sur les cas cités, mais il juge nécessaire d'appeler sur eux l'attention de l'Assemblée générale.

66. A son avis, une des principales causes des difficultés existantes tient à ce qu'il n'y a pas de définition assez précise du mandat des organes subsidiaires. Il faut mentionner aussi la latitude qu'autorise le texte actuel de la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires. Le jeu combiné de ces deux facteurs a pour résultat qu'il est possible de se soustraire au contrôle financier de la Cinquième Commission et de l'Assemblée générale.

67. Le Comité consultatif recommande que les organes principaux, lorsqu'ils établissent ou revisent le mandat des organes subsidiaires, prêtent la plus grande attention aux tâches et aux attributions qu'ils leur délèguent et les définissent nettement chaque fois qu'il peut en résulter des incidences financières. Agir autrement serait méconnaître l'article 13.1 du règlement financier.

68. Le Comité consultatif, s'il en juge d'après certaines des demandes de crédits supplémentaires dont il est saisi, constate que l'on ne comprend pas toujours nettement la nature et l'étendue des pouvoirs qui lui sont conférés quant à l'approbation de ces demandes. A cet égard, il n'est pas sans intérêt de rappeler ce que le Comité a déclaré dans son rapport sur le projet de budget pour 1965:

« Le Comité consultatif n'est pas un organe de deuxième instance devant lequel les ouvertures de crédits décidées par l'Assemblée générale puissent être reconsidérées. Pour consentir à des engagements de dépenses en sus du montant approuvé pour l'Assemblée générale, il ne peut s'autoriser que de la résolution annuelle adoptée par l'Assemblée générale au sujet des dépenses extraordinaires qui n'étaient pas prévues au moment où l'Assemblée générale a approuvé le budget de l'exercice dont il s'agit. Aux termes de cette résolution, le Comité consultatif ne peut connaître que des demandes de crédits additionnels soumises par le Secrétaire général, et non de celles qui sont présentées directement par tel ou tel organe. Qui plus est, le Secrétaire général ne peut présenter de demandes que si, à son avis, elles se rapportent à des dépenses « imprévues et extraordinaires ». Telles étaient, selon le Comité consultatif, les intentions de l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté l'article 13.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Tout en maintenant ses prérogatives en tant que seul organe habilité à ouvrir des crédits, l'Assemblée a reconnu que des dispositions particulières devaient être prises pour que l'on pût utiliser les ressources de l'Organisation, dans l'intervalle des sessions, en cas d'urgence ou de situation extraordinaire. Le Comité n'a pas le pouvoir de souscrire à toute autre procédure qui aurait pour effet de soustraire à son examen et à celui de la Cinquième Commission et de l'Assemblée générale les incidences budgétaires des résolutions.¹⁰ »

69. Toutefois, le principal problème demeure: la résolution annuelle relative aux dépenses imprévues

⁹ Estimation ultérieurement ramenée à 144 860 dollars.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 7 (A/5807), par. 39.

et extraordinaires est devenue un moyen de porter le budget de l'Organisation au-delà du montant approuvé.

70. Il peut être utile de rappeler à ce sujet que le premier budget de l'Organisation comportait un crédit de 250 000 dollars pour « dépenses imprévues ». Un tel crédit a cessé de figurer dans le projet de budget à partir de 1947 et des virements du Fonds de roulement ont été autorisés dans certaines conditions. Là se trouve l'origine de la résolution actuelle relative aux dépenses imprévues et extraordinaires. Une des raisons pour lesquelles le Comité consultatif a appuyé ce changement à l'époque était que l'inscription au budget d'un tel crédit pouvait laisser supposer qu'il était immédiatement disponible. En pratique, l'existence d'un Fonds de roulement d'un montant appréciable a suscité des espoirs encore plus grands. Mais le Comité a déclaré que le Secrétaire général ne serait autorisé à utiliser les ressources du Fonds que pour des besoins de caractère manifestement extraordinaire ou imprévu¹¹.

71. Au moment où l'Assemblée a adopté la résolution 68 C (I) concernant le Fonds de roulement pour 1947, elle a spécifié ce qui suit dans des notes de bas de page :

« 1) Les « dépenses imprévues » sont les dépenses entraînées directement ou indirectement par l'exécution d'un programme conforme aux directives approuvées par l'Assemblée générale et n'ayant pas été envisagées lors de l'établissement des prévisions. »

« 2) Les « dépenses extraordinaires » sont les dépenses pour des articles ou des objets qui sortent du cadre des prévisions budgétaires, c'est-à-dire du programme sur la base duquel les prévisions sont établies. »

72. Le 16 novembre 1946, à la vingt-sixième séance de la Cinquième Commission, le Secrétaire général a donné comme exemple de dépenses extraordinaires les sommes employées pour une action résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité, et comme exemple de dépenses imprévues, des hausses de prix ou des relèvements de traitements ou salaires (pour le texte de la déclaration du Secrétaire général, voir le document A/C.5/74). En pratique, cependant, comme il a déjà été dit, la portée de ces définitions a été considérablement élargie, ce qui a abouti à un relâchement de la discipline et du contrôle financier.

73. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale examine la question des dépenses « imprévues et extraordinaires » à sa vingt-deuxième session. Peut-être souhaitera-t-elle modifier le texte de la résolution pertinente, de manière à définir ce qu'on entend par dépenses « imprévues et extraordinaires » et limiter celles-ci, comme l'a préconisé le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, aux « cas vraiment exceptionnels et urgents »¹².

RAPPORTS ENTRE LE COMITÉ CONSULTATIF ET LE COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

74. Le Président du Conseil économique et social a eu l'obligance de transmettre au Comité consul-

tatif, pour information, le rapport du Comité du programme et de la coordination intitulé « Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et incidences budgétaires de ce programme » (E/4383). Dans sa lettre d'envoi, le Président signalait que, faute de temps, le Conseil avait décidé de renvoyer à sa quarante-troisième session, commençant en juillet 1967, l'examen du rapport. Pour la même raison, le Comité consultatif n'a pas pu examiner le rapport en détail pendant les quelques jours qui précédaient la fin de sa session.

75. Toutefois, le Comité consultatif a noté que les sujets étudiés par le Comité du programme et de la coordination étaient très variés et que son rapport était très complet. Pendant la première partie de sa première session, du 8 mai au 1^{er} juin 1967, le Comité du programme et de la coordination avait procédé à l'examen détaillé des secteurs suivants du programme de travail : direction et gestion ; planification, projections et politiques relatives au développement économique ; ressources naturelles ; transports et communications ; questions fiscales et financières ; développement social ; programmes démographiques ; habitation, construction et planification ; administration publique ; activités relatives aux droits de l'homme. Le rapport indique que, pour chacun des secteurs mentionnés plus haut, le Comité a étudié non seulement les objectifs généraux de chaque secteur, mais aussi le programme de travail lui-même eu égard aux effectifs disponibles et autres ressources.

76. Après avoir passé en revue les divers secteurs, le Comité du programme et de la coordination a procédé à un examen d'ensemble du programme de travail. Il a également examiné la question de son propre rôle à l'égard du Conseil économique et social et des autres organes des Nations Unies qui s'occupent de programmes dans les domaines économique et social et dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'à l'égard du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif.

77. Si, pour la raison indiquée au paragraphe 74, le Comité consultatif n'est pas actuellement en mesure de formuler d'observations détaillées sur l'ensemble du rapport du Comité du programme et de la coordination, il a cependant quelques commentaires préliminaires à faire sur les rôles respectifs du Comité consultatif et du Comité du programme et de la coordination et sur les rapports entre ces deux comités.

78. Les attributions du Comité du programme et de la coordination sont définies en termes généraux aux paragraphes 3 et 4 du dispositif des résolutions 1171 (XLI) et 1177 (XLI) du Conseil économique et social en date du 5 août 1966. Le Comité doit se réunir deux fois par an, une première fois pour procéder à un examen général du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans le domaine des droits de l'homme, en consacrant chaque année, selon qu'il conviendra, une attention particulière à certains de ses éléments, et une deuxième fois pour traiter de la coordination des activités des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de celles de l'Organisation des Nations Unies.

¹¹ Rapport du Comité consultatif sur le Fonds de roulement, 10 décembre 1946 (A/C.5/125).

¹² A/6343, par. 43.

79. Les attributions du Comité consultatif sont définies dans la résolution 14 A (I) de l'Assemblée générale en date du 13 février 1946; elles sont rappelées dans l'avant-propos au présent rapport.

80. Il est manifeste, d'après les attributions des deux comités, que leurs activités sont étroitement liées. On ne peut considérer isolément les programmes et le budget: les programmes doivent être élaborés en fonction des ressources disponibles et le budget doit être établi en fonction des programmes à financer. Mais, en revanche, aucun des deux comités ne doit perdre de vue sa tâche principale, qui est, pour le Comité du programme et de la coordination, la planification et la coordination des programmes, et, pour le Comité consultatif, la gestion administrative et budgétaire. Les sujets très divers de caractère administratif général que le Comité du programme et de la coordination a étudiés à sa récente session montrent bien la nécessité d'une étroite coopération entre les deux comités si l'on veut que leurs efforts combinés portent fruits et si l'on veut éviter tout double emploi.

81. Le Comité du programme et de la coordination a recommandé que le Comité consultatif soit invité à prendre en considération son rapport ou ses rapports sur le programme de travail des Nations Unies au moment où il examinerait le projet de budget du Secrétaire général. En outre, le Comité du programme et de la coordination estime que l'Assemblée générale devrait être saisie de son rapport ou de ses rapports lorsqu'elle examinera le projet de budget pour l'exercice suivant. Le Comité consultatif accueille ces rapports avec satisfaction. Depuis les premières années de l'Organisation, il ne cesse de souligner la nécessité d'un mécanisme adéquat pour la planification des programmes à long terme et l'établissement d'un ordre de priorités, en vue de concilier les besoins et les ressources. Jusqu'à présent, le Comité consultatif a dû accomplir sa tâche sans disposer d'avis de cet ordre et il est persuadé que le Comité du programme et de la coordination lui offrira cette assistance grâce à ses rapports. Cette coopération entre les deux comités supprimera une des principales faiblesses de l'ensemble du système des Nations Unies.

82. Il faudrait, semble-t-il, envisager une réorganisation du programme des réunions, afin non seulement de faciliter la coordination des travaux des deux comités, mais aussi de laisser au Service

financier plus de temps pour établir le projet de budget. La date des réunions du Comité consultatif est dans une large mesure fonction de celle de la présentation du projet de budget. Pour s'acquitter de ses obligations envers l'Assemblée générale, il doit commencer sa session d'été en juin, et il se propose de revenir à son ancienne pratique et de se réunir à la fin de la première semaine de juin. Le Comité consultatif note que le Comité du programme et de la coordination se propose de se réunir en avril et de procéder alors à l'étude et à l'évaluation des programmes des Nations Unies et à l'établissement d'un ordre de priorités à l'intérieur de ces programmes, pour l'exercice suivant. On ne disposera pas encore à cette époque du projet de budget pour cet exercice, mais le Comité consultatif est d'avis que le Comité du programme et de la coordination pourrait s'acquitter de sa tâche de façon satisfaisante en prenant comme cadre budgétaire général les ouvertures de crédits approuvées pour l'exercice en cours. Ainsi, le Comité consultatif aurait connaissance de l'avis du Comité du programme et de la coordination sur les programmes et les priorités au moment où, en juin, il examinerait le projet de budget. Le Comité consultatif estime que ce calendrier permettrait de mieux concilier les ressources budgétaires, d'une part, et les programmes, d'autre part. On marquerait aussi un pas en avant si le montant du budget pour un exercice donné pouvait être arrêté de manière telle que le Conseil économique et social soit informé que ce montant permet d'absorber quelques dépenses supplémentaires peu importantes et qu'il n'y aura donc pas lieu de reviser les demandes de crédits initiales, à moins que le Conseil ne propose quelque activité nouvelle ayant d'importantes répercussions sur le budget, comme une conférence spéciale ou un programme de travail de vaste portée et entièrement nouveau.

ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS

83. Dans son projet de budget pour 1968, le Secrétaire général demande un total de 524 postes nouveaux d'administrateur, d'agent des services généraux, de travailleur manuel et d'agent local, aux chapitres 3 (Traitements et salaires), 19 (CNUCED) et 20 (ONUDI) des prévisions de dépenses et au chapitre 4 des prévisions de recettes (Activités productrices de recettes). Ces nouveaux postes se répartiraient comme suit:

	Adminis- trateurs	Agents des services généraux	Agents locaux et travailleurs manuels	Total
New York (non compris les activités productrices de recettes)	107	113	—	220
Genève (non compris la CEE)	14	24	4	42
Commissions régionales (y compris la CEE et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth)	29	5	79	113
Centres d'information	—	—	10	10
CNUCED	12	13	—	25*
ONUDI	33	25	47	105
Activités productrices de recettes	10	(1)	—	9
	205	179	140	524

* Y compris d'autres services de l'ONU à Genève et à New York qui fournissent des services à la CNUCED.

84. Si les postes demandés sont approuvés, le nombre total des postes permanents (administrateurs, agents des services généraux, travailleurs manuels et agents locaux) du Secrétariat de l'ONU dont le coût est imputé sur les divers chapitres du projet de budget pour 1968 serait de 8 105, contre 7 580 en 1967, 7 090 en 1966 et 6 977 en 1965.

85. Le Comité consultatif s'inquiète de l'ampleur de l'accroissement des effectifs qui est demandé tous les ans. Il admet que les tâches nouvelles assignées à l'ONU nécessitent de temps en temps un renforcement des effectifs, mais il tient, avant de donner son agrément aux demandes dont il est saisi, à s'assurer que le personnel est pleinement utilisé. Il n'est pas en mesure d'étudier dans le détail cette utilisation et il doit se fonder essentiellement, pour juger des besoins, sur les informations qu'il reçoit du Secrétaire général et de ses représentants. Le rapport du Secrétaire général sur les programmes de travail dans les domaines économique et social et l'évaluation (exprimée en mois de travail) des ressources en personnel requises pour l'exécution de ces programmes (E/4331 et Add.1 à 18) ont donné au Comité un aperçu utile de la situation dans les principaux secteurs organiques. Mais il lui faudrait beaucoup plus de données pour pouvoir juger si le personnel en poste est pleinement employé. Par exemple, le Comité souhaiterait savoir comment, lorsqu'une activité est achevée ou interrompue, on redéploie le personnel qui y était affecté.

86. Pour juger de la situation présente, le Comité consultatif a cependant retenu un facteur particulièrement significatif: le nombre des postes vacants au Secrétariat au cours des divers exercices. Dans la seule catégorie des administrateurs, il y avait en mai 1967, 160 postes imputés sur le chapitre 3, qui étaient vacants, chiffre supérieur au nombre des postes nouveaux demandés par le Secrétaire général à ce chapitre pour 1968. Eu égard à cette constatation et au fait que la cadence des départs est presque aussi rapide que celle des engagements, le Comité consultatif s'est estimé tenu d'opérer une réduction substantielle sur les postes demandés par le Secrétaire général. Au lieu des 292 postes nouveaux demandés au chapitre 3 du projet de budget, il recommande à l'Assemblée générale d'en approuver 86. Les recommandations détaillées du Comité sur le chapitre 3 du budget figurent aux paragraphes 164 à 180 du chapitre III du présent rapport.

87. Le Comité consultatif recommande aussi de réduire le nombre des postes nouveaux demandés par le Secrétaire général pour la CNUCED et l'ONUDI (chap. 19 et 20 du budget). Comme il est dit plus haut, au paragraphe 83, 25 postes nouveaux (12 postes d'administrateur et 13 postes d'agent des services généraux) sont demandés pour la CNUCED au chapitre 19 du projet de budget, et 105 postes nouveaux (33 postes d'administrateur, 25 postes d'agent des services généraux et 47 postes d'agent local) pour l'ONUDI, au chapitre 20. En étudiant ces demandes, le Comité consultatif a constaté que, comme dans le cas du chapitre 3, il y avait des postes vacants à la CNUCED et surtout à l'ONUDI, où 47 postes d'administrateur et 25 postes d'agent des services généraux n'étaient pas pourvus en juin 1967. Compte tenu de ce facteur ainsi que des difficultés auxquelles se heurte actuellement le recrutement de fonctionnaires hautement spécialisés, il est évident

que l'on ne pourra pas d'ici la fin de l'exercice 1968 pourvoir tous ces postes ainsi que les postes nouveaux demandés pour 1968. Le Comité a noté aussi que l'effectif de l'ONUDI demandé pour 1968 est presque identique à celui de la CNUCED, qui compte trois ans d'existence. En recommandant une réduction appréciable du nombre des postes nouveaux demandés pour 1968, le Comité a la conviction que l'installation de l'ONUDI dans son siège permanent et ses travaux n'en seront aucunement entravés.

88. Le Comité consultatif a noté qu'il est demandé chaque année, à divers chapitres du projet de budget, des crédits globaux pour des postes d'agent local qui ne sont pas compris dans le tableau d'effectifs. Un total de 1095 postes d'agent local est demandé pour 1968. Le Comité a été informé qu'il s'agit, non seulement de personnel de garde et d'entretien recruté localement pour les commissions économiques régionales et d'autres bureaux extérieurs mais aussi, en certains lieux, de travailleurs manuels. Sans contester la nécessité de ces postes, ni déconseiller de les recruter sur place, le Comité s'inquiète, d'abord, d'en voir le nombre augmenter chaque année et, ensuite, de ne trouver dans les projets de budget que des justifications sommaires à l'appui de cet accroissement d'effectifs. Il a le ferme espoir qu'on lui fournira plus de renseignements sur ces postes lors de la présentation du projet de budget pour 1969 et que ces postes seront compris dans les divers tableaux concernant le personnel qui sont communiqués au Comité. Pour ce qui est de l'annexe IV au projet du budget, qui indique la répartition, par catégorie et par classe, des postes permanents de tous les bureaux demandés pour 1968, le Comité souhaiterait que l'on envisage de faire désormais figurer dans cette annexe tous les postes (postes d'administrateur, postes d'agent des services généraux, postes de travailleur manuel et postes d'agent local) demandés par le Secrétaire général ainsi que ceux qui ont été autorisés pour chacun des deux exercices précédents.

DOCUMENTATION

89. Le Comité consultatif se préoccupe depuis longtemps des difficultés financières et administratives que cause le volume sans cesse croissant de la documentation. Dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session)¹³, le Comité a étudié les faits nouveaux de l'année précédente et, en particulier, les mesures que le Secrétaire général avait proposées dans une note (E/4157) présentée à la quarantième session du Conseil économique et social, mesures qui tendaient « à ramener à des proportions plus raisonnables le volume de la documentation dont le Conseil doit être saisi au cours d'une même session ou à faire en sorte que cette documentation réponde mieux aux besoins du Conseil », ainsi que les recommandations du consultant qui avait étudié la production et la distribution des documents émanant des services du Secrétariat de l'ONU et relatifs aux travaux du Conseil économique et social.

90. Il est peut-être utile de rappeler que le Secrétaire général avait proposé, notamment, que certains organes subsidiaires se réunissent moins

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-et-unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 53 à 68.

souvent, que les rapports traitant de questions techniques soient présentés à intervalles plus espacés et que certains rapports sur les programmes opérationnels soient supprimés.

91. Le consultant avait conclu que les principaux problèmes qui se posaient en matière de documentation étaient que les auteurs de documents ne présentaient pas leurs textes à temps, que le calendrier des réunions était trop chargé et que le volume de la documentation augmentait sans cesse, notamment dans les domaines économique et social et dans le domaine des droits de l'homme. A son avis, un accroissement d'effectifs ne permettrait pas de résoudre le problème de la distribution tardive des documents. Les coûts de production étaient élevés et le personnel qualifié dont on disposait était limité. En conséquence, le consultant avait recommandé de mieux planifier les activités, de supprimer les travaux stériles et d'adopter des méthodes de contrôle plus efficaces, tout en améliorant la coordination entre tous les services intéressés. Il avait formulé, en particulier, les recommandations suivantes:

a) Le Département des affaires économiques et sociales devrait prendre des dispositions pour faire établir un calendrier approprié de production des documents et obtenir que les textes soient soumis aux dates fixées par ce calendrier, ainsi que pour contrôler l'application des normes de rédaction et la longueur des documents;

b) Le Service des conférences devrait prendre des dispositions en vue d'assurer un meilleur contrôle sur la vaste machine de production et de compléter les effectifs des services sténographiques et des services linguistiques;

c) Une coordination plus efficace devrait être assurée entre le Département des affaires économiques et sociales et le Service des conférences.

92. A l'époque où le Comité a été saisi des rapports susmentionnés, le Secrétaire général avait déjà pris certaines mesures pour améliorer la production et la distribution de documents. Il avait notamment créé, au Département des affaires économiques et sociales, un groupe chargé de coordonner l'établissement des documents et leur soumission au Service des conférences.

93. Dans ses conclusions et recommandations, le Comité consultatif avait appuyé les mesures recommandées par le Secrétaire général dans le document E/4157 et pris note des propositions du consultant. Il avait indiqué que la méthode suivie par le Secrétaire général dans le document E/4157 devrait l'être aussi pour les autres organes des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale. Il avait fait siennes les recommandations du Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation¹⁴ tendant, notamment, à ce qu'on apporte plus de soin à la rédaction et à la mise au point des textes et à ce que l'on supprime les documents qui n'étaient pas indispensables, y compris, le cas échéant, les comptes rendus analytiques. Enfin, le Comité consultatif avait recommandé que l'Assemblée générale envisage « de limiter l'emploi des comptes rendus in extenso et examine l'intérêt qu'il y aurait à maintenir la longueur des comptes rendus analytiques dans les limites d'un maximum fixé ».

94. Les propositions du Secrétaire général et les observations susmentionnées du Comité consultatif ont été examinées par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session. Par sa résolution 1154 (XLI), intitulée « Documentation », le Conseil a fait siennes les propositions du Secrétaire général consignées dans les paragraphes 9 à 15 du document E/4157 et il a prié le Secrétaire général:

« c) de présenter au Conseil, en 1967, de nouvelles propositions tendant à réduire le volume ou à améliorer la concision de la documentation qu'il lui appartient d'examiner. »

95. Les problèmes créés par le volume de la documentation ont aussi été étudiés par le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Dans son deuxième rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session) (A/6343), le Comité *ad hoc* a noté (par. 97 c) que « la capacité annuelle de reproduction au Siège sur la base du tableau d'effectifs et du matériel existants (environ un demi-milliard de pages) est déjà atteinte, et l'on s'attend qu'elle le soit à Genève (environ un tiers de milliard de pages tirées) en 1967; d'autre part, le projet de budget de l'ONU pour 1967 prévoit près de deux millions de dollars pour les travaux contractuels d'imprimerie ».

96. Le Comité *ad hoc* a signalé ensuite (par. 100) que « le volume de la documentation a augmenté encore plus que le nombre des conférences et réunions et que, fréquemment, il n'a pu s'ensuivre qu'une grave désorganisation du travail normal. Dans d'autres cas, la qualité de la documentation a souffert. »

97. Le Comité *ad hoc* a formulé la recommandation suivante au paragraphe 104-f de son rapport:

« Les États Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées devraient être instamment priés de ne ménager aucun effort pour réduire considérablement leurs demandes de documents pour toutes leurs conférences, de manière que ces documents puissent être présentés au moment le plus opportun, sous une forme concise et de la manière la plus économique, en évitant toutes dépenses superflues; chaque fois que cela est possible, le Président devrait encourager l'organe intéressé à tenir des séances ne faisant l'objet ni de comptes rendus sténographiques, ni de comptes rendus analytiques, ce qui... permettrait de réduire sensiblement les services et la documentation. »

98. Les vues du Comité consultatif et celles du Comité *ad hoc* d'experts ont été présentées à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Par sa résolution 2247 (XXI), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de donner pour instructions au Comité des publications:

« a) De réexaminer la pratique actuellement suivie en matière de préparation et de publication des documents officiels, suppléments et annexes pour tous les organes de l'Organisation des Nations Unies, afin de déterminer s'il est possible de réaliser des économies;

« b) De réexaminer le programme des publications pour s'assurer que les publications, les études et les rapports sont établis conformément

¹⁴ *Ibid.*, treizième session, Annexes, point 51 de l'ordre du jour, document A/3888.

aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et d'autres organes directeurs, et pour déterminer également si certaines publications ont perdu leur utilité ou font double emploi;

« c) D'étudier la documentation de l'Organisation en vue de suggérer des moyens possibles de réaliser éventuellement des économies à la fois sur le volume et sur le coût de cette documentation;

« d) D'harmoniser le programme des publications de l'Organisation des Nations Unies avec ceux des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en vue d'éliminer les doubles emplois éventuels. »

99. L'Assemblée a aussi prié le Secrétaire général de présenter un rapport préliminaire à la session d'été du Comité consultatif et de rendre compte à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

100. L'Assemblée a en outre invité le Secrétaire général « à veiller ... à ce que les documents présentés aux organes de l'Organisation des Nations Unies soient communiqués aux États Membres dans des délais suffisants et simultanément dans les langues de travail prévues par le règlement intérieur ».

101. Le Comité consultatif a reçu du Secrétaire général un rapport préliminaire contenant les observations et les recommandations du Comité des publications sur chacune des questions soulevées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2247 (XXI). Il estime que certaines des recommandations provisoires du Comité des publications, notamment celles qui visent à réduire le volume et la longueur des comptes rendus analytiques, à limiter la reproduction in extenso des discours et à limiter le nombre des suppléments et annexes normalement imprimés, constituent un pas dans la bonne direction et méritent de retenir toute l'attention. Il préférerait toutefois, d'une manière générale, que les recommandations prennent la forme de normes, même si cela devait entraîner une révision du règlement intérieur de certains organes. Pour ce qui est des comptes rendus analytiques, le Comité consultatif estime qu'il y a beaucoup à faire. Le Conseil du développement industriel a créé un précédent utile en décidant que les comptes rendus analytiques de ses séances ne seraient pas imprimés. Le Comité consultatif considère qu'on devrait se fixer comme objectif de ne faire imprimer aucun compte rendu analytique et de ne faire établir de comptes rendus analytiques des séances que pour les organes ayant au moins le rang de Conseil.

102. Le Comité consultatif a également pris note des mesures que le Comité des publications a recommandé à titre provisoire d'adopter pour que les demandes de publications soient dûment autorisées et que les autorisations soient revues périodiquement de façon que l'on puisse s'assurer que les publications n'ont pas perdu de leur utilité ou ne font pas double emploi. À cet égard, le Comité doute qu'il soit judicieux de laisser au service auteur le soin de décider si un texte sera publié ou si une publication fait double emploi avec une autre.

103. Enfin, le Comité consultatif a pris note des recommandations provisoires du Comité des publications concernant la suppression des doubles emplois éventuels dans les programmes de publications des divers organismes des Nations Unies.

104. Le Comité consultatif a été informé qu'il sera tenu compte de ses observations et suggestions

dans le texte définitif du rapport que le Comité des publications présentera au Comité consultatif à sa session d'automne et à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

105. Le Comité consultatif ne peut que constater avec regret que malgré la multitude des résolutions adoptées au cours des années, on a fait bien peu de choses pour rationaliser la documentation, dont le volume ne cesse de croître d'année en année. Il ressort des statistiques que la documentation établie avant la vingt et unième session de l'Assemblée générale représentait plus de 11 000 pages de manuscrit, soit 42 p. 100 de plus qu'en 1965. La documentation de session, y compris les comptes rendus sténographiques et les comptes rendus analytiques, représentait 32 490 pages de manuscrit, soit 29 p. 100 de plus qu'en 1965.

106. La documentation établie pour les trente-neuvième et quarante et unième sessions du Conseil économique et social en 1965 et en 1966 représentait environ 11 000 pages de manuscrit et il semble peu probable que ce chiffre sera moins élevé pour 1967. Le Comité consultatif a noté, dans un rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social en date du 1^{er} juin 1967 (E/L.1162), qu'une fois de plus, de nombreux rapports importants ne seront pas distribués dans les langues de travail dans les délais fixés par le Conseil. Certains ne seront même disponibles que quelques jours avant l'ouverture de la quarante-troisième session du Conseil.

107. Pour autant que le Comité consultatif le sache, les seules mesures positives faisant suite aux nombreuses exhortations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social tendant à ce qu'on adopte une attitude rationnelle à l'égard de la documentation sont celles qui ont été prises par la Commission des stupéfiants, qui a demandé à son secrétariat « d'examiner si la publication de certains documents était encore justifiée, eu égard au travail et à la dépense qu'elle représente »¹⁵, et par le Conseil du développement industriel, qui a décidé de renoncer à faire imprimer les comptes rendus analytiques de ses séances.

108. Il est évident qu'il faut faire beaucoup plus et que l'initiative doit venir des organes et organes subsidiaires eux-mêmes. En dehors de la question de savoir si le Secrétariat est à même de continuer à produire un pareil volume de documents et de le produire à temps, il est fort douteux que les représentants des États Membres puissent lire et assimiler beaucoup plus qu'une très petite partie de la documentation qu'ils reçoivent et qu'ils puissent se préparer adéquatement aux réunions auxquelles ils participent.

109. Il ne fait guère de doute que l'augmentation continue du volume de la documentation est imputable, dans une large mesure, à la prolifération des réunions et que, pour que les résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale et le Conseil économique et social demandent instamment une réduction de la documentation aient véritablement des effets pratiques, il faut réduire tant le nombre et la durée des réunions que le volume de la documentation qui s'y rapporte.

¹⁵ E/4294/Add.1, par. 38.

ACTION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION

110. Le Comité consultatif tient à rappeler que le Sous-Secrétaire chargé du Service de l'information, au moment où il a présenté les demandes de crédits concernant les activités d'information pour 1966, a fait savoir au Comité qu'il se proposait d'effectuer, compte tenu de l'expérience des vingt dernières années, une étude et une réévaluation des politiques, des procédures et des pratiques suivies par l'ONU dans le domaine de l'information et des ressources budgétaires qui y sont affectées, ainsi que des besoins actuels et des possibilités futures.

111. En 1966, le Comité administratif de coordination (CAC) a approuvé une recommandation du Comité consultatif de l'information (CCI)¹⁶ tendant à charger un groupe d'études interorganisations de reconsidérer l'ensemble des activités d'information de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. Par sa résolution 1176 (XLI) du 5 août 1966, le Conseil économique et social a pris acte, en s'y associant, de l'action du CAC et a, notamment, prié le Secrétaire général d'effectuer, en faisant appel dans la mesure qu'il jugerait nécessaire aux services de consultants ou d'experts gouvernementaux choisis sur une base géographique équitable... « une étude sur les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies concernant ses travaux dans le domaine économique et social et celui des droits de l'homme, y compris les modalités de financement, l'effectif du personnel, le programme de publications, les relations avec la presse, l'efficacité des dispositions actuelles et les relations avec les services d'information des autres organismes des Nations Unies ». Les recommandations du CCI, telles qu'elles ont été appuyées par le CAC, ainsi que l'étude susmentionnée demandée par le Conseil (E/4394), seront soumises au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session, après avoir été étudiées par le Comité du programme et de la coordination du Conseil¹⁷.

112. Le Comité consultatif a été saisi au cours de la deuxième partie de sa session, du rapport concernant l'étude et la réévaluation susmentionnées auxquelles le Service de l'information avait procédé. Le Comité consultatif ne savait pas s'il était dans les intentions du Secrétaire général de soumettre ce rapport à l'Assemblée générale dans la forme sous laquelle il avait été présenté au Comité consultatif, ou si ce rapport ferait éventuellement l'objet d'un examen plus poussé et d'une révision.

113. A l'issue d'entretiens avec le Sous-Secrétaire chargé du Service de l'information, le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général souhaite adopter cette seconde solution et qu'il est dans ses intentions de présenter le rapport définitif à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session. Le Comité consultatif compte bien être saisi de l'étude de réévaluation sous sa forme définitive, après quoi il fera connaître ses observations et ses recommandations sur toute proposition que le Secrétaire général déciderait de porter à l'attention de

l'Assemblée générale. A cet égard, le Comité consultatif espère que lors de l'examen des programmes du Service de l'information, les trois programmes de formation et de bourses¹⁸ organisés sous l'égide de ce service feront l'objet d'un examen très approfondi quant à leur efficacité, à leur coût et à leur priorité relative dans le cadre de l'ensemble des activités d'information. Le Comité consultatif s'est intéressé particulièrement au programme triangulaire de bourses de perfectionnement dans les observations qu'il a formulées au sujet du chapitre 12 (Dépenses spéciales) du projet de budget pour 1968 (voir plus loin, par. 314).

114. En ce qui concerne l'étude proposée des programmes d'information de l'ONU que l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies effectuerait avec l'aide d'experts de l'extérieur, le Comité consultatif a appris qu'à l'issue de nouveaux entretiens avec l'Institut, il a été décidé qu'au lieu de procéder à une évaluation de ces programmes, l'Institut étudierait la façon dont les organes d'information de masse utilisent la documentation d'information produite par l'ONU. Le Comité consultatif croit savoir que des travaux préliminaires sont en cours et que des négociations se poursuivent avec certaines associations internationales et institutions nationales qui se chargeront d'effectuer les observations requises et de rassembler les données nécessaires. Le Comité consultatif espère que cette étude ne sera pas indûment retardée.

115. Compte tenu de l'étude de réévaluation susmentionnée, qui doit être présentée à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session, et des résolutions 1335 (XIII) du 13 décembre 1958 et 1405 (XIV) du 1^{er} décembre 1959 dans lesquelles l'Assemblée générale a formulé certains principes directeurs et notamment une « politique de stabilisation budgétaire » en ce qui concerne les activités de l'ONU dans le domaine de l'information, le Comité consultatif a accordé une attention particulière aux crédits que le Secrétaire général demande pour les activités d'information à l'annexe III de son projet de budget pour 1968.

116. Le crédit demandé pour 1968 en ce qui concerne les activités d'information (7 180 100 dollars) fait apparaître une augmentation de 294 700 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 (6 885 400 dollars). Sur le total des dépenses supplémentaires, quelque 224 400 dollars correspondent à un relèvement local des traitements à Genève et dans divers centres d'information, au coût des augmentations périodiques de traitements, à un reclassement de New York, Genève et certains centres d'information aux fins des indemnités de poste et à une réduction de l'abattement pour mouvement de personnel appliqué aux postes d'administrateur. Sur cette somme de 224 400 dollars, 50 000 dollars environ doivent permettre de couvrir le coût de 15 postes nouveaux de secrétaire ou de commis et d'adjoint à l'information à Genève et dans des centres d'information, ainsi que le coût du personnel temporaire supplémentaire à engager et des heures supplémentaires faites à New York et dans les centres d'information. Le solde — soit 70 300 dollars — de l'augmentation totale (294 700 dollars) est imputable aux dépenses

¹⁶ Tous les organismes des Nations Unies représentés au CAC participent automatiquement et sur un pied d'égalité aux travaux du CCI.

¹⁷ Les observations que le Comité du programme et de la coordination a formulées au sujet des questions d'information figurent dans le rapport du Comité sur la deuxième partie de sa première session (E/4395, par. 34 à 41).

¹⁸ Table ronde de rédacteurs en chef, programme triangulaire de bourses de perfectionnement et programme de formation d'adjoints à l'information.

supplémentaires prévues pour les fournitures et les services d'information, les télécommunications, et le matériel et les installations à New York.

117. Bien que cette augmentation soit imputable en grande partie au coût des traitements et salaires et des services contractuels, le Comité consultatif estime que les dépenses pourraient être maintenues à un chiffre inférieur à celui que propose le Secrétaire général. A cet égard, le Comité consultatif tient à signaler la nécessité d'un strict contrôle administratif sur le coût des télécommunications, des fournitures d'information et du matériel de télévision, de radio et de photographie, ainsi que sur l'accroissement des dépenses concernant l'imprimerie et les programmes de publications. Plus précisément, le Comité ne peut recommander aucun accroissement du nombre des postes de secrétaire ou de commis et des postes d'adjoint à l'information à Genève et dans les centres d'information, pas plus qu'il ne peut appuyer à l'heure actuelle la réduction que l'on propose d'opérer sur l'abattement pour mouvement de personnel applicable aux postes d'administrateur. En outre, il pense que le montant estimatif des recettes provenant de la télévision, du cinéma et de la photographie (350 000 dollars), inscrites au chapitre 3 des prévisions de recettes, pourrait, eu égard à l'expérience de ces dernières années, être raisonnablement porté à 400 000 dollars.

118. Le Comité estime que compte tenu des observations qui précèdent, il doit être possible de réduire les dépenses prévues de façon à les ramener à un total de 7 millions de dollars, chiffre auquel le Comité recommande de fixer le montant du crédit à ouvrir. La réduction de 130 000 dollars que le Comité propose d'opérer sur les prévisions de dépenses et l'augmentation de 50 000 dollars des recettes inscrites au chapitre 3 (VII) des prévisions de recettes ont été prises en considération aux fins du calcul des totaux que le Comité recommande, au chapitre III du présent rapport, pour les divers chapitres du projet de budget pour 1968.

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ET LES PROGRAMMES FINANÇÉS
PAR DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**

119. La plupart des programmes de l'ONU financés par des sources autres que le budget ordinaire font l'objet de dispositions administratives propres et, dans certains cas, possèdent leurs propres organes de contrôle budgétaire, créés par les organes déli-

bérants respectifs. Mais rien ne prévoit comment l'Assemblée générale peut exercer à leur égard une supervision et un contrôle administratifs et budgétaires, alors que l'Assemblée est l'organe principal de l'ONU qui a institué ces programmes financés par des contributions volontaires. Du fait de ces arrangements institutionnels, on ne voit pas bien dans quelle mesure le Comité consultatif a compétence pour examiner les budgets d'administration de ces programmes ainsi que les règlements, statuts et autres dispositions d'ordre administratif régissant leur gestion interne, et pour rendre compte de cet examen à l'Assemblée générale et aux organes déli-

120. Le Comité consultatif ne doute pas que les dispositions administratives concernant les programmes financés par des contributions volontaires soient adéquats sur le plan interne et aient été jugés satisfaisants par les organes directeurs. Mais les diverses dispositions font apparaître d'importantes différences actuelles et ne prévoient aucune forme d'examen central. Alors que le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées a fermement recommandé que les organismes des Nations Unies appliquent dans toute la mesure possible des normes et des principes communs en ce qui concerne l'établissement de leurs budgets et leurs procédures budgétaires et administratives, il n'a pas proposé explicitement que ces principes et normes s'appliquent de même aux programmes de ces organismes qui sont financés par des contributions volontaires. De l'avis du Comité consultatif, il est nécessaire d'assurer une plus grande uniformité des dispositions administratives et budgétaires applicables à l'ONU et aux programmes de l'Organisation financés par des contributions volontaires et il est souhaitable d'assurer un examen et un contrôle centraux plus poussés des procédures concernant ces budgets d'administration.

121. En conséquence, le Comité consultatif pense que l'Assemblée générale souhaitera peut-être s'attacher à cette question lors de sa vingt-troisième session. Pour l'aider dans sa tâche, le Comité consultatif établira une note sur les procédures et pratiques administratives et budgétaires actuelles qui concernent les programmes de l'ONU financés en dehors du budget ordinaire et sur l'étendue des responsabilités actuelles du Comité à cet égard. Pour le moment, le Comité consultatif ne souhaite qu'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la question.

PROJETS DE RÉSOLUTION

122. On trouvera dans les appendices I, II et III au présent chapitre le texte des trois projets de résolution ci-après recommandés par le Comité consultatif pour 1968:

- I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1968;
- II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1968;
- III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1968.

PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE L'EXERCICE 1968

123. Le projet de résolution soumis par le Secrétaire général en ce qui concerne le budget de l'exercice 1968 est identique par sa présentation à celui que l'Assemblée générale a adopté pour 1967 (résolutions 2242 A, B et C (XXI) du 20 décembre 1966). Ce projet de résolution se compose de trois parties, qui ont trait, la partie A, à l'ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1968, la partie B, aux prévisions de recettes, et la partie C, à l'exécution du budget de l'exercice 1968. Le texte du projet de résolution présenté par le Comité consultatif à l'appendice I est identique à celui du projet proposé par le Secrétaire général, si ce n'est que les montants qui y sont inscrits reflètent les recommandations que le Comité consultatif formule dans le présent rapport au sujet des chapitres du projet de budget qui ont trait aux dépenses et de ceux qui ont trait aux recettes.

124. Le Comité consultatif a noté que la partie C du projet de résolution fait de nouveau mention, à propos de l'exécution du budget, de certaines sommes portées au crédit des États Membres à valoir sur leurs quotes-parts pour 1968. Le projet de résolution prévoit que les dépenses de l'exercice 1968 seront couvertes jusqu'à concurrence de _____ dollars (montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session) par le solde de l'excédent budgétaire pour l'exercice 1966.

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AUX DÉPENSES IMPRÉVUES ET EXTRAORDINAIRES

125. Le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires que le Comité consultatif recommande pour 1968 (appendice II) est identique au projet soumis par le Secrétaire général dans le projet de budget. Il diffère de la résolution correspondante pour 1967 en ce qu'il ne comporte pas de crédits pour le maintien en fonction de juges qui n'ont pas été réélus, ni pour le paiement de pensions et de frais de voyage et de déménagement à ces

juges, pas plus que pour le paiement des frais de voyage et de déménagement des nouveaux membres de la Cour internationale de Justice.

126. Au sujet du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution susmentionné, le Comité consultatif tient à rappeler les observations qu'il a formulées au paragraphe 95 de son septième rapport à l'Assemblée générale (dix-neuvième session) (A/5807):

« Le paragraphe 3 du projet de résolution reprend les dispositions de la résolution 1615 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 21 avril 1961. Il convient à cet égard de se reporter au rapport (A/4739) dans lequel la Cinquième Commission a recommandé l'adoption de cette résolution. On trouve exposée au paragraphe 5 de ce rapport l'interprétation selon laquelle l'adoption du projet de résolution doit, aux fins de l'Article 20 de la Charte concernant la convocation de sessions extraordinaires, être considérée comme exprimant la volonté de la majorité des États Membres de l'ONU de voir réunir une session extraordinaire si l'éventualité envisagée dans le projet de résolution se produisait, le Secrétaire général étant alors autorisé à agir en conséquence. Si une disposition analogue à celle qui figure au paragraphe 3 du projet de résolution ci-dessus devient une caractéristique permanente de la procédure budgétaire de l'Organisation, l'Assemblée générale voudra peut-être modifier les articles de son règlement intérieur qui concernent la convocation des sessions extraordinaires, de façon à y inclure des dispositions concernant les sessions qui seraient convoquées à cette fin. Au cas où le règlement intérieur ne serait pas modifié, l'interprétation donnée à propos de la résolution 1615 (XV) du 21 avril 1961 continuerait à être valable si le projet de résolution était adopté sous sa forme actuelle. »

127. En outre, le Comité consultatif tient à appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 52 à 73 du présent rapport, qui ont trait aux dépenses imprévues et extraordinaires.

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AU FONDS DE ROULEMENT

128. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution soumis par le Secrétaire général en ce qui concerne le Fonds de roulement pour l'exercice 1968 (appendice III).

129. Ce projet de résolution est présenté de la même manière que la résolution 2244 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1966.

Projets de résolution

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ET DES CRÉDITS RECOMMANDÉS PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

Chapitres	Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1968	Crédits recommandés par le Comité consultatif	Diminutions
	Dollars	Dollars	Dollars
<i>Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</i>			
1. Frais de voyage et autres frais, des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 235 000	1 185 000	50 000
2. Réunions et conférences spéciales	2 633 400	2 283 400	350 000
<i>Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes</i>			
3. Traitements et salaires	60 354 000	58 176 500	2 177 500
4. Dépenses communes de personnel	14 092 000	13 585 200	506 800
5. Frais de voyage du personnel	2 291 200	2 141 200	150 000
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	125 000	125 000	—
<i>Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services</i>			
7. Bâtiments et amélioration des locaux	4 842 200	4 772 200	70 000
8. Matériel et installations	625 000	567 500	57 500
9. Entretien, utilisation et location des locaux	4 146 800	4 100 000	46 800
10. Frais généraux	5 710 900	5 535 000	175 900
11. Imprimerie	1 688 300	1 600 000	88 300
<i>Titre IV. — Dépenses spéciales</i>			
12. Dépenses spéciales	9 097 600	9 031 800	65 800
<i>Titre V. — Programmes techniques^a</i>			
13. Développement économique, activités sociales et administration publique	6 400 000	6 400 000	—
14. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme			
15. Contrôle des stupéfiants			
<i>Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes</i>			
16. Missions spéciales	4 685 800	4 655 800	30 000
<i>Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>			
17. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3 499 000	3 469 000	30 000
<i>Titre VIII. — Cour internationale de Justice</i>			
18. Cour internationale de Justice	1 248 100	1 225 000	23 100
<i>Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>			
19. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	9 743 000	9 068 000	675 000
<i>Titre X. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</i>			
20. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	9 202 000	8 072 000	1 130 000
Récapitulation:			
Crédits demandés par le Secrétaire général			141 619 300
Crédits recommandés par le Comité consultatif			135 992 600
RÉDUCTION GLOBALE recommandée par le Comité consultatif			5 626 700

^a La ventilation entre les chapitres 13, 14 et 15 sera arrêtée par le Conseil économique et social à sa quarante-troisième session, compte tenu des nouvelles suggestions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1968.

Projets de résolution

Appendice I

PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE L'EXERCICE 1968 (PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ CONSULTATIF)

A

OUVERTURE DE CREDITS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 1968

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1968:

1. Un crédit de 135 992 600 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

<i>Chapitres</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<i>Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</i>	
1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.	1 185 000
2. Réunions et conférences spéciales.	2 283 400
TOTAL, TITRE PREMIER	3 468 400
<i>Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes</i>	
3. Traitements et salaires.	58 176 500
4. Dépenses communes de personnel.	13 585 200
5. Frais de voyage du personnel.	2 141 200
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation. . .	125 000
TOTAL, TITRE II	74 027 900
<i>Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services</i>	
7. Bâtiments et améliorations des locaux.	4 772 200
8. Matériel et installations.	567 500
9. Entretien, utilisation et location des locaux.	4 100 000
10. Frais généraux.	5 535 000
11. Imprimerie.	1 600 000
TOTAL, TITRE III	16 574 700
<i>Titre IV. — Dépenses spéciales</i>	
12. Dépenses spéciales.	9 031 800
TOTAL, TITRE IV	9 031 800
<i>Titre V. — Programmes techniques^a</i>	
13. Développement économique, activités sociales et administration publique.	6 400 000
14. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	
15. Contrôle des stupéfiants.	
TOTAL, TITRE V	6 400 000
<i>Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes</i>	
16. Missions spéciales.	4 655 800
TOTAL, TITRE VI	4 655 800
<i>Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>	
17. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. .	3 469 000
TOTAL, TITRE VII	3 469 000
<i>Titre VIII. — Cour internationale de Justice</i>	
18. Cour internationale de Justice.	1 225 000
TOTAL, TITRE VIII	1 225 000
<i>Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>	
19. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.	9 068 000
TOTAL, TITRE IX	9 068 000

Projets de résolution

Appendice I (suite)

<i>Chapitres</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<i>Titre X. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</i>	
20. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.....	8 072 000
TOTAL, TITRE X	8 072 000
TOTAL GENERAL	135 992 600

^a La ventilation entre les chapitres 13, 14 et 15 sera arrêtée par le Conseil économique et social à sa quarante-troisième session, compte tenu des nouvelles suggestions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1968.

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. Les crédits ouverts au titre V pour les programmes d'assistance technique seront gérés conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, si ce n'est que, pour la définition des engagements et leur période de validité, il y aura lieu d'appliquer les procédures et pratiques arrêtées pour l'élément Programme élargi du Programme des Nations Unies pour le développement;

4. Les crédits d'un montant total de 225 650 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 5 et 11 pour l'Organe international de contrôle des stupéfiants seront gérés comme un tout;

5. Les crédits d'un montant total de 547 850 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 4, 5, 6 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront gérés conformément à l'article XXVII des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

6. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 19 000 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la bibliothèque est autorisé pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque, et pour les autres dépenses de la bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

B

PREVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE 1968

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1968:

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 23 490 800 dollars, qui se décomposent comme suit:

<i>Chapitres</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<i>Titre premier. — Recettes provenant des contributions du personnel</i>	
1. Contributions du personnel.....	14 442 700
TOTAL, TITRE PREMIER	14 442 700
<i>Titre II. — Autres recettes</i>	
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires.....	2 436 150
3. Recettes générales.....	3 900 000
4. Activités productrices de recettes.....	2 711 950
TOTAL, TITRE II	9 048 100
TOTAL GÉNÉRAL	23 490 800

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

EXÉCUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1968

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1968:

1. Les dépenses de 135 992 600 dollars prévues au budget, ainsi que les dépenses additionnelles de dollars^b autorisées pour 1967, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies:

a) Jusqu'à concurrence de 9 048 100 dollars, par les recettes, autres que les contributions du personnel, prévues dans la partie B de la présente résolution;

b) Jusqu'à concurrence de dollars^b, par le solde de l'excédent budgétaire pour l'exercice 1966;

c) Jusqu'à concurrence de dollars^b, par les contributions dues par les Etats Membres en application de la résolution (XXII) de l'Assemblée générale, en date du décembre 1967, fixant le barème des quotes-parts pour 1968.

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 14 511 868 dollars, à savoir:

a) 14 442 700 dollars, montant estimatif pour 1968 des recettes provenant des contributions du personnel;

b) 69 168 dollars, montant de l'excédent, en 1966, des recettes effectives provenant des contributions du personnel sur les prévisions de recettes approuvées.

^b Montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

Appendice II

**PROJET DE RESOLUTION RELATIF AUX DEPENSES IMPREVUES ET
EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1968
(présenté par le Comité consultatif)**

L'Assemblée générale

1. *Autorise* le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et des dispositions du paragraphe 3 ci-après, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1968, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour:

a) Les engagements, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses relatives:

i) A la désignation de juges *ad hoc* (art. 31 du Statut de la Cour), jusqu'à concurrence de 37 500 dollars;

ii) A la désignation d'assesseurs (art. 30 du Statut) ou à la citation de témoins et à la désignation d'experts (art. 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;

iii) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (art. 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-troisième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée générale des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* que, au cas où il faudrait, comme suite à une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars avant la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

Appendice III

**PROJET DE RESOLUTION RELATIF AU FONDS DE
ROULEMENT POUR L'EXERCICE 1968
(présenté par le Comité consultatif)**

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit:

1. Le Fonds de roulement est fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1968;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1968;

3. Viendront en déduction de ces avances:

a) Les crédits, d'un montant total de 1 079 158 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice 1967, en application de la résolution 2244 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1966;

4. Au cas où le montant des crédits revenant à un Etat Membre et de ses avances au Fonds de roulement pour 1967 excéderait le montant de l'avance qu'il doit verser en application du paragraphe 2 ci-dessus, l'excédent viendra en déduction du montant de la contribution due par cet Etat Membre pour l'exercice 1968;

5. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement:

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution (XXII) du décembre 1967, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances au-delà du total de 125 000 dollars pourront être accor-

dées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser en 1968 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET

PRÉVISIONS DE DÉPENSES

Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales

CHAPITRE PREMIER. — FRAIS DE VOYAGE ET AUTRES FRAIS DES REPRÉSENTANTS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS, COMITÉS ET AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général.....	1 235 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	1 185 000
1966 (dépenses effectives).....	962 295 ¹⁹
1967 (crédit ouvert).....	1 236 750 ¹⁹

130. Le crédit demandé au chapitre premier du projet de budget concerne les frais de voyage et, le cas échéant, l'indemnité de subsistance et les honoraires des membres des organes qui, d'après le programme des réunions, doivent siéger en 1968. Il n'englobe pas la part à la charge de l'ONU des dépenses de cet ordre qui concernent le Comité consultatif de la fonction publique internationale et le Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions), ces deux postes de dépenses figurant désormais, dans le projet de budget pour 1968, à l'article X du chapitre 12 (Participation de

¹⁹ Voir par. 130.

l'Organisation des Nations Unies au coût des activités de coordination administrative financées en commun). Le paiement des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance aux membres des organes de l'ONU est régi par la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1962, modifiée par la résolution 2128 (XX) en date du 21 décembre 1965 et par la résolution 2245 (XXI) en date du 20 décembre 1966. Par cette dernière résolution, l'Assemblée, ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le régime des voyages par avion²⁰ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, a décidé — à titre de dérogation au principe général selon lequel le remboursement des frais est limité au coût du voyage en classe économie, par avion, ou dans des conditions équivalentes — que, dans le cas d'un seul représentant de chaque Etat Membre assistant à des sessions ordinaires, extraordinaires ou extraordinaires d'urgence de l'Assemblée générale et dans le cas de toutes les personnes siégeant à titre individuel, l'Organisation paie les frais du voyage en première classe, par avion ou, dans des conditions équivalentes, par un moyen de transport public reconnu et suivant un itinéraire direct.

131. Le tableau 3 ci-après donne la ventilation, par article, des crédits demandés pour 1968, des crédits ouverts pour 1967 et des dépenses de 1966:

²⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1074.

²¹ Ibid., document A/6502.

Tableau 3

Articles	1968 Crédits demandés	1967 Crédits ouverts	1966 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités.....	918 000	940 000	829 647
II. — Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités.....	—	—	—
III. — Le Conseil économique et social, ses commissions et comités.....	267 900	251 250	128 658
IV. — Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités.....	41 000	39 000	—
V. — Organes consultatifs en matière administrative	8 100	6 500	3 990
TOTAL, CHAPITRE PREMIER	1 235 000	1 236 750	962 295

132. Le crédit demandé au chapitre premier pour 1968 fait apparaître une diminution globale de 1 750 dollars par rapport au crédit révisé ouvert pour 1967, mais, du fait que le chiffre indiqué à l'article premier pour 1967 comprend 50 000 dollars pour la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le crédit demandé pour 1968 accuse, par rapport à 1967, une augmentation de 48 250 dollars, qui est répartie entre les divers articles du chapitre²².

133. Si le montant du crédit ouvert pour 1967 à l'article premier est ajusté de manière à exclure les 50 000 dollars concernant la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le crédit demandé à cet article pour 1968 fait apparaître une augmentation de 28 000 dollars par rapport au chiffre de 1967. Cette augmentation est due aux dépenses plus élevées prévues pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (17 900 dollars), le Tribunal administratif (5 500 dollars), le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (3 800 dollars), le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes (3 100 dollars) et l'Assemblée générale (1 000 dollars). Ces augmentations sont compensées en partie par une réduction des dépenses prévues pour le Comité des contributions (1 800 dollars), le Comité consultatif scientifique des Nations Unies (1 400 dollars) et le Comité des commissaires aux comptes (100 dollars).

134. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a opéré un abattement de 36 500 dollars, soit 6,3 p. 100 du total estimatif (contre 2 p. 100 en 1966 et 1967), pour tenir compte du fait que les États Membres ne se prévaudront peut-être pas tous de la disposition relative aux voyages des représentants à l'Assemblée générale. Le Comité croit savoir que la proportion du montant dont le remboursement n'a pas été demandé s'est établie à 8,6 p. 100 en 1963, 18,6 p. 100 en 1964 et 11,1 p. 100 en 1965.

135. Le crédit demandé à l'article III est de 16 650 dollars supérieur au crédit ouvert pour 1967, et de 139 242 dollars (soit 108 p. 100) supérieur aux dépenses effectives de 1966²³. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1967²⁴, le Comité consultatif a signalé les incidences financières de la décision d'élargir la composition des commissions techniques, et il a prié instamment le Conseil économique et social de rechercher s'il était vraiment indispensable que toutes les commissions techniques du Conseil — exception faite de deux qui ne se réunissaient déjà qu'une fois tous les deux ans²⁵ — tiennent une session chaque année. Eu égard à la forte augmentation des dépenses qui est due en grande partie à l'augmentation du nombre des membres des commissions du Conseil économique et social, le Comité consultatif tient à attirer une fois de plus l'attention de tous les intéressés sur l'importante

question de la périodicité des réunions de ces commissions.

136. L'augmentation que le crédit demandé à l'article III fait apparaître par rapport à l'exercice précédent concerne le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (13 000 dollars), le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants, ainsi que l'Organe international de contrôle des stupéfiants, qui succède à ces deux derniers organes (7 000 dollars), et la Commission des droits de l'homme (5 000 dollars). Les dépenses prévues sont en revanche inférieures à celles de l'exercice précédent en ce qui concerne la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (4 700 dollars), la Commission de la condition de la femme (2 000 dollars), la Commission des stupéfiants (1 500 dollars), la Commission du développement social (1 000 dollars) et le Comité de la planification du développement (150 dollars). La Commission de la population, qui se réunit en 1967, ne tiendra pas de session en 1968; le crédit demandé pour la Commission de statistique est de 18 000 dollars [soit 48 p. 100 de plus que le chiffre de 1966 (12 163 dollars)].

137. Le crédit demandé pour le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement représente 26 p. 100 (70 000 dollars) du total des crédits demandés à l'article III (267 900 dollars). Ce comité a été créé par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 980 A (XXXVI) du 1^{er} août 1963 et son mandat a été précisé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 1944 (XVIII) du 11 décembre 1963. Conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, l'ONU paie les frais de voyage des membres de ce comité et leur verse une indemnité de subsistance. Le coût effectif des réunions du Comité et de ses groupes régionaux s'est chiffré à 49 001 dollars en 1964, 39 385 dollars en 1965 et 36 222 dollars en 1966; le crédit ouvert pour 1967 est de 57 000 dollars et le crédit demandé pour 1968, de 70 000 dollars. Le Comité consultatif a appris qu'il a été proposé au Conseil économique et social de modifier la périodicité des sessions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement en vue d'augmenter le nombre des réunions des groupes régionaux et techniques et de ramener le nombre des sessions plénières à une par an, mais le Conseil²⁶ ne s'est pas encore prononcé sur ce point. Il a été indiqué que cette modification, si elle était approuvée, n'entraînerait pas de dépenses supplémentaires pour 1968. Le Comité consultatif a appris en outre que les crédits demandés ont été calculés compte tenu du fait que le Secrétaire général se fera représenter aux réunions hautement techniques des institutions spécialisées par des membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement plutôt que par des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU. Le Comité consultatif exprime l'espoir que les voyages des membres du Comité et de ses groupes ainsi que des fonctionnaires chargés de les seconder seront organisés de manière à

²² Le montant du crédit ouvert pour 1967 ne comprend pas les dépenses entraînées par la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

²³ L'augmentation par rapport à 1966 est due en partie à la décision concernant le régime des frais de voyages que l'Assemblée générale a prise par sa résolution 2245 (XXI).

²⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 128.

²⁵ Par sa résolution 1156 (XLI) du 5 avril 1966, le Conseil économique et social a décidé, notamment, que la Commission des stupéfiants se réunirait elle aussi tous les deux ans.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 8 (E/4300).

permettre une utilisation aussi économique que possible des crédits relatifs aux frais de voyage.

138. En ce qui concerne les organes de contrôle des stupéfiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants, créé aux termes de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants, assumera, le 2 mars 1968, les fonctions exercées jusqu'ici par le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants. Le crédit demandé pour 1968 concerne les dépenses de ces deux derniers organes pour les mois de janvier et de février et les dépenses de l'Organe international de contrôle des stupéfiants à partir du 2 mars. Le crédit demandé pour le nouvel organe doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres, mais il ne concerne pas leurs honoraires, qui feront l'objet d'un rapport distinct du Secrétaire général à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session.

139. Le crédit de 41 000 dollars demandé à l'article IV concerne la Mission de visite dans les territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée; les dépenses effectives relatives à la Mission de visite qui s'est rendue dans ces deux territoires en 1965 se sont chiffrées à 38 835 dollars.

140. Le crédit demandé à l'article V concerne le Comité des placements et le Comité d'actuaire²⁷. Le crédit de 6 100 dollars demandé pour le Comité des placements, qui est de 1 600 dollars supérieur au crédit ouvert pour 1967, doit permettre de couvrir le coût de quatre sessions (trois à New York et une en Europe).

141. Lorsqu'il a examiné l'ensemble du chapitre premier, le Comité consultatif a eu présentes à l'esprit les observations que le Comité *ad hoc* chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées a formulées au chapitre IX (Conférences, réunions et documentation) de son deuxième rapport (A/6343); au paragraphe 104 de ce rapport, le Comité *ad hoc* a demandé une révision du programme des réunions de l'Organisation des Nations Unies et des organismes qui lui sont reliés, y compris les commissions techniques et les commissions économiques régionales, et il a recommandé, notamment, qu'aucun organe subsidiaire n'ait la faculté d'augmenter, sans l'approbation expresse de l'organe qui l'a constitué, le nombre ou la durée des réunions qu'il a déjà été autorisé à tenir, et qu'un intervalle approprié soit ménagé entre les conférences d'un même organe ou d'organes de nature analogue.

142. Le Comité consultatif a aussi tenu compte du fait que le Comité des conférences, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 2239 (XXI) du 20 décembre 1966, a été notamment chargé de présenter à l'Assemblée générale, à chaque session ordinaire, un calendrier des réunions et conférences prévues pour l'année suivante.

143. Dans ses observations sur les crédits demandés au chapitre premier du projet de budget,

le Comité consultatif a noté (voir plus haut, par. 134) que le Secrétaire général avait opéré un abattement plus important que les années précédentes sur les dépenses estimatives en prévoyant que les États Membres ne se prévaudraient pas tous intégralement de la disposition relative au remboursement des frais de voyage des représentants aux sessions de l'Assemblée générale. Le Comité estime, toutefois, qu'il est possible d'augmenter cet abattement, étant donné que le pourcentage du montant dont le remboursement n'a pas été demandé a été plus élevé ces dernières années que le pourcentage retenu par le Secrétaire général et que les membres des commissions et comités n'assistent pas tous aux sessions pendant toute la durée de celles-ci. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre premier un crédit de 1 185 000 dollars, soit 50 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

	Dollars
Chapitre premier. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.....	50 000

CHAPITRE 2. — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES SPÉCIALES

	Dollars
Credit demandé par le Secrétaire général.....	2 633 400
Credit recommandé par le Comité consultatif.....	2 283 400
1966 (dépenses effectives).....	1 110 868
1967 (credit ouvert).....	1 818 150

144. Le crédit demandé au chapitre 2 concerne les conférences de caractère extraordinaire ainsi que les sessions ordinaires des commissions économiques pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pour l'Amérique latine et pour l'Afrique. Les prévisions de dépenses concernant les conférences de la CNUCED et de l'ONUDI sont inscrites aux chapitres du projet de budget dont ces deux organisations font l'objet (chapitre 19 et chapitre 20); les chiffres de 1966 et de 1967, indiqués aux fins de comparaison, ont été ajustés en conséquence.

145. Le crédit demandé par le Secrétaire général pour 1968 se chiffre à 2 633 400 dollars²⁸, soit 815 250 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1967 et 1 522 532 dollars de plus que les dépenses effectives de 1966. Le tableau 4 ci-après indique les crédits demandés pour les réunions et conférences spéciales qui se tiendront en 1968, ainsi que, le cas échéant, les chiffres correspondants de 1966 et 1967; à cet égard, il convient de noter que les chiffres de 1966 et 1967 figurant en regard de l'article V concernent, respectivement, la vingt-deuxième session et la vingt-troisième session de la CEAE0.

²⁸ Sur ce total, le Secrétaire général estime que 370 900 dollars seront remboursés par les gouvernements hôtes.

²⁷ Comme il est dit plus haut, au paragraphe 130, la part à la charge de l'ONU des dépenses du Comité consultatif de la fonction publique internationale et du Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions), qui figurait jusqu'ici à l'article V, apparaît désormais à l'article X du chapitre 12.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 4

Articles	1968 Crédits demandés	1967 Crédits ouverts	1966 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement.....	835 000	710 000	697 847
II. — Réunions des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.....	<i>pour mémoire</i>	<i>pour mémoire</i>	67 600
III. — Conférence internationale des droits de l'homme.....	598 700	125 000	—
IV. — Conférence internationale sur la révision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière	268 700	20 000	—
V. — Vingt-quatrième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	47 000	37 000	21 517
VI. — Conférence des ministres responsables de la protection sociale.....	88 000	50 000	—
VII. — Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités.....	430 000	32 900	—
VIII. — Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.....	333 000	350 000	—
IX. — Conférence d'États non dotés d'armes nucléaires.....	<i>pour mémoire</i>	—	—
X. — Conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques.....	13 000	42 000	—
XI. — Cinquième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	20 000	52 000	—
— Douzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine.....	—	103 000	—
— Huitième session de la Commission économique pour l'Afrique.....	—	86 150	—
— Deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Afrique.....	—	26 000	—
— Première Conférence cartographique régionale pour l'Afrique.....	—	5 000	11 550
— Quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	—	8 500	5 135
— Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États.....	—	110 000	—
— Conférence ou cycle d'études international sur l'apartheid.....	—	60 600	—
— Deuxième Congrès mondial de la population	—	—	306 219
— Troisième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.....	—	—	1 000
TOTAL, CHAPITRE 2	2 633 400	1 818 150	1 110 868

146. Le Comité consultatif note que les crédits demandés pour 1968 comprennent une somme de 333 000 dollars pour la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui était initialement prévue pour 1967 et pour laquelle un crédit de 350 000 dollars a été ouvert pour 1967. Les crédits demandés pour 1968 comprennent aussi un montant de 33 000 dollars concernant la Conférence pour la normalisation des noms géographiques et la cinquième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient, du fait que le crédit de ce montant qui avait été initialement ouvert pour 1967 ne sera pas utilisé, la soumission de manuscrits aux imprimeurs ayant été retardée.

147. Le Comité consultatif s'inquiète de l'accroissement continu des dépenses relatives aux réunions et conférences spéciales. La décision catégorique de

l'Assemblée générale qui est consignée au paragraphe 5 de sa résolution 2116 (XX) du 21 décembre 1965 et selon laquelle il ne doit pas être prévu plus d'une grande conférence spéciale des Nations Unies par an semble être devenue lettre morte. En ce qui concerne seulement le chapitre 2 du projet de budget pour 1968, le Secrétaire général se trouve contraint de demander des crédits pour un ensemble de conférences et réunions dont six au moins peuvent être considérées comme de grandes conférences spéciales, quels que soient les critères ou les définitions employés, qu'il s'agisse du nombre de participants, du volume des dépenses ou de l'ampleur de la tâche requise des services organiques et des services de conférence. En outre, la prodigalité qui inspire les arrangements proposés pour certaines de ces conférences accroît encore le coût du programme, tant pour l'ONU que pour les pays hôtes.

148. Le Comité consultatif tient à rappeler ce que la Cinquième Commission a dit du coût du programme des conférences :

« Aux termes de la Charte, le soin d'examiner et d'approuver le budget de l'Organisation est réservé exclusivement à l'Assemblée générale, dont le règlement intérieur (notamment les articles 153 à 155) renforce le pouvoir de contrôle financier. Par conséquent, s'il est vrai que certains organes de l'ONU sont autorisés à décider du lieu de leurs réunions, cette prérogative est nécessairement subordonnée aux pouvoirs de l'Assemblée générale en matière d'ouverture de crédits ²⁹. »

149. Le Comité consultatif note avec inquiétude que les pouvoirs de contrôle financier de l'Assemblée générale se trouvent néanmoins affaiblis dans la pratique du fait que des organes subsidiaires, tels que des comités préparatoires, sont chargés de formuler des décisions préliminaires en matière d'organisation, de règlement intérieur, etc., sans qu'il leur incombe expressément de peser pleinement les incidences financières de leurs décisions. Les observations générales du Comité en la matière sont consignées aux paragraphes 64 à 73 du chapitre premier du présent rapport.

150. Le Comité consultatif estime qu'il est souhaitable de faire le nécessaire pour éviter que des décisions concernant les arrangements relatifs à l'organisation d'une conférence puissent entraîner l'ONU dans des dépenses dont le total est très supérieur au chiffre présenté à l'Assemblée générale avant l'adoption de la décision de convoquer la conférence en question.

151. L'Assemblée générale souhaitera peut-être ne pas perdre de vue à cet égard qu'en vertu du système actuel, les Etats Membres qui ont généreusement offert d'accueillir des conférences de l'Organisation des Nations Unies peuvent avoir à prendre à leur charge des dépenses beaucoup plus élevées que ce qu'ils avaient initialement prévu.

152. Dans ces conditions et afin de veiller à ce que les ressources nécessairement limitées des organisations internationales soient utilisées de façon coordonnée et avec le plus grand profit, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale envisage d'inclure dans les résolutions qu'elle adoptera au sujet des réunions et conférences spéciales futures des directives portant sur divers aspects de l'organisation de la conférence prévue et précise, par exemple, quels sont les documents qui devront être traduits dans les langues officielles ou dans les langues de travail de la conférence, s'il sera établi des comptes rendus analytiques ou des comptes rendus in extenso, quel est le nombre des comités ou sous-comités de session dont il faudra assurer le service, etc., de manière à guider tant les organes subsidiaires chargés de la planification des conférences que le Secrétaire général.

153. Outre les incidences financières fâcheuses d'un programme de conférences beaucoup trop chargé, il convient aussi de considérer la qualité des travaux préparatoires requis pour les conférences et des services techniques dont on dispose. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général doute qu'il

soit possible de recruter les centaines de techniciens qualifiés dont le Secrétariat aurait besoin pour assurer le service de toutes les conférences prévues pour 1968. Le Comité espère, comme le Secrétaire général, que le Comité des conférences, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 2239 (XXI) du 20 décembre 1966, accordera une attention particulière aux problèmes que pose la programmation de conférences importantes aussi nombreuses au cours d'une même année.

154. Eu égard aux observations qui précèdent et compte tenu du caractère provisoire de certaines des prévisions de dépenses inscrites au chapitre considéré, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 2 du projet de budget pour 1968 un crédit de 2 283 400 dollars, soit 350 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. La recommandation du Comité consultatif ne préjuge aucunement l'analyse du programme des conférences pour 1968 à laquelle le Comité des conférences va procéder et qui, de son côté, pourra entraîner de nouvelles économies en 1968.

Réduction recommandée:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 2. — Réunions et conférences spéciales. . .	350 000

Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes

CHAPITRE 3. — TRAITEMENTS ET SALAIRES

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général.	60 354 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.	58 176 500
1966 (dépenses effectives).	52 776 924
1967 (crédit ouvert).	56 144 400

Observations générales

155. Le chapitre 3 du projet de budget concerne les dépenses relatives à tous les postes permanents, au personnel temporaire (y compris les experts et les consultants) ainsi qu'aux heures supplémentaires et au sursalaire de nuit, exception faite des dépenses relatives au cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée (chapitre 12), aux missions spéciales (chapitre 16), au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 17), à la Cour internationale de Justice (chapitre 18), à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chapitre 19), à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (chapitre 20) et aux activités productrices de recettes chapitre 4 des prévisions de recettes).

156. Au paragraphe 3.1 de son projet de budget pour 1968 ³⁰, le Secrétaire général expose en détail les modifications apportées à l'ordonnance du chapitre 3. La principale modification est le transfert au chapitre 4 des prévisions de recettes, en tant qu'imputation directe sur les recettes, des 17 postes permanents d'administrateur et des 85 postes permanents d'agent des services généraux qui ont été approuvés pour les activités productrices de recettes, à New York et à Genève. Parmi les autres modifi-

²⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/6214, par 11.a.

³⁰ Ibid., vingt-deuxième session, Supplément n° 5 (A/6705).

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

cations, on peut mentionner les suivantes: transfert au chapitre 20 de 8 postes permanents d'administrateur et de 8 postes permanents d'agent des services généraux de la Direction des opérations d'assistance technique (Département des affaires économiques et sociales), les attributions en matière d'assistance technique intéressant l'industrie ayant été transférées à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; virement à l'article X du chapitre 12 de la part à la charge de l'ONU du coût des projets communs exécutés sous les auspices du Comité consultatif pour les questions administratives, poste de dépenses qui figurait auparavant à l'article III du chapitre 3; virement à l'article premier du chapitre 3 des dépenses concernant la main-d'oeuvre temporaire dans les centres d'information et les postes de gardien et de préposé aux

travaux d'entretien à la CEAEQ qui étaient auparavant inscrites à l'article premier du chapitre 9; virement à l'article premier du chapitre 3 du coût de 19 postes qui, pour 1967 et les exercices précédents, étaient inscrits au chapitre 17. Comme suite à ces modifications et afin d'assurer la comparabilité, le Secrétaire général a exclu un montant net de 2 742 761 dollars du total des dépenses effectives de 1966 imputées sur le chapitre 3 et un montant net de 902 100 dollars du total des crédits ouverts pour 1967 à ce chapitre.

157. Pour 1968, le Secrétaire général demande un crédit de 60 354 000 dollars, soit 4 209 600 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1967 et 7 577 076 dollars de plus que les dépenses effectives de 1966. Le tableau 5 permet une comparaison article par article.

Tableau 5

ÉTAT COMPARATIF DES CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1968, DES CRÉDITS OUVERTS POUR 1967 ET DES DÉPENSES EFFECTIVES DE 1966

Articles	1968 Crédits demandés	1967 Crédits ouverts	1966 Dépenses	1968 Augmentation (ou diminution) par rapport à 1967
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Postes permanents . . .	56 423 000	52 552 100	49 842 292	3 870 900
II. — Personnel temporaire pour les réunions	884 500	936 300	787 901	(51 800)
III. — Autre personnel tempo- raire	2 215 500	1 950 500	1 322 684	265 000
IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit . . .	831 000	705 500	824 047	125 500
TOTAL, CHAPITRE 3	60 354 000	56 144 400	52 776 924	4 209 600

158. Le Secrétaire général attribue l'augmentation d'environ 3 871 000 dollars que le crédit demandé pour les traitements et salaires fait apparaître par rapport à l'exercice précédent a) aux dépenses supplémentaires qu'entraînera le maintien en 1968 de l'effectif approuvé pour 1967 (1 640 000 dollars), et b) au coût des postes nouveaux demandés pour 1968 (2 231 000 dollars).

159. Les dépenses supplémentaires qu'entraînera le maintien en 1968 de l'effectif approuvé pour 1967 sont imputables essentiellement au relèvement des traitements et au reclassement de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste ainsi qu'à une réduction de l'abattement pour mouvements de personnel (pour plus amples détails, voir le tableau 6).

160. Les dépenses supplémentaires découlant du renforcement des effectifs demandé pour 1968 se répartissent entre tous les départements et services du Secrétariat, tant à New York que dans les bureaux extérieurs, mais les augmentations les plus fortes concernent le Département des affaires économiques et sociales et le Service des conférences, à New York.

161. L'augmentation que les crédits demandés à l'article III (Autre personnel temporaire) et à l'article IV (Heures supplémentaires et du sursalaire de nuit) font apparaître par rapport à 1967 (2 215 500 dollars contre 1 950 500 dollars et 831 000 dollars contre 705 500 dollars) est compensée en partie par une réduction des prévisions de dépenses concernant

le personnel temporaire pour les réunions (884 500 dollars contre 936 300 dollars en 1967). Il convient de noter que les crédits ouverts pour 1967 en ce qui concerne le personnel temporaire pour les réunions comprenaient les sommes nécessaires pour couvrir le coût de la deuxième session du Comité de la planification du développement (58 000 dollars) et d'une réunion à New York du Comité élargi du programme et de la coordination du Conseil économique et social (55 400 dollars). Le Secrétaire général ne demande pas de crédits à ces fins pour 1968.

Article premier. — Postes permanents

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	56 423 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	54 495 500
1966 (dépenses effectives)	49 842 292
1967 (crédit ouvert)	52 552 100

162. L'augmentation de l'ordre de 3 871 000 dollars que le crédit demandé à l'article premier fait apparaître par rapport au crédit ouvert pour 1967, se décompose comme suit:

	Dollars
a) Coût estimatif du maintien en 1968 de l'effectif approuvé pour 1967	1 640 000
b) Montant estimatif des frais nouveaux à couvrir en 1968	2 231 000
	3 871 000

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Coût du maintien en 1968 de l'effectif approuvé pour 1967

163. Sur les dépenses estimatives supplémentaires de 164 000 dollars à prévoir pour maintenir en 1968 l'effectif approuvé pour 1967, 1 352 000 dollars environ sont imputables au relèvement des traitements et au reclassement de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste. Le

crédit demandé par le Secrétaire général a été calculé compte tenu des relèvements ou reclassements qui sont déjà intervenus en 1967 et de ceux qu'il est possible de prévoir pour 1967 et 1968 sur la base des données statistiques, mais qui n'ont pas encore été opérés. Le tableau 6 indique comment cette augmentation se répartit entre les divers facteurs.

Tableau 6

DÉPENSES ESTIMATIVES SUPPLÉMENTAIRES À PRÉVOIR POUR MAINTENIR EN 1968 L'EFFECTIF APPROUVÉ POUR 1967

	Relèvements opérés	Relèvements prévus	
	Dollars	Dollars	Dollars
<i>Indemnités de poste</i>			
New York. — Passage de la classe 4 à la classe 5 à la fin du premier semestre de 1967, sur la base de l'augmentation de l'indice du coût de la vie	—	591 800	
Genève. — Passage de la classe 1 à la classe 2 au 1 ^{er} janvier 1968, sur la base de l'augmentation de l'indice du coût de la vie	—	148 800	
Autres bureaux permanents, y compris les centres d'information	7 600	120 600	
<i>Traitements des agents des services généraux</i>			
Genève. — Relèvement de 2,9 p. 100 à compter du 1 ^{er} janvier 1967	93 900	—	
Relèvement analogue prévu pour le 1 ^{er} janvier 1968		96 600	
Autres bureaux permanents, y compris les centres d'information	237 600		
<i>Salaires des travailleurs manuels</i>			
New York. — Relèvement prévu à la fin du premier semestre de 1968	—	35 000	
Genève. — Relèvements analogues à ceux qui sont indiqués plus haut pour les agents des services généraux à Genève	9 800	10 200	
	348 900	1 003 000	
TOTAL DES RELÈVEMENTS OPÉRÉS ET PRÉVUS			1 351 900

Postes nouveaux demandés pour 1968 au chapitre 3

164. Pour 1968, le Secrétaire général demande de porter de 2 132 à 2 282 le nombre des postes permanents d'administrateur ou postes supérieurs et de porter de 2 351 à 2 493 le nombre des postes d'agent des services généraux. Par suite, l'augmen-

tation nette proposée est de 292 postes, dont 150 postes d'administrateur ou postes supérieurs et 142 postes d'agent des services généraux. Le tableau 7 indique la répartition géographique proposée et le coût estimatif de ces postes nouveaux et le tableau 8 montre comment il est proposé de répartir les postes nouveaux entre les divers services de New York.

Tableau 7

POSTES PERMANENTS NOUVEAUX DEMANDÉS POUR 1968

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		Agents des services généraux		Agents locaux	Travailleurs manuels	Total (dollars)
	Nombre de postes	Coût (dollars)	Nombre de postes	Coût (dollars)	Coût (dollars)	Coût (dollars)	
<i>Postes permanents nouveaux y compris les reclassements de postes*</i>							
New York	107	982 900	113	557 300	—	—	1 540 200
Genève (non compris la CEE)	14	112 700	24	85 600	—	14 000	212 300
CEE	2	24 100	5	21 600	—	—	45 700
CEAEO	12	104 800	—	—	5 500	—	110 300
CEPAL	6	56 600	—	—	146 800	—	203 400
CEA	8	74 100	—	—	11 900	—	86 000
Centres d'information	—	—	—	—	22 000	—	22 000
Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth	1	8 800	—	—	2 300	—	11 100
	150	1 364 000	142	664 500	188 500	14 000	2 231 000

* Ces chiffres comprennent 64 reclassements de postes à l'intérieur de la catégorie des administrateurs, 17 postes d'agent des services généraux ou d'agent local qui seraient reclassés postes d'administrateur et 24 reclassements de postes à l'intérieur de la catégorie des services généraux, le coût de ces divers reclassements étant estimé au total à 105 200 dollars.

Tableau 8

RÉPARTITION ENTRE LES DIVERS SERVICES DE NEW YORK DES POSTES
PERMANENTS NOUVEAUX DEMANDÉS POUR 1968

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux
Cabinet du Secrétaire général.....	2	1
Service juridique.....	4	3
Service financier.....	5	2
Service de vérification intérieure des comptes.....	—	1
Service du personnel.....	3	7
Division des droits de l'homme.....	6	5
Secrétariat du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.....	2	2
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité.....	4	3
Département de la tutelle et des territoires non autonomes.....	2	—
Département des affaires économiques et sociales.....	52	56
Service des conférences.....	18	28
Bibliothèque.....	6	5
Bureau des services généraux.....	3	—
	107	113

165. Sur les 292 postes nouveaux demandés, 155 postes concernent des activités d'ordre économique et social, 119 de ces postes étant demandés pour New York et les 36 autres, pour les commissions économiques régionales, le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, la Division des affaires sociales et l'Organe international de contrôle des stupéfiants, à Genève. Les 137 postes restants sont demandés essentiellement pour les services de conférences et services généraux, la Bibliothèque et les services administratifs centraux, à New York et à Genève.

166. Le principal argument que le Secrétaire général invoque à l'appui de l'accroissement des effectifs demandé au titre du chapitre 3 est qu'il faut renforcer et rationaliser le tableau d'effectifs actuel eu égard aux tâches à exécuter.

167. Pour ce qui est du Département des affaires économiques et sociales et des commissions régionales, le Secrétaire général se réfère à un rapport qu'il a établi en exécution de la résolution 1171 (XLI) du Conseil économique et social en date du 5 août 1966 et dans lequel il expose en détail le programme de travail d'ordre économique et social autorisé par divers organes et évalue les ressources en personnel, exprimées en mois de travail qui sont nécessaires à l'exécution de ce programme (E/4331 et Add.1 à 18). Le Secrétaire général conclut que les ressources actuelles approuvées par l'Assemblée générale au titre des activités économiques et sociales sont pleinement utilisées et qu'il faudra les augmenter sensiblement si l'on veut exécuter en totalité le

programme approuvé. Le Secrétaire général signale d'autre part qu'en examinant les ressources supplémentaires qu'il pourrait être raisonnable de demander dans le projet de budget pour 1968, il a pris en considération « certains autres facteurs qui mettent en jeu des questions de principe ainsi que des questions d'ordre pratique » qu'il récapitule dans le projet de budget. Le Secrétaire général juge cependant nécessaire de demander un certain renforcement des ressources existantes.

168. Pour ce qui est du Service des conférences, le Secrétaire général déclare qu'étant donné que les deux principaux éléments qui déterminent le volume de travail — à savoir, le programme des conférences et le volume de la documentation s'y rapportant — doivent être réexaminés par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session, il s'est abstenu de demander, dans le projet de budget, un renforcement sensible de l'effectif des services linguistiques proprement dits. Par suite, les postes permanents supplémentaires qu'il demande sont destinés à remplacer des postes temporaires, surtout dans les services d'interprétation, et à renforcer certains services subsidiaires.

169. Le tableau 9 ci-après indique quel a été, pour les projets de budget des exercices 1963 à 1968, le nombre des postes nouveaux d'administrateur et d'agent des services généraux i) demandés par le Secrétaire général, ii) approuvés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Comité consultatif. Il donne aussi les estimations connues pour 1968.

Tableau 9

PROJETS DE BUDGETS POUR LES EXERCICES 1963 À 1968
POSTES NOUVEAUX DEMANDÉS ET APPROUVÉS AU CHAPITRE 3

Exercices	Postes nouveaux demandés par le Secrétaire général		Postes nouveaux approuvés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Comité consultatif	
	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux
1963.....	114	101	95	90
1964.....	—	—	—	—
1965.....	123	171	90	110
1966 ^a	236	132	178	99
1967.....	—	—	—	—
1968.....	150	142	—	—

^a Certains de ces postes ont été ultérieurement transférés aux chapitres du budget qui concernent la CNUCED et l'ONUDI.

170. Il y a lieu de rappeler que l'année 1963 a marqué le début de ce que le Secrétaire général a appelé une « expansion contrôlée »; depuis, exception faite de deux pauses, en 1964 et en 1967, destinées à « l'aménagement du dispositif d'ensemble et à son maintien dans les limites acquises », un nombre substantiel de postes supplémentaires a été autorisé par l'Assemblée générale.

171. Lorsqu'il a examiné les propositions du Secrétaire général, le Comité consultatif a eu sans cesse présentes à l'esprit les directives que le Secrétaire général avait données aux services du Secrétariat aux fins de la préparation de leurs demandes de crédits pour 1968. Le Secrétaire général, notamment, les avait instamment priés de ne pas demander de postes supplémentaires sans être dûment assurés que le personnel en poste était pleinement employé à des activités de nature véritablement prioritaire et que les postes vacants avaient été pourvus ou le seraient très vraisemblablement.

172. Le Comité consultatif s'estime tenu de déclarer que les faits concourent à indiquer que les services du Secrétariat ne se sont qu'imparfaitement conformés aux directives en question. Il a constaté, par exemple, qu'il y avait à la fin mai 1967 quelque 160 postes d'administrateur et 40 postes d'agent des services généraux vacants. Cet état de choses n'est certes pas extraordinaire. Il est devenu un phénomène permanent, dont l'ampleur paraît varier en raison directe du nombre des postes nouveaux approuvés. Ainsi, en 1963, année pour laquelle 213 postes nouveaux (105 postes d'administrateur et 108 postes d'agent des services généraux) avaient été approuvés, il y avait en juin 173 postes d'administrateur vacants. En 1964, année pour laquelle aucun poste nouveau n'avait été autorisé, il y avait 82 postes d'administrateur vacants. En 1966, année pour laquelle 178 postes nouveaux d'administrateur avaient été approuvés, il y avait en juin 264 postes d'administrateur vacants.

173. Sur les 150 postes nouveaux d'administrateur demandés pour 1968, 80 environ sont prévus pour des activités d'ordre économique et social à New York et dans les commissions régionales. Il y a d'autre part plus de 100 postes vacants dans ce secteur. Le Comité a pris acte de l'analyse du programme de travail dans les domaines économique

et social et de l'évaluation des ressources en personnel nécessaires à l'exécution de ce programme auxquelles le Secrétaire général a procédé dans le document E/4331 et additifs 1 à 18, et tout en reconnaissant qu'il est possible de tirer certaines conclusions d'ordre général des données statistiques que renferme ce document, il doute que lesdites données puissent prouver que l'effectif affecté aux activités d'ordre économique et social est pleinement employé. La situation des vacances de postes semblerait à elle seule indiquer qu'il existe dans ce secteur une marge importante qui n'a pas encore été utilisée.

174. Le renforcement d'effectifs demandé pour 1968 en ce qui concerne les services administratifs centraux et les services du Secrétariat autres que ceux qui s'occupent des questions économiques et sociales représente 69 postes d'administrateur et 81 postes d'agent des services généraux. A cet égard également, le Comité a constaté qu'en ce qui concerne du moins les postes d'administrateur, le nombre total des postes vacants est presque identique à celui des postes nouveaux demandés. En particulier, au Service des conférences, pour lequel 18 postes nouveaux sont demandés, il y avait en mai 31 postes vacants. Un grand nombre des postes nouveaux servirait à renforcer l'effectif permanent des interprètes. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les besoins continus justifient, à l'heure actuelle, de tels renforcements d'effectifs. Il considère que les postes à prévoir en sus du tableau d'effectifs actuel devraient être imputés sur les crédits qui, au chapitre 3, concernent le personnel temporaire. Le Comité reconnaît cependant que le volume de travail accru qui incombe à certains autres services administratifs centraux justifie un certain renforcement de l'effectif de ces services.

175. Le Comité s'est enquis des raisons qui expliquent pourquoi l'état des vacances de postes demeure ce qu'il est. Il a appris que les causes principales de cet état de choses tiennent tout d'abord aux graves difficultés de recrutement, particulièrement pour ce qui est des postes des secteurs organiques, dont la plupart exigent des compétences et une expérience hautement spécialisées et pour lesquels il est difficile de trouver des candidats remplissant les conditions requises. En second lieu, il a été communiqué au Comité des statistiques montrant que le nombre des cessations de service (retraites,

démissions, etc.) tend à suivre le même rythme que le recrutement de nouveaux fonctionnaires.

176. Le Comité consultatif est convaincu qu'indépendamment d'autres raisons, il ne ferait qu'aggraver la situation s'il approuvait pour 1968 un renforcement sensible des effectifs. Il est incontestable à ses yeux qu'il serait fort peu réaliste de compter dans l'avenir immédiat sur un renversement total des tendances passées.

177. Le Comité note, au chapitre 3 du projet de budget, que « les dispositions et procédures régissant les activités du Service [du personnel] font l'objet d'un examen suivi... », mais que « le mécanisme actuel, qui a été jugé indispensable pour que le Secrétaire général puisse s'acquitter comme il convient de ses responsabilités quant à la nomination et à la promotion des fonctionnaires et dans le cadre duquel on doit assurer souvent et de façon continue le secrétariat d'une commission, d'un comité et de plusieurs organes subsidiaires permanents, impose aux fonctionnaires du Service du personnel de lourdes tâches de caractère continu ». Le Secrétaire général demande 10 postes supplémentaires pour faire face à cet état de choses. Le Comité consultatif est d'avis qu'avec les années, les pratiques et les procédures en matière d'administration du personnel sont devenues de plus en plus lourdes et complexes et qu'il serait préférable, dans les circonstances actuelles, de prendre des mesures appropriées pour réduire le volume de travail plutôt que d'augmenter le nombre des fonctionnaires chargés des questions de personnel. A cette fin, il faudrait simplifier les procédures qui régissent actuellement le recrutement et l'administration du personnel. Le Comité note qu'à l'heure actuelle, environ un tiers des fonctionnaires du Service du personnel sont affectés à des tâches « d'administration du personnel » et que ces fonctionnaires passent une grande partie de leur temps à préparer les opérations de nominations et de promotions, en procédant notamment chaque année à un examen des attributions de pratiquement tous les fonctionnaires, administrateurs ou agents des services généraux, et des travaux effectivement exécutés par eux. Le Comité a aussi appris qu'une des raisons des retards qui se produisent dans le recrutement est que les services intéressés mettent trop de temps à établir les descriptions de poste. Tous ces exemples ne font qu'indiquer quels sont les secteurs où, de l'avis du Comité consultatif, il convient de s'efforcer de simplifier, alléger et rationaliser les méthodes et les procédures actuelles.

178. En conclusion, le Comité consultatif, tenant compte en particulier de l'état des vacances de postes, des difficultés continues auxquelles se heurte le recrutement de certaines catégories de fonctionnaires et des sommes prévues au chapitre 3 pour le personnel temporaire, a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver :

a) Pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, un total de 40 postes permanents nouveaux — au lieu des 150 postes demandés — soit une réduction de 813 000 dollars à l'article premier;

b) Pour les agents des services généraux, un total de 46 postes permanents nouveaux — au lieu des 142 postes demandés — soit une réduction de 516 800 dollars à l'article premier;

c) Pour les agents locaux, l'ouverture d'un crédit permettant de couvrir le coût de 1 026 postes — au lieu de 1 048 postes demandés — soit une réduction de 36 900 dollars des crédits demandés à l'article premier.

179. En ce qui concerne l'alinéa a du paragraphe 178 ci-dessus, le Comité consultatif pense que les postes nouveaux pourraient être répartis comme suit : 10 postes pour le secteur économique et social (y compris le Centre international de calcul électronique) et 8 postes pour le Service des conférences, les postes restants étant attribués aux autres secteurs, plus particulièrement aux services administratifs centraux (y compris Genève). Pour ce qui est de l'alinéa b, les postes nouveaux pourraient être répartis de façon analogue.

180. A propos de l'alinéa c, le Comité consultatif tient à rappeler qu'il a formulé, au paragraphe 88 du chapitre premier du présent rapport, un certain nombre d'observations sur les postes d'agent local, dont le coût est imputé sur le chapitre 3 et sur d'autres chapitres du projet de budget.

Reclassements de postes

181. Lorsqu'il a examiné le projet de budget pour 1968, le Comité a été de nouveau frappé par le nombre des reclassements de postes que propose le Secrétaire général et qui représentent une dépense de 100 000 dollars environ. Il s'agirait de reclasser 64 postes d'administrateur ou postes supérieurs, de reclasser postes d'administrateur 17 postes d'agent des services généraux ou d'agent local et de procéder à 24 reclassements à l'intérieur de la catégorie des agents des services généraux. Le Comité a noté qu'indépendamment de ces propositions spécifiques, l'Organisation a pour pratique d'utiliser aux fins de promotion environ la moitié des postes vacants, qu'il s'agisse de postes nouveaux ou de postes qui deviennent vacants comme suite à des cessations de service. Comme il l'a affirmé à plusieurs reprises ces dernières années, le Comité n'est en aucune façon opposé à ce qu'un fonctionnaire soit promu eu égard aux responsabilités accrues qui lui incombent, mais il ne saurait accepter de reclassement de poste qui ait avant tout pour objet de promouvoir le titulaire de ce poste. Faute de données complètes sur les principes suivis par l'Organisation en matière d'avancement, le Comité a l'impression que les reclassements de postes sont un élément essentiel du processus de promotion.

182. Le Comité recommande de réduire de moitié les reclassements de postes que le Secrétaire général propose, ce qui aurait pour effet de réduire de 52 600 dollars les crédits demandés à l'article premier.

Abattement pour mouvements de personnel

183. En ce qui concerne l'abattement pour mouvements de personnel, le Comité consultatif note que le Secrétaire général a réduit de 5 p. 100 le coût estimatif de tous les postes d'administrateur ou postes supérieurs existants. Dans le cas des postes nouveaux, il a été, au titre du recrutement différé, appliqué un abattement de 40 p. 100 au coût estimatif des postes d'administrateur et un abattement de 20 p. 100 au coût des postes d'agent des services généraux, d'agent local et de travailleur manuel.

184. Il y a lieu de rappeler que sur la recommandation du Comité consultatif, l'abattement pour mouvements de personnel avait été porté de 5 à 6 p. 100 pour 1967 en ce qui concerne les administrateurs. Eu égard aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 172 à 175 du présent rapport sur l'état des vacances de postes et compte tenu de l'excédent qui apparaît chaque année au chapitre 3, le Comité recommande que l'abattement pour mouvements de personnel soit maintenu à 6 p. 100, ce qui représenterait une réduction supplémentaire de 354 200 dollars au titre de l'abattement pour mouvements de personnel.

185. Le Comité s'est jusqu'ici abstenu de recommander d'appliquer un abattement au coût des postes d'agent des services généraux, du fait qu'il croyait savoir que ces postes étaient pourvus sans pratiquement aucun retard. Sur la base des renseignements qui lui ont été communiqués, le Comité a conclu qu'il y a en fait des vacances de postes et que si ces vacances sont moins nombreuses que dans le cas des postes d'administrateur, elles sont toutefois suffisantes pour justifier un abattement de 1 p. 100 sur le coût estimatif des postes d'agent des services généraux, et c'est cet abattement que le Comité recommande d'opérer, ce qui représenterait une réduction supplémentaire de 154 000 dollars au titre de l'abattement pour mouvements de personnel.

186. Dans ces conditions, la réduction supplémentaire totale au titre de l'abattement pour mouvements de personnel appliqué aux postes d'administrateur et aux postes d'agent des services généraux se chiffrerait à 508 200 dollars.

Article II. — Personnel temporaire pour les réunions

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	884 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	800 000
1966 (dépenses effectives).....	787 901
1967 (crédit ouvert).....	936 300

187. Le crédit demandé doit permettre de couvrir le coût du personnel temporaire qui sera recruté i) pour la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, et ii) pour les réunions qui se tiendront à Genève.

188. Il convient de noter que l'augmentation que le crédit ouvert pour 1967 fait apparaître par rapport au crédit ouvert pour 1966 est imputable essentiellement à la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale (mai 1967). Dans ces conditions, il est plus juste de comparer le crédit demandé pour 1968 et les dépenses effectives de 1966.

189. L'expérience a montré que grâce à une meilleure coordination des prévisions concernant le personnel requis pour les diverses réunions, ce qui permet d'utiliser plus rationnellement le personnel temporaire, il est possible de réduire les dépenses faisant l'objet de l'article II. En 1966, par exemple, les dépenses effectives ont été inférieures de 50 000 dollars environ aux crédits ouverts. De plus, le Comité consultatif estime que l'on est fondé à compter sur quelques économies comme suite aux efforts du Comité des conférences tendant à

obtenir une réduction du nombre, de la longueur et de la durée des sessions et du volume de la documentation s'y rapportant.

190. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir à l'article II un crédit de 800 000 dollars, soit 84 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Article III. — Autre personnel temporaire

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	2 215 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	2 050 000
1966 (dépenses effectives).....	1 322 684
1967 (crédit ouvert).....	1 950 500

191. Le crédit demandé à l'article III doit permettre de couvrir les dépenses relatives i) au personnel temporaire affecté à des tâches générales (à l'exclusion du personnel engagé pour les réunions) (1 269 000), ii) aux experts et consultants engagés à titre personnel (704 000 dollars), et iii) aux groupes spéciaux d'experts (242 500 dollars).

192. Le crédit demandé à la rubrique i pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales dépasse de 213 600 dollars le crédit ouvert pour 1967, augmentation qui est principalement imputable au fait que l'on devra s'assurer en 1968 les services d'un groupe temporaire de fonctionnaires qualifiés et expérimentés pour établir un Répertoire du règlement intérieur de l'Assemblée générale ainsi que le troisième supplément au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies. Le crédit demandé pour 1968 comprend 208 600 dollars pour le personnel temporaire dont la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies aura besoin, somme qui est remboursée intégralement par la Caisse et est portée en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes.

193. Le crédit de 704 000 dollars demandé à la rubrique ii doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance ainsi que les honoraires ou la rémunération de personnes engagées, pour des périodes de courte durée, en tant qu'experts ou consultants, notamment dans les domaines économique, social et scientifique.

194. Le crédit de 242 500 dollars demandé à la rubrique iii doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance ainsi que, le cas échéant, les honoraires des membres des groupes spéciaux d'experts.

195. Il est difficile de fixer par avance les dépenses relatives au personnel temporaire qui fait l'objet de l'article III et l'expérience est peut-être le guide le plus utile. En ce qui concerne les experts et consultants engagés à titre personnel pour des périodes de courte durée et les groupes spéciaux d'experts, le montant des dépenses dépend beaucoup de la possibilité d'engager, souvent à bref délai, des personnes dûment qualifiées. L'expérience tend à montrer, d'une part, que l'ensemble du programme d'études prévu à l'article III est assez ambitieux et, d'autre part qu'il est difficile de s'assurer les services d'experts et de groupes d'experts. En 1966, il est resté, sur le crédit ouvert à cet article, un solde inutilisé de 116 000 dollars environ.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

196. Au moment où il a examiné les crédits demandés pour 1968, le Comité a noté l'importance des dépenses relatives aux experts et consultants engagés à titre personnel qui sont inscrites au chapitre 19 (CNUCED) et au chapitre 20 (ONUDI), ainsi que la nécessité, pour éviter tout double emploi, de coordonner les programmes des études que ces deux organisations envisagent de confier à des experts.

197. Eu égard aux observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande de réduire de 165 500 dollars le crédit demandé à l'article III; ainsi ramené à 2 050 000 dollars, le montant de ce crédit serait encore supérieur de près de 100 000 dollars au crédit ouvert pour 1967.

Article IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	831 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	831 000
1966 (dépenses effectives)	824 047
1967 (crédit ouvert)	705 500

198. Le crédit demandé pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit a été calculé en fonction des dépenses effectives de 1966, exercice qui s'est soldé par un déficit de 7 900 dollars environ. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir à l'article IV le crédit de 831 000 dollars que demande le Secrétaire général.

Ensemble du chapitre 3

199. Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a recommandé, pour les divers articles du chapitre 3, des réductions qui se chiffrent au total à 2 177 500 dollars.

Récapitulation des réductions recommandées:

	Dollars
Chapitre 3. — Traitements et salaires	
Article I ^{er} . — Postes permanents; abatement pour mouvements de personnel	1 927 500
Article II. — Personnel temporaire pour les réunions	84 500
Article III. — Autre personnel temporaire	165 500
Article IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	—
MONTANT TOTAL DE LA RÉDUCTION RECOMMANDÉE	2 177 500

CHAPITRE 4. — DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	14 092 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	13 585 200
1966 (dépenses effectives)	12 254 740
1967 (crédit ouvert)	13 354 400

200. Le crédit demandé au chapitre 4 pour 1968 est de 737 600 dollars supérieur au crédit ouvert pour 1967. Il doit permettre de couvrir les indemnités et prestations versées aux fonctionnaires, les paiements au titre de la sécurité sociale et de la Caisse des pensions, les dépenses à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service et les autres dépenses communes de personnel pour tous les services du Secrétariat visés au chapitre 3. Le chapitre 4 ne couvre pas les dépenses communes de personnel concernant les fonctionnaires affectés aux missions (chapitre 16), le Haut Commissariat pour les réfugiés (chapitre 17), le Greffe de la Cour internationale de Justice (chapitre 18), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chapitre 19), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (chapitre 20) et les fonctionnaires pour lesquels le coût des traitements est désormais imputé sur les activités productrices de recettes (chapitre 4 des prévisions de recettes).

201. Le tableau 10 donne la ventilation des chiffres relatifs aux six articles du chapitre 4 pour les exercices 1966, 1967 et 1968 et indique aussi les augmentations ou diminutions enregistrées entre 1967 et 1968 et entre 1966 et 1968.

202. Le montant des dépenses communes de personnel est principalement fonction du coût des postes permanents visés au chapitre 3 du projet de budget pour 1968. Les dépenses communes de personnel représentent 24,98 p. 100 du coût estimatif de ces postes permanents (56 423 000 dollars), alors qu'elles en représentaient 25,41 p. 100 pour 1967 et 24,59 p. 100 pour 1966.

Tableau 10

DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968	Augmentation entre 1966 et 1968
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Indemnités et prestations	3 037 000	3 903 500	2 754 386	133 500	282 614
II. — Sécurité sociale	7 651 000	7 091 800	6 609 530	559 200	1 041 470
III. — Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	940 000	913 100	869 360	26 900	70 640
IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	709 000	714 900	604 821	(5 900)	104 179
V. — Indemnités versées à la cessation de service	1 268 000	1 255 100	1 099 202	12 900	168 798
VI. — Programmes de formation du personnel	487 000	476 000	317 441	11 000	169 559
TOTAL, CHAPITRE 4	14 092 000	13 354 400	12 254 740	737 600	1 837 260

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

203. Plus des trois quarts du crédit global demandé au chapitre 4 visent des postes de dépenses tels que les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour frais d'études et les frais de voyage connexes, qui sont inscrits à l'article premier, ainsi que les versements relatifs à la sécurité sociale et les cotisations mensuelles à la Caisse des pensions qui sont inscrits à l'article II. Ces dépenses correspondent à des indemnités statutaires versées aux fonctionnaires ou à d'autres paiements découlant de décisions ou de directives de l'Assemblée générale, et leur montant est fonction du nombre de cas donnant lieu à ces versements. Pour déterminer le montant des crédits demandés, on s'est fondé sur les données de l'expérience, ajustées pour tenir compte de tous les facteurs connus qui peuvent influencer sur le volume des dépenses.

204. Les crédits demandés aux articles III, IV et V pour les dépenses relatives aux nominations, aux mutations et à la cessation de service ont été de même calculées dans une grande mesure en fonction de l'expérience, mais pour les établir, il faut prévoir le nombre de cas qui se présenteront vraisemblablement. Les prévisions concernant les administrateurs se fondent, pour 1968, sur certains chiffres qui sont indiqués ci-après en regard de ceux de 1966:

	1968	1966
Nominations.....	278	278
Mutations.....	100	98
Cessation de service.....	130	127

205. Constatant que le calcul des dépenses inscrites aux articles premier à V du chapitre 4 se fonde principalement sur les données des exercices précédents et qu'il est difficile d'estimer ces dépenses avec précision, le Comité consultatif pense que les dépenses effectives pour certains articles pourront être moindres qu'on ne l'envisage actuellement.

206. Le Comité souligne qu'il faut exercer un contrôle strict sur toutes les mesures statutaires qui entraînent des dépenses imputées sur les articles premier à V du chapitre 4.

207. Le Comité consultatif a recommandé de réduire le nombre des postes nouveaux demandés pour 1968, de porter de 5 p. 100 à 6 p. 100 le taux de l'abattement pour mouvements de personnel applicable aux postes d'administrateur et d'appliquer au coût des postes d'agent des services généraux un abattement de 1. p. 100 pour mouvements de personnel. Ces recommandations entraîneront automati-

quement une réduction des montants inscrits au chapitre 4 pour les diverses dépenses communes de personnel directement liées aux traitements et salaires. La réduction globale concernant le chapitre 4 est estimée à 506 800 dollars.

208. En ce qui concerne l'article VI (Programme de formation du personnel), le Comité consultatif a noté, au sujet de la formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe, que les étudiants sont censés traduire environ 4 800 pages de documents officiels en 1968 contre quelque 9 000 pages les années précédentes. Le Comité a appris que cette tâche est devenue trop lourde et nuit à la bonne marche des cours.

209. Eu égard aux observations qu'il a formulées plus haut, aux paragraphes 202 à 207, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 4 un crédit de 13 585 200 dollars, soit 506 800 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

<i>Réduction recommandée:</i>	<i>Dollars</i>
Chapitre 4. — Dépenses communes de personnel...	506 800

CHAPITRE 5. — FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	2 291 100
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	2 141 200
1966 (dépenses effectives).....	1 921 145
1967 (crédit ouvert).....	2 014 230

210. Le crédit global demandé au chapitre 5 (2 291 200 dollars) concerne les frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (article premier), les frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions) (article II) et les frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge (article III). Il a été calculé en fonction du tarif des voyages par avion en classe économie dans le cas de tous les fonctionnaires du Secrétariat, à l'exception des sous-secrétaires et fonctionnaires de rang équivalent ainsi que des directeurs (D-2), qui, pour leurs voyages, sont normalement autorisés à voyager en première classe³¹. Le tableau 11 ci-après donne la ventilation des sommes correspondant aux exercices 1966, 1967 et 1968:

³¹ Décision prise par la Cinquième Commission à sa 1148^{ème} séance, le 16 novembre 1966 (A/6631, par. 50, c).

Tableau 11

FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

<i>Articles</i>						<i>Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968</i>	
	<i>Dollars</i>	<i>1968 Crédit demandé Dollars</i>	<i>1967 Crédit ouvert Dollars</i>	<i>1966 Dépenses Dollars</i>	<i>%</i>	<i>Dollars</i>	<i>%</i>
I. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions.....	161 400	177 580	188 217	(16 180)	(9,11)	(26 817)	(14,25)
II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions).....	629 000	561 250	505 959	67 750	12,07	123 041	24,32

Tableau 11 (suite)

Articles	1968	1967	1966	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968		Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1968	
	Crédit demandé	Crédit ouvert	Dépenses				
	Dollars	Dollars	Dollars	%	Dollars	%	
III. — Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge.....	1 500 800	1 275 400	1 226 969	225 400	17,67	273 831	22,32
TOTAL, CHAPITRE 5	2 291 200	2 014 230	1 921 145	276 970	13,75	370 055	19,26

Article premier. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

211. La diminution de 16 180 dollars que les dépenses inscrites à l'article premier font apparaître par rapport au crédit ouvert pour 1967 tient en partie à ce qu'il n'est pas demandé de crédits pour 1968 en ce qui concerne le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes, la Commission de la population, la Commission des droits de l'homme, le Comité de la planification du développement et le Comité du programme et de la coordination (pour lesquels des crédits de 24 330 dollars au total avaient été ouverts pour 1967), et en partie à la réduction des dépenses prévues pour le Conseil économique et social (3 000 dollars de moins qu'en 1967) ainsi que pour les comités, groupes spéciaux d'experts et autres groupes de travail de la CEA (9 000 dollars de moins qu'en 1967). Cette diminution est partiellement contre-balançée par les crédits demandés pour la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (5 300 dollars) et pour la Commission de la condition de la femme (6 000 dollars), pour lesquelles il n'avait pas été ouvert de crédits pour 1967, ainsi que par des prévisions de dépenses plus élevées en ce qui concerne le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (3 000 dollars), le Tribunal administratif (400 dollars), le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (2 800 dollars), la Commission du droit international (1 550 dollars), le Groupe consultatif des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants (100 dollars) et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (1 000 dollars).

212. Le Comité consultatif sait très bien que si le lieu des réunions d'un organe varie d'une année à l'autre, il est plus difficile d'assurer d'une stricte comparabilité. Étant donné la tendance continue à l'accroissement des frais de voyage du personnel, le Comité espère toutefois que le Secrétaire général pourra réaliser certaines économies à l'article premier grâce à une coordination améliorée pour ce qui est du programme et de l'organisation des déplacements.

Article II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)

213. Sur l'augmentation totale de 67 750 dollars que le crédit demandé à l'article II fait apparaître par rapport à 1967, plus de la moitié (34 250 dollars) est due à l'augmentation des dépenses prévues pour les services de New York, le solde concernant les

dépenses supplémentaires prévues pour l'Office des Nations Unies à Genève (7 500 dollars), le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth (2 000 dollars), la Commission économique pour l'Europe (2 000 dollars), la Commission économique pour l'Amérique latine (13 000 dollars) et la Commission économique pour l'Afrique (9 000 dollars).

214. Bien que les activités d'ordre économique et social, à New York, à Genève et dans les commissions économiques régionales, continuent de constituer la majeure partie des dépenses prévues à l'article II (404 000 dollars), leur part du total est tombée de 72 p. 100 en 1967 à 64 p. 100 pour 1968.

215. Pour l'ensemble de l'article II, l'augmentation par rapport au crédit ouvert pour 1967 est de l'ordre de 12 p. 100, mais les augmentations prévues pour certains départements, divisions ou services sont beaucoup plus élevées. Les plus fortes augmentations (calculées en pourcentage des crédits ouverts pour 1967) concernent la Division des droits de l'homme (augmentation de 150 p. 100 — 5 000 à 12 500 dollars), le Cabinet du Directeur chargé de la science et de la technique (augmentation de 150 p. 100 — 1 000 à 2 500 dollars), la Division des ressources et des transports (augmentation de 114 p. 100 — 3 500 à 7 500 dollars), la Division des stupéfiants (augmentation de 67 p. 100 — 3 000 à 5 000 dollars), la Division des services généraux à Genève (augmentation de 45 p. 100 — 11 000 à 16 000 dollars), le Service du personnel (augmentation de 38 p. 100 — 29 000 à 40 000 dollars), le Service juridique (augmentation de 34 p. 100 — 3 500 à 4 700 dollars) et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth (augmentation de 33 p. 100 — 6 000 à 8 000 dollars).

216. La part à la charge de l'ONU des frais de voyage du personnel concernant le Comité consultatif de la fonction publique internationale, le Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions) et le Comité consultatif pour les questions administratives, poste de dépenses qui était auparavant imputé sur l'article II, est désormais imputée sur l'article X du chapitre 12. Les sommes correspondantes auxdits frais étaient de 2 800 dollars pour 1967 (crédits ouverts) et de 2 000 dollars pour 1966 (dépenses effectives). Le Comité consultatif note que les chiffres de 1967 et de 1966 concernant le chapitre 5 qui figurent aux fins de comparaison dans le projet de budget pour 1968 ont été ajustés en conséquence.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

217. Le Comité consultatif s'inquiète de la nouvelle augmentation du crédit demandé pour les frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions). Il signale à l'attention de l'Assemblée générale que des déplacements excessifs, en particulier de fonctionnaires supérieurs, nuisent à l'efficacité des programmes de travail et retardent la production de la documentation de base. L'efficacité administrative comme l'économie budgétaire demandent que le Secrétaire général exerce le contrôle le plus rigoureux sur ces dépenses.

218. Le Comité consultatif ne doute pas que le Secrétaire général pourra réaliser certaines économies à l'article II. Il recommande en conséquence une réduction de 50 000 dollars, à opérer principalement sur la rubrique i).

Article III. — Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge

219. L'article III comprend désormais les frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonction-

naires et des personnes à leur charge en ce qui concerne les postes précédemment imputés sur le chapitre 17, mais il ne comprend plus lesdits frais de voyage qui concernent les fonctionnaires affectés aux activités productrices de recettes, le poste de dépenses en question étant désormais imputé sur le chapitre 4 des prévisions de recettes. Les dépenses correspondantes étaient, respectivement, de 15 400 et 10 000 dollars en 1967, et de 15 911 et 2 900 dollars en 1966. Les chiffres de 1967 et de 1966 figurant dans le tableau 11 ont été ajustés de façon à être pleinement comparables avec le crédit demandé pour 1968.

220. Le tableau 12 ci-après indique le nombre des fonctionnaires et des personnes à leur charge ayant droit au congé dans les foyers pour 1968, 1967 et 1966. A cet égard, il y a lieu de rappeler que les chiffres de 1968 sont davantage comparables à ceux de 1966 qu'à ceux de 1967, étant donné que, de façon générale, les groupes de fonctionnaires qui auront droit au congé dans les foyers en 1968 sont les mêmes que ceux qui y ont eu droit en 1966.

Tableau 12

	Fonctionnaires			Personnes à charge		
	1968	1967	1966*	1968	1967	1966*
Départements et services de New York...	557	558	560	934	916	931
Office de Genève.....	182	202	186	228	267	259
Centres d'information.....	17	16	14	31	44	27
Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth.....	2	4	3	7	10	7
Commission économique pour l'Europe...	60	46	44	80	61	59
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	37	37	44	78	74	70
Commission économique pour l'Amérique latine.....	43	33	35	125	91	97
Commission économique pour l'Afrique..	83	40	84	216	115	157
	981	936	970	1 699	1 578	1 607

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305).

221. Si tous les fonctionnaires prenaient en 1968 le congé dans les foyers auquel ils ont droit, il faudrait environ 1 785 050 dollars pour couvrir les dépenses inscrites à l'article III, mais le Secrétaire général, se fondant sur l'expérience, demande l'ouverture d'un crédit moins élevé (1 500 800 dollars) eu égard aux ajournements volontaires et mouvements de personnel éventuels.

222. Le Comité consultatif sait très bien qu'on ne peut exiger d'un fonctionnaire qu'il renonce au congé dans les foyers auquel il a droit, mais il estime qu'en pratique les ajournements et les mouvements de personnel se traduiront par des dépenses moins élevées que le crédit demandé par le Secrétaire général. Pour 1968, il y a 2 680 ayant droit au total contre 2 577 en 1966 (soit une augmentation de 4 p. 100), alors que le crédit demandé à l'article III est d'un peu plus de 22 p. 100 supérieur aux dépenses effectives de 1966. Le Comité consultatif recommande donc une réduction de 100 000 dollars à l'article III.

223. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 5 un crédit de

2 141 200 dollars, soit 150 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

	Dollars
Chapitre 5. — Frais de voyage du personnel	
Article II.....	50 000
Article III.....	100 000
RÉDUCTION TOTALE	150 000

CHAPITRE 6. — VERSEMENTS PRÉVUS AUX PARAGRAPHE 2 ET 3 DE L'ANNEXE I DU STATUT DU PERSONNEL: DÉPENSES DE REPRÉSENTATION

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	125 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	125 000
1966 (dépenses effectives).....	111 383
1967 (crédit ouvert).....	121 000

224. Le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 6 (125 000 dollars) est de 4 000 dollars

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

supérieur au crédit ouvert pour 1967 et il est d'environ 13 600 dollars supérieurs aux dépenses effectives de 1966. Les crédits demandés aux trois articles du chapitre 6 doivent permettre de couvrir les dépenses suivantes:

	Dollars
I. — Versements aux sous-secrétaires et aux directeurs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel.....	80 000
II. — Remboursement de dépenses de représentation à d'autres fonctionnaires du Secrétariat.....	30 000
III. — Dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale et les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage.....	15 000

225. Le crédit demandé à l'article premier est de 4 000 dollars supérieur au crédit ouvert pour 1967. L'augmentation proposée est directement fonction de l'accroissement du nombre des fonctionnaires du Secrétariat pour lesquels des versements sont prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du statut du personnel. Les crédits demandés aux articles II et III sont identiques aux crédits ouverts pour 1967.

226. Le Comité consultatif note que les dépenses inscrites au chapitre 6 ont été soumises à un contrôle centralisé rigoureux. Il ne doute pas que le Secrétaire général continuera d'être guidé par le même souci lorsqu'il gèrera les crédits ouverts pour 1968 et il recommande d'ouvrir au chapitre 6 le crédit de 125 000 dollars que demande le Secrétaire général.

Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services

CHAPITRE 7. — BÂTIMENTS ET AMÉLIORATION DES LOCAUX

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	4 842 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	4 772 200
1966 (dépenses effectives).....	4 298 239
1967 (crédit ouvert).....	4 930 700

227. Le crédit de 4 842 200 dollars demandé au présent chapitre pour 1968 par le Secrétaire général est inférieur de 88 500 dollars au crédit ouvert pour 1967. Il comprend un montant de 2 500 000 dollars destiné à l'amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies et un montant de 2 342 200 dollars au titre de la transformation et de l'amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et des gros travaux d'entretien. Le tableau 13 ci-dessous permet de comparer les montants inscrits au chapitre 7:

Tableau 13

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies.....	2 500 000	2 500 000	2 500 000
II. — Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien:			
a) Siège (New York).....	660 700	818 700	798 239
b) Genève.....	1 681 500	1 612 000	
	4 842 200	4 930 700	3 298 239

228. Comme il est indiqué ci-dessus, le crédit demandé à l'article premier couvre l'annuité de 2 500 000 dollars destinée à l'amortissement de l'emprunt de 65 millions de dollars contracté pour la construction du Siège de l'ONU et approuvé par la résolution 242 (III) du 18 novembre 1948 de l'Assemblée générale. Une fois versée l'annuité de 1968, il restera à rembourser d'ici à 1982 un montant de 27,5 millions de dollars, à régler en sept annuités de 2 500 000 dollars, six versements de 1 500 000 dollars et un dernier versement de 1 000 000 dollars.

229. Le crédit de 2 342 dollars demandé à l'article II porte sur les projets suivants:

	Dollars
a) Projets proposés dans l'étude architecturale et technique sur l'agrandissement du Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies.....	406 700
b) Projets inclus dans le programme de trois ans de réparation et de rénovation d'installations au Siège, à New York.....	128 500

	Dollars
c) Projets relatifs à l'agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations, à Genève.....	1 000 000
d) Projets inclus dans le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations.....	612 000
e) Autres projets au Siège, à New York.....	125 500
et à Genève.....	69 500
	2 342 200

Siège, New York

230. Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session³² les résultats de l'étude architecturale et technique sur l'agrandissement du Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies. Sur les 406 700 dollars demandés à

³² Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 58 de l'ordre du jour, document A/C.5/993.

ce titre pour 1968, 344 235 dollars, soit près de 85 p. 100, ont trait au deuxième et dernier versement couvrant le coût de l'automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat, autorisée par l'Assemblée générale à sa vingtième session; le Secrétaire général compte que les travaux seront achevés en octobre 1968. Deux autres projets — l'aménagement d'issues supplémentaires dans la salle des pas perdus du bâtiment de l'Assemblée générale (10 000 dollars) et la rénovation de l'éclairage du passage souterrain d'accès au garage (5 000 dollars) — visent à améliorer des installations de sécurité. Le Comité consultatif rappelle qu'il a souligné dans son rapport sur le projet de budget pour 1967³³, que les plus grands efforts devaient être faits pour maintenir les dépenses relevant du chapitre 7 au niveau minimum indispensable et qu'il s'est déclaré convaincu qu'en faisant preuve d'imagination dans l'utilisation des ressources recommandées, le Secrétaire général serait en mesure de faire effectuer les travaux nécessaires de telle façon qu'il en résulte quelques économies pour l'Organisation. Le Comité est par conséquent heureux de noter qu'une étude plus poussée de la question de l'éclairage du passage souterrain d'accès au garage a permis de réduire de 90 p. 100 le coût des travaux, initialement estimé à 50 000 dollars.

231. Le solde des crédits demandés pour des projets proposés dans l'étude architecturale et technique doit permettre d'aménager le vestiaire des délégués, pour un coût de 47 465 dollars. Lorsqu'il a soumis ces projets à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session, le Secrétaire général a proposé d'agrandir le vestiaire de façon à en doubler la capacité, pour un coût de 41 181 dollars. Le Comité consultatif reconnaît que les installations actuelles du vestiaire sont insuffisantes. Toutefois, il estime que les travaux peuvent être effectués à moindres frais et qu'il est nécessaire d'étudier le projet de façon plus poussée afin de déterminer si les dispositions proposées sont en fait les plus appropriées. En conséquence, le Comité recommande de remettre ce projet à plus tard.

232. En ce qui concerne le programme de trois ans de réparation et de rénovation d'installations que le Secrétaire général a été autorisé à faire exécuter au Siège, à New York, le projet de budget pour 1967³⁴ donnait la liste des projets que le Secrétaire général avait l'intention de faire entreprendre en 1967 et en 1968, pour un coût de 245 100 dollars et de 107 200 dollars, respectivement (soit 361 300 dollars répartis sur les deux exercices). Le Comité consultatif note qu'il s'est avéré nécessaire d'avancer certains de ces projets à 1967 et d'en différer d'autres à 1968, à la suite de quoi on estime maintenant que les dépenses s'élèveront à 232 800 dollars en 1967 et à 128 500 dollars en 1968. Le Comité note que les modifications apportées à l'ordre de priorité n'affecteront pas le montant total des dépenses prévues pour les deux exercices.

233. Les dépenses que l'on propose d'engager à New York pour des projets qui ne rentrent pas dans les deux programmes à long terme exposés ci-dessus sont les suivantes:

	Dollars
i) Installation d'un système d'extinction d'incendie dans la cuisine desservant la salle à manger des délégués et la cafeteria du personnel.....	6 000
ii) Remplacement des tableaux de commande de l'éclairage électrique dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences.....	8 000
iii) Remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute dans les zones réservées au public dans les salles de conférence.....	36 000
iv) Remplacement du matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil de sécurité et dans la salle du Conseil économique et social.....	51 000
v) Remplacement des tapis et rideaux usés (14 500 dollars et 10 000 dollars).....	24 500
	125 500

234. Le crédit de 36 000 dollars demandé pour le remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute dans la salle du Conseil de tutelle et dans la salle de l'Assemblée générale correspond au troisième versement effectué au titre d'un programme entrepris en 1966, portant sur les zones réservées au public dans les salles de conférence. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1966³⁵, le Comité consultatif a accepté des dépenses d'un montant de 15 000 dollars pour la salle de conférence 4. En 1966, le Comité a recommandé l'approbation d'un programme d'entretien qui comportait une somme de 20 000 dollars en vue du remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute dans la salle du Conseil de tutelle³⁶. A cette occasion, le Comité était saisi d'un calendrier exposant dans ses détails un programme de remplacement portant sur la salle de l'Assemblée générale, les trois salles de conseil et les salles de conférence 1, 2 et 3, programme qui devait être achevé d'ici 1970, pour un coût estimatif total de 155 000 dollars³⁷. Le Comité note qu'en raison de retards dans la livraison du matériel commandé pour la salle du Conseil de tutelle, des travaux dont le coût était estimé à 6 000 dollars et qui étaient initialement prévus pour 1967, devront être exécutés en 1968, ce qui entraînera une économie en 1967. Le solde (30 000 dollars) du crédit demandé pour 1968 représente le coût du matériel destiné à la salle de l'Assemblée générale. On propose d'installer ce matériel en 1969, pour un coût de 17 000 dollars. Le Comité a appris avec inquiétude que le coût total des travaux à effectuer dans la salle de l'Assemblée générale est, dans ces conditions, estimé à 47 000 dollars, soit 17,5 p. 100 de plus que le chiffre initial de 40 000 dollars indiqué au projet de budget pour 1967.

235. Dans son rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget pour l'exercice 1967, le Comité consultatif³⁸ avait accepté que le Secrétaire général soit autorisé notamment à faire remplacer le matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil de sécurité, pour un coût de 35 000 dollars. Le Comité note qu'en raison de retards prévus dans la livraison du matériel, il faudra remettre à 1968 les travaux d'installation dont le coût est estimé à 6 000 dollars, ce qui entraînera en 1967 des économies d'un même montant. Le Secrétaire général a indiqué dans le projet de budget pour

³³ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 202.

³⁴ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305), tableau 7-3.

³⁵ Ibid., vingtième session, Supplément n° 7 (A/6007), par. 228.

³⁶ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 199 et 201.

³⁷ Ibid., Supplément n° 5 (A/6305), tableau 7-2.

³⁸ Ibid., Supplément n° 7 (A/6307), par. 199 et 201.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

l'exercice 1967³⁹ que le matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil économique et social devrait également être remplacé au cours d'une année ultérieure. Ce projet a maintenant été inclus dans le projet de budget pour 1968, pour un coût de 45 000 dollars, ce qui porte le total des crédits demandés pour ces deux salles à 51 000 dollars en 1968.

236. Les crédits demandés pour 1968 comprennent un montant de 14 000 dollars pour le remplacement de tapis usés dans divers endroits des bâtiments du Siège et une somme de 10 000 dollars pour le remplacement de rideaux dans la salle du Conseil de tutelle et de revêtements muraux dans la salle du Conseil de sécurité. A ses vingtième et vingt et unième sessions, l'Assemblée générale a ouvert un crédit total de 26 000 dollars pour 1966 et 1967 en vue de remplacement des tapis usés. Le Comité consultatif croit comprendre que le programme de remplacement est exécuté de la façon la plus économique possible.

237. Le Comité consultatif note que, de l'avis du Secrétaire général, le dispositif mécanique de vote a fait la preuve de son utilité dans la salle de l'Assemblée générale et que, si l'Assemblée générale décide en principe à sa vingt-deuxième session de faire équiper les salles de conférence 2 ou 3 d'installations analogues, le crédit nécessaire sera demandé au projet de budget pour l'exercice 1969.

Palais des Nations, Genève

238. Le crédit de 1 million de dollars destiné à l'agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations, à Genève, est demandé en vertu du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2246 (XXI) de l'Assemblée générale par lequel l'Assemblée a décidé de financer le programme de telle sorte que les sommes imputables sur le budget annuel à ce titre durant la période 1967 à 1980 soient de 1 million de dollars par an de l'exercice 1967 à l'exercice 1974, de 1 500 000 dollars par an de l'exercice 1975 à l'exercice 1979 et de 495 000 dollars pour l'exercice 1980.

239. Le crédit de 612 000 dollars demandé pour le programme à long terme de gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations résulte de la décision prise par l'Assemblée générale à sa vingtième session⁴⁰, sur recommandation du Comité consultatif⁴¹, d'approuver en principe, sous réserve d'examen annuel, ce programme à long terme. L'Assemblée a en outre décidé de financer le programme en inscrivant aux projets de budgets pour les exercices de la période allant de 1967 à 1974, des crédits annuels égaux de quelque 611 775 dollars. Le crédit de 612 000 dollars demandé pour 1968 représente la deuxième annuité. Le Comité consultatif note qu'un rapport sur l'avancement du programme sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

240. En plus des deux programmes à long terme mentionnés ci-dessus, le projet de budget pour 1968

contient la liste des projets suivants à entreprendre au Palais des Nations, à Genève:

	<i>Dollars</i>
i) Installation de systèmes électroniques d'avertisseurs d'incendie et d'inondation dans le central téléphonique et d'un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans la bibliothèque.....	32 500
ii) Travaux de réparation au chalet de Montboven.....	10 000
iii) Restauration de la Sphère armillaire et du bassin.....	9 000
iv) Réparation et entretien du système de chauffage central.....	8 000
v) Insonorisation du système de climatisation de la salle XVI.....	8 000
vi) Remplacement des tapis.....	2 000
	69 500

241. Le coût de l'installation de systèmes électroniques d'avertisseurs d'incendie et d'inondation dans le central téléphonique est estimé à 12 500 dollars, et celui de l'installation d'un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans la bibliothèque à 20 000 dollars. Un système d'avertisseurs convenable est indispensable dans tout bâtiment accueillant un grand nombre d'employés ou contenant du matériel coûteux. Le Comité consultatif a été informé qu'à l'époque où le bâtiment de la bibliothèque a été construit, il n'était pas possible de se procurer l'installation qu'on lui destine maintenant et que la nécessité du système d'avertisseurs d'inondation dans le central téléphonique n'est apparu que lorsque les travaux de terrassement étaient en cours.

242. Le crédit demandé pour 1968 comprend un montant total de 19 000 dollars pour réparer et rénover d'une part le chalet de Montboven, chalet de bois d'intérêt historique, situé dans le parc du Palais des Nations et servant actuellement de remise à outils pour les jardiniers, et d'autre part la Sphère armillaire et son bassin. Le Comité consultatif estime que ces projets auraient pu être inclus dans le programme ordinaire d'entretien.

243. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 238 ci-dessus, le projet de budget pour 1968 comprend un montant de 612 000 dollars au titre du programme à long terme de gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations, à Genève, approuvé par l'Assemblée générale à sa vingtième session. Les travaux à effectuer en 1968 comprendront des améliorations dans la salle XVI (30 000 dollars) et l'entretien du système de chauffage central (87 000 dollars)⁴². Ces derniers travaux s'inscrivent dans le cadre d'un projet de trois ans à exécuter entre 1967 et 1969 pour un coût total de 360 000 dollars. Malgré cela, un crédit supplémentaire de 8 000 dollars est demandé pour 1968 en vue de remettre en état une chaudière et de peindre un certain nombre de vases d'expansion. Le Comité tient à souligner que ces travaux, qui ne présentent pas un caractère urgent, auraient pu également être prévus et inclus dans le programme de trois ans. De même, on aurait dû tenir compte du coût de l'insonorisation du système de climatisation de la salle XVI lorsque l'on a établi le programme à long terme.

244. Le Comité consultatif n'a d'objection à faire en ce qui concerne aucun des projets supplé-

³⁹ *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305), par. 7 à 9.

⁴⁰ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223.

⁴¹ *Ibid.*, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6137, par. 26.

⁴² *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305), tableau 7-4.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

mentaires prévus pour Genève. Toutefois, compte tenu des observations qui précèdent, il recommande que les travaux de réparation au chalet de Montboven (10 000 dollars) et de rénovation de la Sphère armillaire et du bassin (9 000 dollars) soient financés sur le total des fonds ouverts pour le programme à long terme de gros travaux d'entretien et de rénovation, qui a été approuvé en principe par l'Assemblée générale à sa vingtième session, et qu'en ce qui concerne les autres projets supplémentaires à Genève, un montant de 3 535 dollars soit également résorbé de cette manière. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 22 535 dollars le montant du crédit demandé pour Genève.

245. Pour conclure, le Comité consultatif tient à souligner une fois de plus la nécessité d'un programme d'entretien réaliste et bien conçu qui, comme il l'a indiqué dans ses rapports sur les projets de budget pour 1966 et 1967, est essentiel pour établir un budget valable et rationnel.

246. Compte tenu de toutes les observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 7 un crédit de 4 772 200 dollars, soit 70 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

Chapitre 7. — Bâtiments et amélioration des locaux

Article II. — Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien:

a) Siège (New York).....	47 465
b) Genève.....	22 535
	<hr/> 70 000

Dollars

CHAPITRE 8. — MATÉRIEL ET INSTALLATIONS

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	625 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	567 500
1966 (dépenses effectives).....	521 604
1967 (crédit ouvert).....	633 900

247. Le crédit demandé au présent chapitre doit permettre l'achat et le remplacement de mobilier et de matériel pour tous les bureaux de l'ONU, à l'exception des missions spéciales, de la Cour internationale de Justice et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement, dont les besoins sont prévus respectivement aux chapitres 16, 18 et 20. Les besoins ordinaires en matériel de bureau de la CNUCED figurent à l'article premier conformément à la pratique suivie depuis 1967.

248. Le crédit demandé pour 1968, qui s'élève au total à 625 000 dollars, accuse une diminution de 8 900 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967, diminution qui se répartit comme suit:

Bureaux	Augmentation (ou diminution) du crédit demandé pour 1968 par rapport au crédit ouvert pour 1967 Dollars
New York.....	11 200
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe).....	14 400
Centres d'information.....	2 200
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth.....	800
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	(6 100)
Commission économique pour l'Amérique latine	(8 000)
Commission économique pour l'Afrique.....	(23 400)
TOTAL	(8 900)

249. Le tableau 14 donne l'état comparatif des dépenses de 1965 et 1966, des crédits ouverts pour 1967 et des crédits demandés pour 1968:

Tableau 14

Article	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	1965 Dépenses	Augmentation ou (diminution) en 1968 par rapport à 1967
	Dollars				
I. — Mobilier et matériel de bureau.....	137 200	150 100	169 043	123 844	(12 900)
II. — Machines de bureau.....	198 400	164 600	147 947	161 223	33 800
III. — Matériel pour la reproduction des documents.....	71 000	117 400	51 167	62 163	(46 400)
IV. — Matériel de télécommunications.....	114 600	101 900	56 167	65 027	12 700
V. — Matériel de transport.....	37 300	48 600	30 622	29 227	(11 300)
VI. — Matériel divers.....	66 500	51 300	66 658	40 971	15 200
TOTAL, CHAPITRE 8	625 000	633 900	521 604	482 455	(8 900)
Produit de la vente de matériel réformé.....	49 500	52 800	55 714	45 797	(3 300)

250. Les crédits demandés au présent chapitre (625 000 dollars) doivent permettre de couvrir: a) le remplacement de matériel vétuste ou hors d'usage, pour lequel le Secrétaire général a demandé 409 200 dollars, et b) l'acquisition de matériel supplémentaire, d'une valeur de 215 800 dollars.

251. On a expliqué au Comité consultatif que les restrictions budgétaires imposées au cours des précédents exercices ont obligé à réduire considérablement le programme de remplacement normal, de sorte qu'il est maintenant nécessaire de remplacer des quantités importantes de matériel vieilli, désuet

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

et hors d'usage. Le Comité consultatif a toujours préconisé une politique de remplacement planifiée, fondée sur des normes soigneusement établies et visant à conserver le matériel qui peut encore être utilisé. En conséquence, le Comité consultatif aurait tendance à recommander en principe d'approuver le programme de remplacement prévu par le Secrétaire général. En même temps, le Comité espère que ce programme ne sera pas compromis par des virements de crédits en vue de l'acquisition de mobilier et de matériel neufs.

252. Le Comité consultatif note que les crédits demandés aux articles I et II comprennent un montant de 80 850 dollars directement lié aux augmentations envisagées du tableau d'effectifs à New York (39 900 dollars), à Genève (10 000 dollars), à la Commission économique pour l'Afrique (16 500 dollars), à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (12 650 dollars) et au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth (1 800 dollars). Etant donné la réduction du nombre des postes nouveaux recommandée par le Comité au chapitre 3 (voir par. 178) et compte tenu des retards dans le recrutement, le Comité consultatif recommande de réduire le programme d'acquisition, en particulier à New York où le mobilier et le matériel actuellement utilisés par les fonctionnaires de l'ONUDI deviendront disponibles dès le transfert prochain de cette organisation à Vienne. En conséquence, le Comité consultatif recommande une réduction de 51 900 dollars au titre des articles I et II.

253. En ce qui concerne l'article IV (Matériel de télécommunications), le Comité note que le crédit demandé pour 1968 accuse une nouvelle augmentation de 12 700 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967, lequel était lui-même supérieur de 81 p. 100 au montant des dépenses effectives de 1966. Sur le crédit demandé (114 600 dollars), un montant de 81 100 dollars concerne le Service de l'information et comprend une somme de 38 900 dollars pour les acquisitions et une somme de 42 200 dollars pour le remplacement. Le Comité consulta-

tif tient à souligner combien il est souhaitable d'avoir un programme d'acquisition soigneusement planifié. En attendant le réexamen prochain de l'ensemble des activités du Service de l'information, il recommande de réduire de 5 600 dollars le crédit demandé à l'article IV.

254. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 567 500 dollars, soit 57 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 8. — Matériel et installations	
Article I ^{er} . — Mobilier et matériel de bureau....	51 900
Article II. — Machines de bureau.....	
Article IV. — Matériel de télécommunications...	5 600
RÉDUCTION TOTALE	57 500

CHAPITRE 9. — ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	4 146 800
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	4 100 000
1966 (dépenses effectives).....	3 911 175
1967 (crédit ouvert).....	3 981 500

255. Le tableau 15 ci-après donne la ventilation par article des crédits demandés pour 1968, des crédits ouverts pour 1967 et des dépenses de 1966. A cet égard, il convient de noter que les chiffres pour 1967 et 1966 ont été ajustés de manière à ne pas tenir compte des postes des agents chargés de l'entretien à la CEAE et dans les centres d'information, ce qui permet de les comparer à ceux du projet de budget pour 1968 où les postes en question sont inclus à l'article premier du chapitre 3. Le coût de ces postes était de 19 000 dollars en 1967 et de 17 910 dollars en 1966.

Tableau 15

ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

<i>Articles</i>	<i>Crédit demandé pour 1968</i>	<i>Crédit ouvert pour 1967</i>	<i>Dépenses de 1966</i>
	<i>Dollars</i>		
I. — Services contractuels.....	2 207 000	2 190 800	2 183 377
II. — Éclairage, chauffage, énergie et eau.....	1 133 700	1 052 700	1 065 220
III. — Autres dépenses.....	806 100	738 000	662 578
TOTAL, CHAPITRE 9	4 146 800	3 981 500	3 911 175

256. Le montant global des dépenses prévues au chapitre 9 dépasse de 165 300 dollars les crédits ouverts pour 1967 et de 235 625 dollars le montant des dépenses effectives de 1966. Toutefois, pour se prononcer à l'égard des dépenses inscrites à ce chapitre, le mieux est de comparer les crédits demandés pour 1968 avec le chiffre des dépenses de 1966 ajusté

pour tenir compte des hausses de prix et de salaires à New York en 1967 estimées à 99 050 dollars, ce qui porte le chiffre de 1966 à 4 010 225 dollars. On trouvera au tableau 16 la ventilation de ces dépenses par bureau et par exercice pour 1966, 1967 et 1968.

Tableau 16

ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

	Crédit demandé pour 1968 1	Crédit ouvert pour 1967 2	Dépenses de 1966 3	1966 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieurs 4	Augmentation (ou diminution) entre 1966 (colonne 4) et 1968 (colonne 1) 5
	Dollars				
New York.....	3 409 000	3 333 000	3 339 172	3 438 222	(29 222)
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe).....	392 000	381 000	282 939	282 939	109 061
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth.....	19 700	16 000	18 871	18 871	829
Commission économique pour l'Afri- que.....	68 000	64 000	63 350	63 350	4 650
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	55 500	35 500	22 526	22 526	32 974
Commission économique pour l'Amé- rique latine.....	115 600	67 000	101 178	101 178	14 422
Centres d'information.....	87 000	85 000	83 139	83 139	3 861
TOTAL, CHAPITRE 9	4 146 800	3 981 500	3 911 175	4 010 225	136 575

257. Le crédit demandé à l'article premier (services contractuels) est supérieur de 16 200 dollars au crédit ouvert pour 1967 et inférieur de 42 677 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966 (2 249 377 dollars). Cette diminution est principalement due à l'économie escomptée du fait de la réduction des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ascenseurs dans le bâtiment du Secrétariat à New York qui seront entièrement automatisés d'ici octobre 1968; au-delà de cette date, on propose de continuer à recourir pendant une période d'essai aux services d'un petit nombre de surveillants et d'agents régulateurs dans le bâtiment du Secrétariat. Cette diminution est en partie compensée par des augmentations à prévoir à New York, par rapport aux chiffres ajustés de 1966: 50 779 dollars pour l'entretien des installations électriques, 10 246 dollars pour l'utilisation et l'entretien du matériel de télécommunications des salles de conférence et 24 673 dollars pour les services de nettoyage. Le crédit global demandé à l'article premier pour New York s'élève à 2 067 000 dollars, soit 46 830 dollars de moins que le montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit de 94 000 dollars demandé pour Genève est inférieur de 2 923 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé à l'article premier pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth est supérieur de 314 dollars au chiffre de 1966. Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Amérique latine est supérieur de 5 113 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966 (9 887 dollars), du fait que les dépenses d'entretien sont plus élevées pour le nouveau bâtiment de Santiago que pour les anciens locaux loués. En ce qui concerne la Commission économique pour l'Afrique, l'augmentation est de 1 649 dollars par rapport au chiffre ajusté de 1966 (27 351 dollars). Aucun crédit n'est demandé à l'article premier pour la CEAO, étant donné qu'il est proposé que le personnel d'entretien soit recruté normalement par l'ONU à partir de 1968.

258. Le crédit demandé à l'article II (Éclairage, chauffage, énergie et eau) fait apparaître une augmentation de 81 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 35 730 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé pour New York (935 000 dollars) est supérieur de 38 000 dollars au crédit ouvert pour 1967 et inférieur de 18 285 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966; cette diminution provient d'une décision en vertu de laquelle les dépenses du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'électricité consommée dans les locaux occupés à l'extérieur du bâtiment du Siège ne sont plus imputées sur le budget ordinaire à compter du 1^{er} janvier 1967. Le crédit demandé pour Genève (100 000 dollars) est supérieur de 1 000 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 2 243 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. Des demandes de crédits notablement plus élevées ont été formulées à l'article II pour les Commissions économiques pour l'Asie et l'Extrême-Orient et pour l'Amérique Latine. En ce qui concerne la CEAO, le crédit demandé (28 500 dollars) traduit une augmentation de 13 500 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 17 923 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966; dans le cas de la CEPAL, le crédit demandé (50 000 dollars) est supérieur de 29 000 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 32 804 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. L'augmentation concernant Bangkok est imputable à l'utilisation plus grande des appareils de climatisation à Sala Santitham et son annexe, et l'augmentation concernant Santiago est due à l'installation de la CEPAL dans le nouveau bâtiment. Le crédit demandé à l'article II pour la Commission économique pour l'Afrique (22 000 dollars) est supérieur de 2 000 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 3 307 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966.

259. A l'article III (Autres dépenses), on enregistre une augmentation de 68 100 dollars par rap-

port au crédit ouvert pour 1967 et de 143 522 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé pour New York (407 000 dollars) est supérieur de 30 500 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 35 893 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. Cette augmentation, qui se répartit sur cinq des six rubriques de l'article en question, est imputable à la hausse prévue des coûts des fournitures et des services. Le crédit demandé pour Genève (198 000 dollars) fait apparaître une augmentation de 6 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 109 741 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966; les augmentations enregistrées en 1967 et prévues pour 1968 par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966 sont dues au fait qu'il est nécessaire de louer des bureaux à l'extérieur du Palais des Nations en raison du programme de conférence très chargé qui est prévu. Le crédit demandé à l'article III pour la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'élève à 27 000 dollars; il est supérieur de 6 500 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 15 051 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. L'augmentation est imputable en grande partie à la location de locaux destinés au Conseil asiatique du développement industriel. Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Amérique latine (50 600 dollars) est supérieur de 15 600 dollars au crédit ouvert pour 1967 mais inférieur de 23 495 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966; cette diminution résulte de l'installation de la CEPAL dans le bâtiment de Santiago; l'accroissement enregistré par rapport à 1967 est imputable en partie à l'augmentation des loyers versés à Mexico, Montevideo et Washington. Le crédit demandé pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth (17 000 dollars) dépasse de 3 000 dollars le crédit ouvert pour 1967 et de 277 dollars le montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Afrique (17 000 dollars) est supérieur de 2 000 dollars au crédit ouvert pour 1967 et inférieur de 306 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé pour les centres d'information (87 000 dollars) accuse une augmentation de 2 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 3 861 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, augmentation imputable à des hausses de loyers, déduction faite des contributions reçues des gouvernements hôtes pour la location des locaux et pour l'exploitation et l'entretien des centres situés sur leur territoire. En ce qui concerne les centres d'information, il convient de ne pas perdre de vue que dix postes de travail manuel jusqu'alors inscrits à l'article III du chapitre 9 ont été transférés à l'article premier du chapitre 3 du projet de budget pour 1968; les chiffres relatifs à 1966 et à 1967 ont été ajustés de façon à permettre la comparaison.

260. Dans le cadre de son examen des dépenses afférentes au chapitre 9, le Comité consultatif a reçu du Secrétaire général des renseignements récents concernant le regroupement des locaux et l'assistance fournie par les gouvernements hôtes pour ce qui est des centres d'information et des bureaux du PNUD. Au cours des dernières années, le Comité a appelé à maintes reprises l'attention sur les avantages financiers qu'entraîneraient un partage plus grand des locaux et des services entre les bureaux d'organismes des Nations Unies, et la fourniture par les

gouvernements hôtes de locaux gratuits ou à loyer modéré pour les bureaux combinés. Le Comité sait gré au Secrétaire général des efforts qu'il n'a cessé de déployer à cette fin.

261. Pour ce qui est des 51 centres d'information de l'ONU, il n'y a plus maintenant que dix villes où les gouvernements hôtes ne font aucune contribution pour la location des locaux. Le tableau 17 ci-après permet de comparer la situation actuelle avec celle qui existait au mois de décembre 1963:

TABLEAU 17

	1967	1963
Locaux fournis à titre gracieux ou dont le loyer est totalement remboursé par le gouvernement	33	26
Locaux dont le loyer est payé en partie par le gouvernement	3	2
Locaux fournis par l'ONU ou par une institution spécialisée	3	2
Locaux dont le loyer est entièrement à la charge de l'ONU	10	14
Centres dont l'installation est prévue en 1967...	2	—
	51	44

Sur les 49 centres d'information de l'ONU actuellement ouverts, 26 sont situés dans des locaux qu'ils ne sont pas seuls à occuper.

262. La situation en ce qui concerne les 94 bureaux du PNUD pour lesquels le Comité a reçu des renseignements peut se résumer comme suit:

Contribution des gouvernements au paiement des loyers

	Totalité	Partie	Néant	Total
Locaux partagés	31	14	5	50
Locaux séparés	26	12	6	44
TOTAL	57	26	11	94

263. Le Comité consultatif est reconnaissant aux gouvernements hôtes qui ont fourni généreusement des locaux gratuits ou à loyer réduit et des services à des bureaux de l'ONU. Après avoir examiné l'évolution récente de la situation dans ce domaine, le Comité tient à exprimer ses plus grands remerciements au Gouvernement de la République du Niger qui a remis à l'ONU en décembre 1965 un bâtiment situé à Niamey, qui avait été construit et équipé entièrement aux frais du Gouvernement nigérien et qui a été gracieusement mis à la disposition des organismes des Nations Unies. Le Comité est également reconnaissant au Gouvernement autrichien et au Gouvernement fédéral suisse ainsi qu'à la République et au Canton de Genève pour les dépenses fort importantes qu'ils ont accepté d'engager en ce qui concerne respectivement la fourniture de locaux destinés à l'ONUDI à Vienne, et l'agrandissement des salles et installations de conférence au Palais des Nations à Genève. Le Comité a été heureux d'apprendre que la première pierre d'un bâtiment devant être construit aux frais du Gouvernement ceylanais pour compléter le bâtiment de Colombo, a été posée par le Secrétaire général.

264. Toutefois, les progrès accomplis dans certaines régions ne doivent pas faire oublier qu'il est nécessaire de fournir de nouveaux efforts, en particulier dans les villes où les loyers acquittés sont élevés. Le Comité consultatif apprécie les raisons pour

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

lesquelles il importe que les bureaux de l'ONU soient situés dans les quartiers centraux des villes, là où les loyers sont élevés. Il reconnaît que des bâtiments conçus initialement pour servir de résidences privées ou d'immeubles de rapport ne fournissent pas aux fonctionnaires de l'ONU les conditions de travail les plus propices à l'efficacité. A cet égard, le Comité tient à souligner la nécessité d'une planification appropriée, dont l'absence peut avoir de graves répercussions budgétaires. Par exemple, le Comité consultatif a appris avec inquiétude que la densité d'occupation des locaux du tout récent bâtiment de l'ONU à Santiago du Chili est déjà telle qu'il n'a pas été possible d'offrir des locaux aux institutions spécialisées comme on en avait eu initialement l'intention; par ailleurs, la conception de ce bâtiment exclut toute possibilité d'agrandissement.

265. Le Comité note également avec regret qu'aucun progrès n'a été fait en ce qui concerne 11 des 21 projets de locaux communs qui lui avaient été auparavant signalés⁴³, comme étant à divers stades de négociation ou d'examen. Il reconnaît que, comme l'a indiqué le Secrétaire général, le montant de l'assistance financière et autre que les gouvernements hôtes sont en mesure de fournir déterminera le rythme auquel s'effectuera le regroupement des locaux, et il sait que ces gouvernements doivent choisir entre des projets concurrents lorsqu'il s'agit de répartir les ressources financières dont ils disposent. Le Comité consultatif s'en remet au Secrétaire général pour continuer à explorer toutes les possibilités d'amener les organismes des Nations Unies à utiliser les locaux et installations de la façon la plus rationnelle et la plus économique possible.

266. En examinant les crédits demandés au chapitre 9, le Comité consultatif a noté avec inquiétude l'accroissement constant des coûts des services contractuels, domaine qui échappe pratiquement au contrôle du Secrétaire général. Le Comité comprend que le Secrétaire général évalue constamment l'avantage financier qu'il y a à faire fournir des services par des entrepreneurs ou par des fonctionnaires et que, malgré des hausses récentes et prévues des prix des contrats, les services contractuels sont encore économiquement plus avantageux que l'emploi de personnel supplémentaire, sans compter qu'ils autorisent une souplesse plus grande.

⁴³ *Ibid.*, dix-neuvième session, Supplément n° 7 (A/5807) par. 223; *ibid.*, vingtième session, Annexes, point 82 de l'ordre du jour, document A/5859, par. 45 g et h.

267. Le Comité consultatif tient à prier à nouveau instamment tous les services de limiter au maximum les frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau, toutes dépenses qui se prêtent à un contrôle administratif strict.

268. Compte tenu des observations qui précèdent le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 9 un crédit de 4 100 000 dollars pour 1968, soit 46 800 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Le Comité se rend compte qu'il peut être difficile d'apporter une réduction sensible à l'article premier, aussi suggère-t-il que la réduction soit appliquée à l'article II et, plus particulièrement, à l'article III, où un contrôle administratif plus strict peut entraîner des économies.

Réduction recommandée

	Dollars
Chapitre 9. — Entretien, utilisation et location des locaux.....	46 800

CHAPITRE 10. — FRAIS GÉNÉRAUX

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	5 710 900
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	5 535 000
1966 (dépenses effectives).....	5 183 863
1967 (crédit ouvert).....	5 124 600

269. Les crédits demandés au présent chapitre sont destinés à couvrir le coût des fournitures et services de caractère général, ainsi que de la location et de l'entretien du matériel, à New York, à Genève, dans les centres d'information, au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et dans les commissions économiques régionales.

270. Le crédit demandé pour 1968 accuse une augmentation de 586 300 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et une augmentation de 527 037 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1966. Compte tenu d'un montant estimatif de 68 390 dollars représentant la hausse des salaires et des prix depuis le début de 1967, l'augmentation des dépenses par rapport au montant ajusté de 1966 est de 458 647 dollars. Le tableau 18 indique la ventilation du crédit demandé pour 1968 (5 710 900 dollars) entre le Siège et les autres bureaux et les chiffres correspondants pour 1966 et 1967.

Tableau 18

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

	Crédit demandé pour 1968 (1)	Crédit ouvert pour 1967 (2)	Dépenses de 1966 (3)	1966 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieurs) (4)	Augmentation entre 1966 (colonne 4) et 1968 (colonne 1) (5)
Dollars des Etats-Unis					
New York.....	4 140 200	3 720 700	3 828 179	3 866 579	273 621
Genève.....	624 000	580 000	536 162	562 662	61 338
Centres d'information.....	217 000	220 900	216 110	216 110	890

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968 (suite)

	Crédit demandé pour 1968 1	Crédit ouvert pour 1967 2	Dépenses de 1966 3	1966 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieurs) 4	Augmentation entre 1966 (colonne 4) et 1968 (colonne 1) 5
<i>Dollars des Etats-Unis</i>					
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth.....	9 800	9 300	7 228	7 228	2 572
Commission économique pour l'Afri- que.....	304 000	283 900	303 227	303 227	773
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	132 000	115 800	113 721	113 721	18 279
Commission économique pour l'Amé- rique latine.....	283 900	194 000	179 236	182 726	101 174
TOTAL, CHAPITRE 10	5 710 900	5 124 600	5 183 863	5 252 253	458 647

Tableau 19

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

Articles	Crédit demandé pour 1968	Crédit ouvert pour 1967	Dépenses de 1966
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Communications.....	1 648 000	1 471 600	1 543 255
II. — Location et entretien du matériel.....	987 900	881 000	798 200
III. — Fournitures et services d'information.....	1 333 000	1 284 000	1 299 378
IV. — Autres fournitures et services.....	272 500	244 500	248 955
V. — Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents.....	1 250 700	1 054 700	1 125 247
VI. — Livres, fournitures et services de bibliothèque.....	218 800	188 800	168 828
TOTAL, CHAPITRE 10	5 710 900	5 124 600	5 183 863

271. Le tableau 19 indique la ventilation des crédits par article et par exercice pour 1966, 1967 et 1968.

272. En examinant l'augmentation globale (586 300 dollars) du crédit demandé pour 1968 par rapport au crédit ouvert pour 1967, soit une augmentation de 458 647 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, le Comité consultatif a tenu compte de l'indication donnée par le Secrétaire général dans son analyse de l'état du budget de 1967 au 30 avril 1967, à savoir qu'un déficit de 260 000 dollars environ était prévu au titre du présent chapitre. Ce déficit est essentiellement attribuable à l'accroissement des besoins en fournitures pour la reproduction des documents, à l'augmentation des tarifs postaux, téléphoniques et télégraphiques, de la location et de l'entretien du matériel de bureau, ainsi que des frais d'assurance concernant les nouveaux locaux à Santiago.

273. Comme il ressort du tableau 18, les augmentations pour 1968 par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966 concernent le Siège (273 621 dollars), la Commission économique pour l'Amérique latine (101 174 dollars), les autres bureaux régionaux (21 624 dollars), Genève (61 338 dollars) et les centres d'information (890 dollars).

274. En ce qui concerne le Siège, l'augmentation des crédits demandés par le Secrétaire général se répartit ainsi, en chiffres ronds: a) 154 700 dollars à l'article II (Location et entretien du matériel), principalement en vue de couvrir l'augmentation des frais de location du matériel de traitement des données, augmentation essentiellement attribuable à l'installation de l'ordinateur 360/30, plus moderne; b) 96 800 dollars à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents), à la suite de l'accroissement des besoins en imprimés et en papier pour le traitement des données, ainsi qu'en fournitures pour la reproduction des documents; c) 34 100 dollars à l'article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque), en partie pour entreprendre un programme de travaux de reliure visant à éliminer les arriérés en trois ans et en partie pour couvrir la hausse des prix des livres et des abonnements; ces augmentations sont partiellement compensées par une diminution des dépenses envisagées à l'article premier (Communications — 4 100 dollars) et à l'article VI (Autres fournitures et services — 13 100 dollars).

275. Dans le cas de l'Office de Genève, l'augmentation globale de 61 300 dollars environ concerne tous les articles du présent chapitre, y compris

6 900 dollars à l'article premier (Communications), montant correspondant principalement au relèvement des tarifs d'abonnement téléphonique et à la multiplication des communications téléphoniques régionales, par suite du nombre accru de conférences pour lesquelles les services doivent être fournis par l'Office de Genève, ainsi qu'à des augmentations prévues des taux de fret et d'assurance; 12 000 dollars à l'article II (Location et entretien du matériel), montant correspondant en partie à la location de matériel de traitement électronique des données et en partie à l'accroissement des besoins en matériel de bureau supplémentaire; 17 700 dollars à l'article IV (Autres fournitures et services), montant correspondant dans une large mesure à l'accroissement de la part du coût du Service médical commun qui est à la charge de l'ONU; 18 200 dollars à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents); 6 500 dollars à l'article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque), montant imputable à la hausse des prix des livres et des abonnements ainsi qu'à l'intensification des activités à Genève.

276. Le montant du crédit demandé pour les centres d'information accuse une augmentation nette de 890 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, mais est inférieur de 3 900 dollars au crédit ouvert pour 1967.

277. Le crédit demandé pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth accuse une augmentation nette, pour tous les articles, de 2 600 dollars environ par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, mais d'environ 500 dollars seulement par rapport au crédit ouvert pour 1967.

278. A la CEPAL, l'augmentation de 101 200 dollars du crédit demandé pour 1968 est imputable à: a) l'accroissement considérable des dépenses (77 800 dollars) au titre de l'article premier (Communications), dû en grande partie à l'augmentation du coût des services téléphoniques dans le nouveau bâtiment du siège, dont presque le tiers (30 400 dollars) sera remboursé par l'Institut latino-américain et inscrit au chapitre 3 des recettes; b) 9 100 dollars à l'article IV (Autres fournitures et services), montant qui représente le coût de l'assurance générale couvrant le nouveau bâtiment, et dont une fraction est remboursable par l'Institut latino-américain; c) 11 800 dollars à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents), montant comprenant une somme de 6 000 dollars destinée à la reproduction, par les soins du Secrétariat, du bulletin statistique précédemment imputé sur le programme des publications au chapitre 11.

279. A la CEAEO, l'augmentation nette de près de 18 300 dollars est attribuable surtout à l'augmentation du temps d'ordinateur nécessaire pour le traitement des données statistiques et pour les opérations comptables à l'article II (Location et entretien du matériel). Sur le solde, un montant de 2 700 dollars concerne l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents) et un montant de 30 000 dollars concerne l'article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque).

280. A la CEA, l'augmentation nette de 770 dollars correspond à des dépenses supplémentaires de près de 7 400 dollars à l'article II (Location

et entretien du matériel); 9 500 dollars à l'article IV (Autres fournitures et services); 3 800 dollars à l'article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque), augmentation compensée par des diminutions de 15 300 dollars à l'article premier (Communications) et de 4 600 dollars à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents).

281. Le Comité consultatif reconnaît que l'accroissement des dépenses inscrites au présent chapitre résulte, en partie, de la hausse des prix et de l'expansion des activités au Siège, dans les bureaux régionaux et dans les centres d'information il se doit néanmoins d'exprimer son inquiétude devant l'accroissement continu des dépenses d'une année à l'autre. Il doit donc de nouveau demander que le Secrétariat fasse preuve de modération et s'efforce tout particulièrement d'établir, de maintenir et de renforcer des contrôles efficaces au Siège et dans les autres bureaux.

282. Sur l'augmentation d'environ 105 000 dollars enregistrée à l'article premier (Communications) par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, un montant d'environ 76 000 dollars correspond à l'accroissement du coût des services téléphoniques dans les nouveaux locaux de la CEPAL. Devant cette augmentation importante, le Comité espère que l'on s'efforcera de négocier avec les autorités chiliennes afin d'obtenir des tarifs spéciaux pour ces services à Santiago.

283. Le Comité consultatif estime qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts afin de faire en sorte que l'utilisation du télégraphe, des communications téléphoniques régionales, de la valise diplomatique et des envois par fret aérien soit limitée uniquement à des cas exceptionnels. Des mesures énergiques dans ce sens, qui feraient comprendre aux fonctionnaires de tous les services la nécessité d'apporter des restrictions dans ces domaines, pourraient apporter des réductions sensibles. Le Comité consultatif estime également que l'on peut réaliser des économies sur le coût des communications du Service de l'information et recommande en conséquence une réduction de 15 000 dollars à l'article premier.

284. Le crédit de 987 900 dollars demandé pour la location et l'entretien du matériel (article II) accuse une augmentation de 106 900 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 189 700 dollars par rapport aux dépenses de 1966. La plus grande partie de cette augmentation porte sur la location de matériel plus moderne de traitement des données pour le Centre international de calcul électronique (un ordinateur 360/30 remplacera en août 1967 l'ordinateur 1401 dont les applications sont plus limitées). Comme suite à la demande qu'il avait formulée au paragraphe 240 de son rapport sur le projet de budget pour 1967⁴⁴, le Comité a reçu des renseignements supplémentaires sur l'ensemble des incidences financières des activités du Centre. Les coûts directement liés aux activités du Centre sont estimés au total à 1 192 800 dollars; ce chiffre comprend le coût des postes permanents, du personnel temporaire, des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (431 800 dollars), inscrit au chapitre 3, ainsi que celui de la location du matériel

⁴⁴ *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307).

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

de traitement des données (661 000 dollars) et des imprimés et fournitures pour le traitement des données (100 000 dollars), inscrit au chapitre 10.

285. Le Comité s'inquiète de l'ampleur de ces dépenses et du fait que les crédits demandés pour les activités du Centre international de calcul électronique n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. Il suggère que le Secrétaire général exerce un contrôle rigoureux sur les activités et les besoins financiers du Centre. Le Comité croit savoir que d'autres modifications seront apportées au matériel au cours de 1967. Il exprime donc l'espoir que lorsque le Centre fonctionnera à plein rendement, le Secrétaire général présentera un rapport circonstancié sur les activités du Centre et sur l'ensemble de leurs incidences financières, en indiquant également dans quelle mesure les économies initialement prévues ont été réalisées. En dernier lieu, le Comité tient à souligner que les dépenses inscrites pour le Centre au chapitre 10 indiquent des besoins considérables en personnel. Il suggère qu'à l'avenir, ces renseignements figurent sous forme de note en bas de page dans le chapitre 3.

286. Le crédit de 1 333 000 dollars demandé pour les fournitures et services d'information (article III) accuse une augmentation de 49 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967. Par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, l'augmentation s'élève à 5 200 dollars environ. Les recettes provenant de la télévision et de services analogues, estimées à 350 000 dollars pour 1968, représentent une légère diminution par rapport au crédit ouvert pour 1967 (353 300 dollars). Le Comité consultatif fait part de ses observations sur cette rubrique dans son analyse du chapitre 3 des prévisions de recettes (par. 427).

287. L'augmentation de 5 200 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966 est uniquement imputable aux augmentations des salaires contractuels et des avantages sociaux supplémentaires des techniciens des télécommunications, ainsi qu'à une augmentation du coût des travaux d'imprimerie. Ces augmentations ont été contenues grâce à des ajustements des coûts des services de radio. Le tableau ci-après indique comment cette augmentation de 5 222 dollars se répartit entre les différents postes inscrits dans cette rubrique:

	Dollars
a) Fournitures et services pour les télécommunications.....	11 994
b) Fournitures et services de cinéma et de photographie.....	4 008
c) Services de télévision.....	(731)
d) Services de radio.....	(16 645)
e) Services de publications.....	6 596
MONTANT TOTAL DE L'AUGMENTATION	5 222

288. Les dépenses inscrites à l'article III se prêtent à un contrôle administratif rigoureux de la part du Secrétaire général, qui devrait notamment réévaluer les besoins afin de pouvoir maintenir les dépenses à un montant minimum. Le Comité reconnaît que le coût des services et des fournitures doit augmenter en 1968; il est toutefois convaincu qu'un réexamen des activités entraînera des économies. Il recommande donc au titre du présent article une réduction totale de 38 000 dollars, dont un montant

de 30 000 dollars pourrait être appliqué aux rubriques i)-iv).

289. Le crédit de 272 500 dollars demandé pour les autres fournitures et services (article IV) représente une augmentation de 28 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et d'environ 23 500 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966. Le crédit demandé pour le Siège accuse une diminution de 13 143 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966, mais ne tient pas compte de la perte au change. Les dépenses au titre de cette dernière rubrique s'élèveraient en 1966 à 13 463 dollars. Le Comité recommande que les efforts soient poursuivis afin de maintenir au même niveau, et, si possible, de réduire les dépenses au titre du présent article.

290. Le crédit de 1 250 700 dollars demandé à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents) accuse une augmentation de 196 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 125 453 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966. Sur l'augmentation enregistrée au Siège (96 800 dollars), un montant de 52 000 dollars environ est imputable à l'accroissement des besoins en imprimés, en bandes magnétiques et en papier pour le Centre international de calcul électronique; à la suite de l'accroissement du programme de documentation, un montant supplémentaire de 33 400 dollars environ a été demandé pour acheter du papier destiné à la reproduction des documents.

291. Le crédit de 218 800 dollars demandé à l'article VI (Livres, fournitures et services des bibliothèques) représente une augmentation de 30 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de près de 50 000 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1966. Une grande partie de cette augmentation concerne la bibliothèque du Siège. Comme il l'a déjà fait les années passées, le Comité recommande que la bibliothèque s'efforce d'obtenir des exemplaires gratuits de publications et de documents, ce qui permettrait de réaliser des économies.

292. Le Comité consultatif est convaincu que le Secrétaire général continuera d'appliquer un contrôle rigoureux sur les dépenses inscrites au présent chapitre. Il recommande d'ouvrir au chapitre 10 un crédit de 5 535 000 dollars, soit une réduction de 175 000 dollars, sur laquelle un montant de 38 000 dollars devrait être appliqué à l'article III.

Réduction recommandée:

Chapitre 10. — Frais généraux:

	Dollars
Article III.....	38 000
Reste du chapitre.....	137 900
	175 900

CHAPITRE II. — IMPRIMERIE

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 688 300
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	1 600 000
1966 (dépenses effectives).....	1 671 770
1967 (crédit ouvert).....	1 835 900

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

293. Le crédit demandé au chapitre 11 doit permettre de couvrir les dépenses relatives aux travaux contractuels d'imprimerie, sauf en ce qui concerne les réunions et conférences spéciales (chapitre 2), les documents d'information autres que les livres et les périodiques (chapitre 10), les missions spéciales (chapitre 16), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 17), la Cour internationale de Justice (chapitre 18), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chapitre 19) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (chapitre 20).

294. A la différence des années précédentes, les frais d'impression d'exemplaires supplémentaires de publications destinés à la vente, qui figuraient au chapitre 11, sont désormais déduits des recettes inscrites à l'article II du chapitre 4 des recettes. Leur montant a été estimé à 196 000 dollars.

295. Comme l'indique le tableau 20 ci-dessous, une partie importante des travaux prévus dans le programme de publications sera effectuée dans les ateliers du Secrétariat, ce qui doit permettre de réaliser des économies sur le montant des dépenses contractuelles d'imprimerie.

Tableau 20

IMPRIMERIE: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
<i>Dollars des Etats-Unis</i>				
I. — Documents officiels	1 057 700	1 042 700	983 908	15 000
II. — Publications périodiques	725 100			
Coût des exemplaires supplémentaires destinés à la vente*	156 600			
	881 700	831 600	786 496	50 100
III. — Études et rapports	184 500			
Coût des exemplaires supplémentaires destinés à la vente*	39 400			
	223 900	218 100	161 684	5 800
IV. — Service de l'information	112 600	108 500	99 770	4 100
V. — Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants	26 200	19 000	22 466	7 200
VI. — Autres travaux contractuels d'imprimerie	82 200	81 000	86 173	1 200
TOTAL, ARTICLES I À VI	2 384 300	2 300 900	2 140 497	83 400
VII. — A déduire:				
Économies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat	(500 000)	(465 000)	(468 727)	(35 000)
TOTAL	1 884 300	1 835 900	1 671 770	48 400
A déduire:				
Dépenses imputées sur les recettes (article II du chapitre 4 des recettes)	196 000	—	—	(196 000)
	1 688 300	1 835 900	1 671 770	(147 600)

* Imputé sur les recettes (article II du chapitre 4 des recettes).

296. Le montant net du crédit demandé pour 1968 accuse une diminution de 147 600 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967; toutefois, si l'on ajoute au crédit demandé pour 1968 le montant de 196 000 dollars à déduire, pour 1968, du chapitre 4 des recettes (voir paragraphe 294 ci-dessus), on verra que les prévisions de dépenses pour 1968 sont de 48 400 dollars supérieures au crédit correspondant ouvert pour 1967.

297. Le Secrétaire général attribue cette augmentation à la hausse continue du coût de la main-d'œuvre et des fournitures (qui a déjà provoqué une augmentation des coûts unitaires de 6 p. 100 environ par rapport au niveau de 1966) ainsi qu'aux demandes croissantes des gouvernements, notamment en ce qui concerne les publications statistiques dans les principaux domaines économiques et sociaux.

298. Le crédit de 1 057 700 dollars demandé à l'article premier (Documents officiels) représente près de 63 p. 100 du montant total du crédit demandé au chapitre 11. Le Comité consultatif note que le crédit demandé pour 1968 accuse une augmentation de 15 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967. Le Comité a été heureux d'apprendre que le Comité des publications étudie les moyens de réduire les frais d'impression des suppléments et des annexes, et il espère que cette étude permettra des économies à l'article premier.

299. En ce qui concerne l'article II (Publications périodiques), le Comité consultatif croit savoir que le coût brut du programme de publications, y compris le coût estimatif des exemplaires supplémentaires destinés à la vente (156 600 dollars), s'élèvera à 881 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 50 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967. Cela tient à ce que le crédit brut demandé pour le Service juridique (50 450 dollars) dépasse de près de 40 p. 100 le montant correspondant de 1967. Cette augmentation est due au fait que le coût d'impression des volumes du *Recueil des traités* avait été sous-estimé dans le projet de budget pour 1966, et que certaines des publications périodiques du Service juridique qui paraissent à des intervalles irréguliers doivent paraître en 1968. Le montant brut du crédit demandé pour les publications périodiques sur les questions économiques et sociales reste à peu près le même qu'en 1967, l'augmentation du crédit demandé pour le Département des affaires économiques et sociales (19 000 dollars) étant compensée par des réductions sous d'autres rubriques: Commission économique pour l'Afrique (14 550 dollars), Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (4 120 dollars) et Commission économique pour l'Europe (1 700 dollars). Le Comité consultatif note que plusieurs des publications prévues pour 1968 étaient inscrites au projet de budget pour 1967 pour un coût inférieur. Il espère que le Secrétaire général trouvera le moyen de réaliser des économies à l'article II.

300. Le crédit demandé à l'article IV (Service de l'information) s'élève à 112 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 4 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 12 830 dollars par rapport aux dépenses de 1966. Compte tenu de la nécessité de réduire les dépenses du Service de l'information, conformément aux directives de l'Assemblée générale, le Comité consultatif recommande une réduction de 7 800 dollars sur le crédit demandé à cet article, réduction qui doit porter sur le coût de la Chronique mensuelle de l'ONU.

301. Les travaux d'imprimerie effectués par les ateliers du Secrétariat doivent être proportionnellement plus importants que les années précédentes. Le Comité estime que, grâce aux efforts du Comité des publications et du Service des conférences, les économies réalisées grâce à l'utilisation des ateliers du Secrétariat permettront de porter de 50 000 dollars à 550 000 dollars le montant à déduire à l'article VII.

302. En analysant le chapitre 11 dans son ensemble, le Comité consultatif a estimé qu'étant donné la hausse des coûts unitaires des travaux contractuels d'imprimerie — qui échappe, en grande partie, au contrôle du Secrétaire général — il fallait chercher à limiter les dépenses d'imprimerie par les moyens suivants:

a) Rechercher constamment, et selon les critères les plus stricts, dans quelle mesure le grand nombre de publications qui paraissent sous les auspices de l'ONU correspond aux besoins; les organes délibérants compétents devraient être encouragés à prendre une part active à cette évaluation;

b) Réduire les frais d'impression des documents officiels en publiant des comptes rendus analytiques plus succincts ou en les supprimant, lorsque les travaux de l'organe intéressé ne doivent pas en souffrir;

c) Améliorer les procédures de rédaction de manière à réduire le volume de la documentation de l'ONU;

d) Utiliser au maximum les possibilités offertes par les ateliers du Secrétariat et les techniques modernes telles que le procédé « offset ».

Le Comité consultatif espère que le Comité des publications continuera à étudier ces questions. Il le félicite d'avoir fait un premier pas dans cette voie avec l'étude préliminaire qu'il a entreprise en application de la résolution 2247 (XXI) de l'Assemblée générale.

303. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1967⁴⁵ le Comité consultatif insistait pour que, sous réserve de respecter la règle fondamentale de l'achat au meilleur prix, des efforts accrus soient déployés en vue de répartir les contrats d'imprimerie sur une base géographique plus large, en tenant tout particulièrement compte des possibilités offertes par les pays en voie de développement. Le Comité a signalé à cet égard le rôle utile que pourraient jouer les imprimeries nationales. Il note qu'en 1968, 60 p. 100 environ du montant total des dépenses d'imprimerie seront engagées ailleurs qu'à New York et que le Secrétaire général poursuit ses efforts pour répartir les contrats d'imprimerie sur la base géographique la plus large possible et aux prix les plus avantageux.

304. Enfin, le Comité voudrait ajouter que, compte tenu de l'expérience passée, il est peu probable que toutes les publications inscrites dans le projet de budget pour 1968 puissent être publiées cette année-là, et que toutes les réunions sur lesquelles se fondent les demandes de crédit pour les documents officiels aient lieu en fait; à propos des réunions, le Comité consultatif sait qu'une étude du plan des conférences pour 1968 sera effectuée par le Comité des conférences créé par la résolution 2239 (XXI) de l'Assemblée générale.

305. Pour ces raisons, le Comité consultatif recommande d'ouvrir, au chapitre 11, un crédit de 1 600 000 dollars, soit 88 300 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées

Chapitre 11. — Imprimerie:

	Dollars des Etats-Unis
Article I. — Documents officiels	30 500
Article II. — Publications périodiques	
Article VI. — Service de l'information	7 800
Article VII. — Économies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat: déduction supplémentaire	50 000
	88 300

⁴⁵ *Ibid.*, par. 261.

Titre IV. — Dépenses spéciales**CHAPITRE 12. — DÉPENSES SPÉCIALES**

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	9 097 600
Crédit recommandé par le Comité consultatif	9 031 800
1966 (dépenses effectives)	8 960 519
1967 (crédit ouvert)	9 134 200

306. Le présent chapitre comprend quatre nouveaux articles dont un (l'article X) représente des dépenses qui étaient antérieurement imputées sur les chapitres 1, 3 et 5. On trouvera au tableau 21, ci-après, la ventilation des crédits par article ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1967.

Tableau 21

<i>Articles</i>	<i>1968 Crédits demandés</i>	<i>1967 Crédits ouverts</i>	<i>1966 Dépenses</i>
	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
I. — Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	125 500	115 600	63 418
II. — École internationale des Nations Unies, New York	Pour mémoire	48 900	57 000
III. — École internationale, Genève	30 000	30 000	—
IV. — Programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain	Pour mémoire	30 000	7 699
V. — Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	8 651 000	8 717 500	8 662 218
VI. — Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal	Pour mémoire	70 000	58 705
VII. — Programme « triangulaire » de bourses de perfectionnement (Service de l'information)	19 500	19 500	18 870
VIII. — Programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international	54 000	66 300	—
IX. — Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses relatives au corps commun d'inspection	150 000	—	—
X. — Participation de l'Organisation des Nations Unies au coût des activités de coordination administrative financée en commun	55 000	36 400	51 300
XI. — Prix destinés à récompenser des services éminents rendus à la cause des droits de l'homme	12 600	—	—
— Assistance en cas de catastrophe naturelle (résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1965)	—	—	41 309
TOTAL, CHAPITRE 12	9 097 600	9 134 200^a	8 960 519^b

^a Y compris, à l'article premier, un crédit de 25 600 dollars qui, en 1967, était ouvert à l'ancien chapitre 17 (Service mobile de l'Organisation des Nations Unies), et à l'article X un crédit de 36 400 dollars, destiné à couvrir la participation de l'ONU aux activités de coordination administratives financées en commun, qui était antérieurement imputée sur les chapitres 1^{er}, 3 et 5 respectivement.

^b Y compris, à l'article premier, un crédit de 26 917 dollars qui, en 1966, était ouvert à l'ancien chapitre 17 (Service mobile de l'Organisation des Nations Unies), et à l'article X un crédit de 51 300 dollars, destiné à couvrir la participation de l'ONU aux activités de coordination administrative financée en commun, qui était antérieurement imputée sur les chapitres 1^{er}, 3 et 5 respectivement.

307. Le Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée au titre duquel un crédit est demandé à l'article premier, a été créé et est entretenu conformément aux dispositions de la résolution 977 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955. Le terrain sur lequel est situé le Cimetière a été concédé à perpétuité à l'Organisation des Nations Unies en vertu d'un accord, entré en vigueur le 11 décembre 1959 et dont le texte a été communiqué à l'Assemblée générale (A/4330).

308. Le crédit demandé pour 1968 à l'article premier comprend pour la première fois une somme destinée à couvrir les traitements et dépenses communes de personnel concernant les agents de sécurité et le personnel auxiliaire qui étaient antérieurement inscrits au chapitre 17. Les crédits ouverts à ce titre en 1967 s'élevaient à 25 600 dollars, et les dépenses de 1966 à 26 917 dollars. Le crédit de 125 500 dollars demandé pour 1968 est supérieur de 9 900 dollars au montant ajusté du crédit ouvert pour 1967 et de 62 082 dollars au montant ajusté des dépenses de 1966.

309. Comme le Comité consultatif l'a noté dans son rapport sur le projet de budget pour 1967 ⁴⁶, l'augmentation enregistrée en 1967 par rapport à 1966, était imputable à la construction au Cimetière d'un petit bâtiment administratif et d'un bâtiment pour la machinerie et l'entreposage. Le crédit demandé pour 1968 comprend un montant de 56 000 dollars pour la construction d'un troisième et dernier bâtiment destiné à abriter des objets d'intérêt historique, dépense qui avait déjà été envisagée dans le projet de budget pour 1967. Le comité consultatif ne voit pas d'objection à ce que l'on commence à construire le bâtiment destiné à abriter des objets d'intérêt historique, à condition que les dépenses prévues (56 000 dollars) ne soient pas dépassées.

310. On a fait figurer à l'article II, pour mémoire, un crédit pour l'École internationale des Nations Unies à New York pour le cas où l'Assemblée générale déciderait, à sa vingt-deuxième session, de contribuer aux dépenses d'exploitation de l'École. On sait que, l'Assemblée générale a décidé par sa résolution 2176 (XXI) du 9 décembre 1966, de verser une somme de 48 900 dollars en 1967 pour résorber le déficit d'exploitation prévu pour l'année scolaire 1966-1967. Le Secrétaire général indique qu'il présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, un rapport distinct sur la position financière de l'École et sur les progrès réalisés en ce qui concerne les contributions versées au Fonds de développement de l'École et la construction de locaux permanents ⁴⁷.

311. A propos de l'article III, le Comité consultatif tient à rappeler que lorsqu'il a formulé des observations ⁴⁸ sur la demande du Secrétaire général tendant à ce qu'un crédit de 30 000 dollars soit prévu dans le projet de budget pour 1967 pour aider l'École internationale de Genève, le Comité, tout en se déclarant favorable à la proposition du Secrétaire général, a exprimé l'espoir que le rapport que ce dernier avait l'intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, indiquerait plus clairement le montant total des contributions escomptées surtout de la part des organisations internationales ayant leur siège à Genève. Le Comité consultatif recommande d'inscrire un crédit pour mémoire à l'article III du projet du budget pour 1968 en attendant que le Secrétaire général ait présenté son rapport.

312. En ce qui concerne les article IV et VI (programmes spéciaux de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain et des territoires administrés par le Portugal) des crédits ont été inscrits, pour mémoire seulement, au chapitre 12 en attendant que l'Assemblée générale prenne une décision sur l'avenir de ces programmes. L'Assemblée sera saisie, à sa vingt-deuxième session, d'un rapport que le Secrétaire général doit lui présenter conformément à la résolution 2235 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1966. A ce que croit comprendre le Comité, le Secrétaire général suggérera que le meilleur moyen de financer ces deux programmes et le programme d'enseignement et de formation

pour les Sud-Africains institué en vertu de la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité en date du 18 juin 1964, serait peut-être de constituer un fonds d'affectation spéciale commun qui serait alimenté par des contributions volontaires. En attendant, un crédit est prévu aux chapitre 3 et 4 pour couvrir les dépenses administratives relatives au programme unique.

313. Le crédit demandé à l'article V (Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies) doit permettre de couvrir, le 15 janvier 1968, le service des intérêts — au taux de 2 p. 100 par an — afférents aux obligations émises par l'ONU en application de la résolution 1739 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1961, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 1878 (S-IV) du 27 juin 1963 et 1989 (XVIII) du 17 décembre 1963, ainsi que le remboursement de l'annuité du principal venant à échéance à cette date.

314. A l'article VII, au titre du Programme « triangulaire » de bourses de perfectionnement du Service de l'information, il est prévu pour 1968 un crédit de 19 500 dollars qui ne représente aucun changement par rapport à 1967. Ce crédit doit permettre de couvrir les frais de voyage et les indemnités de subsistance qu'entraînera un cycle d'études de quatre semaines qui réunira au Siège douze à quinze personnes s'occupant activement de la radio scolaire dans les pays en voie de développement de langue anglaise. Le Comité consultatif a eu l'occasion de discuter du programme avec les représentants du Secrétaire général et a reçu l'assurance que le Service de l'information le considère comme un élément intéressant de ses activités. Le Comité consultatif croit néanmoins que le Secrétaire général devrait continuer à suivre de près ce programme pour en mesurer l'utilité.

315. A l'article VIII, un crédit de 54 000 dollars est inscrit pour le Programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, institué en vertu de la résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1965 et reconduit en vertu de la résolution 2204 (XXI) du 16 décembre 1966. Le crédit demandé correspond au coût de 15 bourses de perfectionnement qui seront accordées à des candidats originaires de pays en voie de développement ⁴⁹. Étant donné que les dépenses prévues à cet article ont un caractère nécessairement hypothétique, le Comité consultatif recommande de les réduire de 4 000 dollars.

316. A l'article IX, un crédit de 150 000 dollars est prévu pour couvrir le coût de la participation de l'Organisation des Nations Unies au corps commun d'inspection qui doit être créé conformément à une recommandation du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies des institutions spécialisées ⁵⁰ que l'Assemblée générale a approuvée par sa résolution 2150 (XXI) du 4 novembre 1966.

⁴⁶ *Ibid.*, par. 266 à 268.

⁴⁷ Ce rapport complètera le document A/6671 dans lequel le Secrétaire général décrit les nouvelles propositions faites par la Fondation Ford en vue du transfert de l'École dans de nouveaux locaux.

⁴⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7* (A/6307), par. 270 et 271.

⁴⁹ Une somme de 2 800 dollars qui doit permettre de couvrir les dépenses relatives à l'expédition de 22 publications juridiques des Nations Unies à des institutions des pays en voie de développement, est inscrite au chapitre 10, et le coût des travaux de secrétariat qui seront effectués par le Service juridique (estimé à 5 000 dollars) a été inscrit au chapitre 3.

⁵⁰ A/6343, par. 67B.

317. On propose que ce corps, qui devra être installé à Genève, soit créé pour une durée initiale de quatre ans. Il sera administrativement rattaché au Secrétaire général en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'ONU et en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC). Le CAC pense que le corps commencera d'exercer ses fonctions le 1^{er} janvier 1968 au plus tard. L'ONU et les institutions spécialisées ont convenu, par l'intermédiaire du CAC, de répartir les dépenses afférentes à ce service entre les organisations participantes proportionnellement au montant total de leurs dépenses imputées sur les fonds de toutes provenances durant l'exercice précédent.

318. Le CAC pense que les dépenses relatives à une année complète d'activité seront de l'ordre de 350 000 dollars dont environ 250 000 dollars pour les traitements et les dépenses communes de personnel et 48 000 dollars pour les frais de voyage des inspecteurs en mission, le solde représentant des achats de mobilier et de matériel et d'autres frais généraux.

319. Étant donné le caractère hypothétique des prévisions de dépenses présentées à l'article IX, le Comité consultatif recommande de réduire de 25 000 dollars le crédit demandé par le Secrétaire général.

320. Un crédit de 55 000 dollars à l'article X est prévu pour couvrir le coût estimatif pour l'ONU des activités de coordination administrative et financière qui sont financées en commun par l'ONU et les autres organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies en matière de traitements, d'indemnités et autres conditions d'emploi⁵¹. Les dépenses prévues à cet article comprennent les traitements, les dépenses communes de personnel, les frais de voyage du personnel en mission, des membres des secrétariats, du Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI), du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), les frais de voyage et les indemnités de subsistance des membres du CCFPI et du Comité d'experts pour les ajustements ainsi que le coût du personnel temporaire assurant les services de conférence en cas de besoin, des consultants et du programme d'enquêtes sur le coût de la vie. Les années précédentes, la part du coût de ces activités revenant à l'ONU avait été inscrite aux chapitres premier, 3 et 5 respectivement. Le Comité consultatif croit comprendre que l'augmentation accusée par ce poste par comparaison aux crédits ouverts en 1967 est imputable à la décision du CCQA de maintenir en poste les consultants chargés d'étudier la classification des postes.

321. Un crédit de 12 600 dollars est demandé à l'article XI pour donner suite à la décision que l'Assemblée générale a prise par sa résolution 2217 A (XXI) du 19 décembre 1966, d'attribuer en 1968 un ou plusieurs prix (cinq au plus), représentés par des plaques de métal, pour récompenser, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, par la suite, tous les cinq ans, des services éminents rendus à la cause des droits de l'homme.

322. Les crédits demandés doivent permettre de couvrir la conception et la fabrication des prix

(1 000 dollars), les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des lauréats pour leur permettre d'assister à la cérémonie de remise des prix au Siège (4 800 dollars) ainsi que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité de sélection qui doit, conformément à la recommandation C annexée à la résolution 2217 A (XXI) de l'Assemblée générale, être composé du Président de l'Assemblée générale, du Président du Conseil économique et social, du Président de la Commission des droits de l'homme, de la Présidente de la Commission des droits de la femme et du Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

323. Le Comité consultatif pense que l'on peut faire coïncider la session du Comité de sélection avec d'autres activités de l'ONU (par exemple la vingt-troisième session de l'Assemblée générale) de façon que les membres du Comité de sélection n'aient pas à venir spécialement à New York. Il recommande en conséquence de supprimer le crédit de 6 800 dollars destiné à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité de sélection.

324. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 12 un crédit de 9 031 800 dollars, soit 65 800 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

Chapitre 12. — Dépenses spéciales:

	Dollars
Article III. — École internationale, Genève....	30 000
Article VIII. — Programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international.....	4 000
Article IX. — Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses relatives au corps commun d'inspection.....	25 000
Article XI. — Prix destinés à récompenser des services éminents rendus à la cause des droits de l'homme.....	6 800
TOTAL	65 800

Titre V. — Programmes techniques

CHAPITRES 13, 14 et 15 PROGRAMMES TECHNIQUES

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	6 400 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	6 400 000
1966 (Dépenses effectives).....	6 370 024
1967 (Crédit ouvert).....	6 400 000

325. Le crédit demandé au titre V doit permettre de financer celles des opérations d'assistance technique de l'ONU dont le coût est imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation. Ces opérations peuvent se répartir en trois catégories principales:

I. — Développement économique, développement social et administration publique (chapitre 13):

- Assistance technique concernant le développement économique, telle que l'Assemblée générale l'a envisagée dans ses résolutions 200 (III) du 4 décembre 1948 et 304 (IV) du 16 novembre 1949;

⁵¹ ONU, OIT, FAO, UNESCO, OMS, OACI, UPU, UIT, OMM, OMCI, AIEA, CIOIC/GATT.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

- b) Assistance technique concernant différents aspects du développement social telle que l'Assemblée générale l'a envisagée dans ses résolutions 418 (V) du 1^{er} décembre 1950, 537 (VI) du 2 février 1952, 1042 (XI) du 21 février 1957, et 1838 (XVII) du 18 décembre 1962;
- c) Services consultatifs, consultations, formation et recherche en matière d'administration publique, telle que l'Assemblée générale les a envisagés dans ses résolutions 518 (VI) du 12 janvier 1952, 723 (VIII) du 23 octobre 1953, et 1024 (XI) du 21 décembre 1956;
- d) Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration conformément à la résolution 1530 (XV) du 15 décembre 1960;

II. — *Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme* (chapitre 14).

III. — *Contrôle des stupéfiants* (chapitre 15).

326. Le crédit demandé provisoirement pour l'ensemble du titre V (6,4 millions de dollars) est proposé par le Secrétaire général conformément à la résolution 1120 (XLI) du Conseil économique et social, en date du 18 juillet 1966, dans laquelle le Conseil approuvait une recommandation formulée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa

deuxième session, en juin 1966, visant à inscrire au titre V un chiffre provisoire de 6,4 millions de dollars comme objectif pour élaborer le programme de 1968. Le Conseil d'administration du PNUD doit examiner à sa quatrième session, en juin 1967, les propositions du Secrétaire général relatives au programme pour 1968. Les chiffres définitifs, répartis entre les différents chapitres du titre V, seront présentés par le Secrétaire général une fois qu'il aura reçu les recommandations du Conseil d'administration du PNUD et du Conseil économique et social (formulées à la quarante-troisième session de ce dernier) quant au niveau et à l'utilisation des ressources du programme ordinaire pour 1968.

327. Le crédit provisoirement demandé par le Secrétaire général pour le programme ordinaire d'assistance technique pour 1968 peut être réparti entre deux éléments: a) les projets par pays, d'un montant de 3 351 200 dollars; et b) les projets régionaux et interrégionaux, d'un montant de 3 048 800 dollars. Les projets par pays et les projets régionaux s'élèvent au total à 5 394 000 dollars; sur ce montant, l'Afrique absorbe 2 501 400 dollars, l'Amérique 904 100 dollars, l'Asie et l'Extrême-Orient 1 429 300 dollars, l'Europe 182 900 dollars et le Moyen-Orient 376 300 dollars.

328. La ventilation entre les principaux domaines d'activité des dépenses effectives inscrites au titre V pour la période allant de 1960 à 1966 figure au tableau 22 ci-dessous:

Tableau 22

PROGRAMME ORDINAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE: VENTILATION DES DÉPENSES ENTRE LES PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE 1960-1966

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<i>Dollars des États-Unis</i>							
Développement économique.....	480 000	1 125 000	2 071 542	2 092 381	6 153 674	3 108 598	3 103 088
Activités sociales.....	1 200 000	1 375 000	2 097 887	2 101 571		1 951 698	1 956 378
Administration publique.....	509 644	875 000	1 640 176	1 867 764		1 083 310	1 045 313
Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.....	99 790	79 836	125 699	178 684	177 315	176 881	198 483
Contrôle des stupéfiants.....	49 188	73 696	67 979	57 866	68 829	72 808	66 762
	2 338 622	3 528 532	6 003 283	6 298 266	6 399 818	6 393 295	6 370 024

329. Le tableau 23 permet de comparer les dépenses de 1966, celles qui étaient prévues dans les programmes initiaux approuvés pour 1967 et celles qui sont prévues dans le programme proposé pour

1968, ventilées entre les principaux domaines d'activité, et fait apparaître séparément les dépenses relatives au développement industriel:

Tableau 23

PROGRAMMES ORDINAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE, PRÉSENTÉS PAR ORDRE DE PRIORITÉ

Chapitres	Domaines d'activité	Programme proposé pour 1968	Programme initial pour 1967 tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD	Programme pour 1966 (dépenses)
<i>Dollars des États-Unis</i>				
13.	Développement économique			
i)	Développement industriel.....	991 400	1 053 000	887 878
ii)	Autres domaines économiques.....	2 569 500	2 396 600	2 215 210
		3 560 900	3 449 600	3 103 088

Tableau 23

PROGRAMMES ORDINAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE,
PRÉSENTÉS PAR ORDRE DE PRIORITÉ (suite)

Chapitres	Domaines d'activité	Programme proposé pour 1968	Programme initial pour 1967 tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD	Programme pour 1966 (dépenses)
Dollars des États-Unis				
	Développement social.....	1 669 800	1 818 200	1 956 378
	Administration publique.....	874 300	837 200	1 045 313
	TOTAL PARTIEL	6 105 000	6 105 000	6 104 779
14.	Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.....	220 000	220 000	198 483
15.	Contrôle des stupéfiants.....	75 000	75 000	66 762
	TOTAL	6 400 000	6 400 000	6 370 024

330. Bien que la répartition des crédits ouverts au titre V soit une question pour laquelle les recommandations à l'Assemblée générale doivent émaner du Conseil économique et social, de ses organes subsidiaires compétents et du Conseil d'administration du PNUD, le Comité a toujours fait observer que le montant des crédits à ouvrir au titre V dépendait des décisions de principe prises par l'Assemblée générale en fonction de considérations budgétaires générales.

331. En outre, lorsque l'Assemblée générale a adopté le 23 novembre 1962 la résolution 1768 (XVII) sur les programmes d'assistance technique financés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle elle décidait de prévoir un crédit de 6,4 millions de dollars au titre V pour 1963, elle a invité le Comité de l'assistance technique à préparer une étude des divers programmes d'assistance technique des Nations Unies en vue d'établir entre eux un lien plus rationnel, et prié le Comité consultatif d'examiner cette étude et de faire rapport d'urgence à ce sujet à l'Assemblée générale. Le Comité consultatif n'a pas reçu l'étude en question.

332. Après que le Comité de l'assistance technique et le Conseil économique et social eurent examiné de nouveau cette question, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale une note⁵² dans laquelle il demandait l'ouverture d'un crédit total de 6,4 millions de dollars au titre V du budget pour 1965, dont le montant serait réparti entre trois chapitres du budget (Développement économique, activités sociales et administration publique; Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; Contrôle des stupéfiants) au lieu de cinq chapitres comme cela avait été le cas lors des exercices précédents. Dans sa note, le Secrétaire général indiquait que le CAT avait été saisi à sa session d'été en 1964 de ses propositions relatives aux programmes présentées de deux manières: premièrement, selon la répartition traditionnelle entre les divers chapitres du titre V du budget; deuxièmement, selon un ordre de priorités sans ventilation par chapitre. Le Secrétaire général avait signalé au CAT que 46 des 54 gouvernements

qui avaient indiqué une préférence pour l'une ou l'autre de ces solutions s'étaient prononcés en faveur de la méthode des priorités, qui leur offrait le maximum de souplesse pour obtenir les types d'assistance qui pouvaient le mieux répondre à leurs besoins urgents. Le Secrétaire général a fait savoir à l'Assemblée générale que le CAT avait décidé à sa session d'été en 1964 que la méthode des priorités devrait être adoptée à compter de 1965. Le CAT avait noté qu'étant donné que les programmes devraient être établis selon les priorités, on pouvait supposer que les trois chapitres du titre V seraient administrés dans leur ensemble de sorte que les modifications apportées aux programmes au cours de l'année d'exécution puissent être plus aisément absorbées qu'auparavant. Les recommandations du CAT ont été approuvées par le Conseil économique et social dans la résolution 1008 (XXXVII) du 21 juillet 1964. Dans cette résolution, le Conseil décidait en outre que les propositions d'ouverture de crédits faites chaque année par le Secrétaire général pour les programmes techniques, ainsi que ces programmes eux-mêmes, devraient continuer d'être soumis pour examen au Comité de l'assistance technique qui donnerait ses avis et conseils.

333. Le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget pour 1965 et la note du Secrétaire général ont été examinés par l'Assemblée générale en automne 1965, à sa vingtième session. A cette date, l'Assemblée était également saisie du rapport du Comité consultatif sur le projet de budget pour 1966⁵³. Dans ce rapport, le Comité signalait la nouvelle présentation du titre V du budget sans faire de commentaire sur cette modification. Il recommandait simplement d'approuver le crédit total de 6,4 millions de dollars au titre V du budget pour 1966, comme le proposait le Secrétaire général sur la recommandation du CAT.

334. A la suite de la création du Programme des Nations Unies pour le développement conformément à la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1965, les fonctions consistant à examiner et à approuver les propositions annuelles relatives au programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies,

⁵² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/C.5/1011.

⁵³ Ibid., vingtième session, Supplément n° 7 (A/6007).

qui incombaient jusqu'alors au Comité de l'assistance technique, ont été transférées au Conseil d'administration du PNUD.

335. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1967⁵⁴, le Comité consultatif a noté que les chiffres définitifs du titre V seraient présentés à l'Assemblée générale une fois que le Conseil d'administration du PNUD aurait formulé ses recommandations et que les décisions prises à cet égard par le Conseil économique et social seraient connues; le Comité consultatif a recommandé d'ouvrir au titre V le crédit de 6,4 millions de dollars demandé par le Secrétaire général.

336. En analysant le crédit demandé pour 1968 au titre V, le Comité consultatif a tenu compte que, le 4 mai 1967, le Conseil du développement industriel a adopté sa résolution 2 (I) sur les questions financières, dans laquelle, après avoir noté « l'importance du rôle du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies comme moyen de favoriser l'expansion de l'assistance directe fournie aux pays en voie de développement dans le domaine du développement industriel » et après avoir reconnu « qu'il est nécessaire de revoir les dispositions qui régissent le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies en vue :

« a) D'accroître la part des fonds alloués aux projets de développement industriel dans l'ensemble des crédits ouverts au titre V du budget ordinaire;

« b) D'assurer la programmation et l'approbation distincte de ces allocations », il recommandait à l'Assemblée générale de prendre, à sa vingt-deuxième session, les mesures appropriées pour :

« a) Instituer au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel d'un montant approprié en rapport avec les besoins croissants des pays en voie de développement;

« b) Modifier sa résolution 2029 (XX) afin de permettre au Conseil du développement industriel d'examiner et d'approuver les projets et programmes intéressant le développement industriel entrepris au moyen dudit crédit et de formuler des directives de politique générale au sujet de son utilisation ».

337. Le Comité consultatif suppose que, dans le cas où l'Assemblée générale déciderait de prendre les mesures recommandées par le Conseil du développement industriel, le crédit demandé pour le programme d'assistance technique au développement industriel sera compris dans l'ensemble du crédit demandé au titre V et que les chapitres du titre V continueront d'être administrés dans leur ensemble de façon que l'on puisse facilement tenir compte des modifications survenues dans le programme au cours de l'année d'exécution.

338. Le Comité consultatif recommande d'ouvrir au titre V du projet de budget pour 1968 le crédit

de 6 400 000 dollars demandé par le Secrétaire général.

Titre VI.—Missions spéciales et activités connexes

CHAPITRE 16. — MISSIONS SPÉCIALES

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	4 685 800
Crédit recommandé par le Comité consultatif.	4 635 800
1966 (dépenses effectives)	5 928 992
1967 (crédit ouvert)	4 802 700

339. Le crédit de 4 685 800 dollars demandé au présent chapitre doit permettre de couvrir les besoins des missions spéciales existantes⁵⁵ et fait apparaître une réduction de 116 900 dollars par rapport au montant total du crédit ouvert pour 1967. Si l'on exclut de ce dernier montant la somme de 239 500 dollars affectée au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (200 000 dollars), à la Mission spéciale des Nations Unies à Aden (15 000 dollars) et aux Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman (24 500 dollars), le crédit demandé pour 1968 accuse, par rapport au crédit ouvert pour 1967, une augmentation de 122 600 dollars pour les quatre articles qui composent le chapitre 16.

340. Dans les remarques préliminaires qu'il présente à propos du chapitre 16 du projet de budget pour 1968, le Secrétaire général indique que, dans son désir de présenter à l'Assemblée générale, dans un seul et même chapitre du budget, le coût global effectif des différentes missions spéciales, il a fait figurer aux quatre articles du chapitre 16 le coût du personnel administratif et technique attaché à ces missions. Cette nouvelle présentation, plus rationnelle, a été acceptée par la Cinquième Commission à sa 1139^{ème} séance, le 2 novembre 1966. Les dépenses relatives au personnel administratif et technique, qui étaient auparavant présentées de façon globale dans un chapitre séparé⁵⁶, ont été ventilées entre les missions ou les bureaux où le personnel intéressé est effectivement en poste et apparaissent aux chapitres 3, 4, 5, 10, 12 et 16 du projet pour 1968.

341. Le tableau 24 ci-dessous permet de comparer les crédits demandés pour 1968 au chapitre 16 avec les crédits ouverts pour 1967 et les dépenses effectuées en 1966, ces montants étant ajustés pour tenir compte de la modification décrite au paragraphe précédent.

⁵⁵ Les demandes de crédit sur lesquelles le Comité consultatif présente ici ses observations ont été établies et soumises avant l'ouverture des hostilités au Moyen-Orient en juin 1967.

⁵⁶ Selon l'ancienne ordonnance, le crédit ouvert pour 1967 serait de 1 639 700 dollars et les dépenses effectuées en 1966 seraient de 1 728 560 dollars (montants précédemment inscrits à l'ancien chapitre 17).

⁵⁴ *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307)

Tableau 24

**MISSIONS SPÉCIALES ET ACTIVITÉS CONNEXES: VENTILATION PAR ARTICLE
ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968**

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
<i>Dollars des Etats-Unis</i>				
I. — Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST)....	3 352 400	3 307 600	3 135 498	44 800
II. — Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.....	1 043 100	990 400	1 498 806	52 700
III. — Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.....	45 300	46 100	44 497	(800)
IV. — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.....	245 000	219 100	176 098	25 900
— Dépenses antérieures.....	—	239 500	1 074 093	(239 500)
TOTAL, CHAPITRE 16	4 685 800	4 802 700	5 928 992	(116 900)

342. Les quatre missions spéciales figurant à l'article 16 ont été créées de la manière suivante: l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine a été établi en vertu des résolutions 48 (1948) du 23 avril 1948 (S/727) et 73 (1949) du 11 août 1949 (S/1376) du Conseil de sécurité; le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a été créé aux termes d'une résolution adoptée le 13 août 1948 par la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, qui avait été établie par le Conseil de sécurité aux termes de la résolution 39 (1948) du 20 janvier 1948 (S/654)⁵⁷; le poste de représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan a été créé en vertu de la résolution 80 (1950) du 14 mars 1950 (S/1469) du Conseil de sécurité; la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée a été créée par la résolution 376 (V) de l'Assemblée générale du 7 octobre 1950. Le Comité consultatif espère que les organes des Nations Unies qui ont créé ces missions spéciales suivront attentivement leurs activités pour déterminer s'il y a lieu de les poursuivre. Le rôle du Comité, à cet égard, est de veiller à ce que ces activités soient gérées de la façon la plus économique et la plus efficace. Le Comité estime, à ce sujet, qu'il est possible de réaliser des économies sur les frais de voyage et les indemnités de subsistance, l'utilisation et l'entretien des véhicules, l'achat de matériel de transport, les communications, le transport de marchandises, les fournitures et les services.

343. Compte tenu de ces considérations, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 16, pour l'exercice 1968, un crédit de 4 655 800 dollars, soit 30 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. La réduction recom-

mandée doit porter principalement sur les articles II et III.

Réduction recommandée:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 16. — Missions spéciales.....	30 000

**Titre VII. — Haut commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés**

**CHAPITRE 17. — HAUT COMMISSARIAT
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS**

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	3 499 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	3 469 000
1966 (dépenses effectives).....	3 092 041
1967 (crédit ouvert).....	3 233 000

344. Le crédit de 3 499 000 dollars demandé au présent chapitre accuse une augmentation de 266 000 dollars par rapport au crédit de 3 233 000 dollars ouvert pour 1967. Un montant provisoire de 440 000 dollars est inscrit au chapitre 2 des prévisions des recettes et représente la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire et versée au budget ordinaire. Le tableau 25 donne la ventilation par article du crédit demandé pour 1968, du crédit ouvert pour 1967 et des dépenses effectives pour 1966, ainsi que le montant des recettes provenant des contributions du personnel et le montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires, tels qu'ils apparaissent respectivement aux chapitres 1 et 2 des prévisions de recettes.

⁵⁷ Au paragraphe 7 du dispositif de la résolution 91 (1951) du 30 mars 1951, le Conseil de sécurité a décidé que « le groupe des observateurs militaires continuerait de surveiller la suspension d'armes » dans l'État de Jammu et Cachemire.

Tableau 25

CHAPITRE 17. — HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
	Dollars des États-Unis			
I. — Traitements et salaires	2 510 000	2 315 000	2 185 663	195 000
II. — Dépenses communes de personnel	583 000	522 000	518 021	61 000
III. — Frais de voyage du personnel	160 000	162 000	154 602	(2 000)
IV. — Information	26 000	26 000	24 905	—
V. — Dépenses de représentation	5 000	5 000	4 000	—
VI. — Matériel et installations (bureaux extérieurs)	16 000	19 000	16 038	(3 000)
VII. — Frais généraux et fournitures	189 000	175 000	183 066	14 000
VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie	10 000	9 000	5 746	1 000
TOTAL BRUT, CHAPITRE 17	3 499 000	3 233 000	3 092 041	266 000
<i>A déduire:</i>				
Recettes provenant des contributions du personnel	414 000	382 000	361 358	32 000
Montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires	440 000	440 000 ^a	351 035	—
	854 000	822 000	712 393	32 000
TOTAL NET, CHAPITRE 17	2 645 000	2 411 000 ^b	2 379 648	234 000

^a Chiffre provisoire révisé.^b En outre, une allocation de 161 000 dollars (net) prélevée sur les contributions volontaires peut être utilisée pour couvrir les dépenses d'administration de 1967 relatives aux programmes dont l'exécution a été entreprise en Afrique en 1966.

345. Les activités et les programmes du Haut Commissariat suivent les directives générales de l'Assemblée et sont soumis au contrôle plus détaillé du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, qui est composé des représentants de trente gouvernements nommés par le Conseil économique et social. Le Comité exécutif tient actuellement deux sessions par an, au printemps et en automne, d'environ une semaine chacune.

346. Le Comité consultatif approuve, à cet égard, la suggestion du Haut Commissaire selon laquelle le Comité exécutif pourrait envisager de ne tenir qu'une session par an au lieu de deux. Une telle décision serait conforme à une recommandation du Comité *ad hoc* d'experts. Outre les économies que l'on pourrait ainsi réaliser sur le coût des services de conférences, le personnel des services organiques et autres actuellement préposé à la préparation et au service des conférences pourrait être affecté à des tâches servant à l'exécution des programmes de travail du Haut Commissariat.

347. Conformément à la formule recommandée par le Comité consultatif⁵⁸ et adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session⁵⁹, le montant de la subvention à verser au budget ordinaire de l'ONU par prélèvement sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire est fixé à 10 p. 100 des engagements effectivement contractés

au titre du programme courant, à l'exclusion des dépenses d'administration. L'objectif du programme est fixé par le Comité exécutif à sa session d'automne pour l'année suivante, mais ce chiffre provisoire est susceptible d'être modifié par cet organe au cours de l'année d'exécution dans la mesure où les sommes reçues n'atteignent pas l'objectif fixé pour le programme courant. Le montant effectif de la subvention ne peut donc être déterminé, en fait, qu'après la clôture des comptes, en février de l'année suivant l'année d'exécution, c'est-à-dire deux ans après la fixation du montant provisoire.

348. Étant donné qu'il peut y avoir une différence considérable entre le chiffre provisoire et le chiffre effectif, le Haut Commissaire recommande qu'à l'avenir, le montant de la subvention soit calculé en fonction des engagements contractés au titre du programme courant pour l'année précédente, de manière à réduire le plus possible la marge d'incertitude quant au montant provisoire à fixer pour une année donnée.

349. En conséquence, le Secrétaire général a fixé le montant de la subvention pour 1968 à 10 p. 100 des engagements effectifs — autres que ceux portant sur les dépenses d'administration — contractés au titre du programme pour 1967. Ces engagements sont estimés à 4 400 000 dollars environ; un montant estimatif de 440 000 dollars représentant la subvention pour 1968 a donc été inscrit au chapitre 2 des recettes. Ce chiffre est susceptible d'être modifié compte tenu de l'évolution de la situation.

⁵⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138, par. 38.

⁵⁹ *Ibid.*, document A/6223, par. 60.

350. Il convient également de noter que la même formule s'applique aux dépenses d'administration supplémentaires résultant de nouveaux problèmes de réfugiés dont la solution exige du personnel supplémentaire et d'autres dépenses qui dépassent le montant des ressources existantes. Ces dépenses d'administration pour l'année en cours et pour toute l'année suivante sont inscrites, sous une rubrique spéciale, dans les plans opérationnels présentés au Comité exécutif. Le Secrétaire général signale qu'en 1966 le Comité exécutif a approuvé ces dépenses, notamment celles entraînées par la création de nouveaux postes au Siège et par l'ouverture de nouvelles délégations dans les divers pays, ainsi que par les projets d'assistance aux réfugiés dans trois pays africains, au titre des programmes courants pour 1966 et 1967; le montant de ces dépenses s'est chiffré à 54 360 dollars en 1966 et leur montant estimatif est de 161 000 dollars pour 1967. Ces dépenses résultent de l'apparition, en 1966, de nouveaux groupes de réfugiés en Afrique, notamment dans la République centrafricaine, en Tanzanie, dans l'Ouganda et en Zambie, qui a porté cette année-là le nombre des réfugiés de 580 000 environ à plus de 730 000. Deux des délégations ouvertes dans ces pays devront être maintenues jusqu'à la fin de 1968, bien que le Haut Commissaire espère faire face aux nouveaux besoins en personnel dans divers pays et au Siège grâce à une répartition plus rationnelle de ses ressources en personnel, de sorte que ces programmes n'exigeront pas d'allocations supplémentaires en 1968.

351. En ce qui concerne les prévisions de dépenses pour 1968, l'augmentation totale de 266 000 dollars que l'on constate par rapport aux crédits ouverts pour 1967 se répartit comme suit: 195 000 dollars à l'article premier (Traitements et salaires), 61 000 dollars à l'article II (Dépenses communes de personnel), 14 000 dollars à l'article VII (Frais généraux) et 1 000 dollars à l'article VIII (Travaux contractuels d'imprimerie). Ces augmentations sont en partie compensées par une réduction de 2 000 dollars à l'article III (Frais de voyage du personnel) et une réduction de 3 000 dollars à l'article VI (Matériel et installations). Le Comité consultatif a noté, à cet égard, les efforts du Haut Commissaire pour limiter les dépenses prévues aux différents articles pour 1968.

352. Dans son rapport sur les prévisions de dépenses du Haut Commissariat pour 1967⁶⁰, le Comité consultatif a expliqué pourquoi il ne pouvait pas appuyer la demande de 15 nouveaux postes (cinq postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux) pour cette année-là. En outre, tout en reconnaissant que des progrès avaient été accomplis dans la voie d'une nouvelle répartition du personnel permanent, grâce à la réduction des activités des délégations d'Europe, qui a permis de transférer, à la fin de 1966, 15 postes (cinq postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux) de ces délégations aux délégations d'Afrique et d'Amérique latine, le Comité a estimé qu'il était encore possible de réduire les effectifs des délégations européennes.

353. Aussi le Comité consultatif est-il heureux de noter que le Haut Commissaire a jugé possible de

réaliser de nouveaux progrès à cet égard et qu'il espère pouvoir transférer d'ici la fin de 1967, 13 nouveaux postes (cinq postes d'administrateur et huit postes d'agent des services généraux) des délégations d'Europe et d'Algérie aux nouvelles délégations d'Afrique (quatre postes d'administrateur et sept postes d'agent des services généraux) et au Siège de Genève (un poste d'administrateur et un poste d'agent des services généraux). Cette mesure ramènerait de 81 à 70 le nombre des fonctionnaires en poste dans les délégations du HCR en Europe et permettrait en même temps au Haut Commissaire de pourvoir les postes prévus pour 1966 et 1967 au titre des allocations prélevées sur les contributions volontaires, de sorte qu'aucune allocation de ce genre ne serait nécessaire en 1968 pour les programmes existants, comme il est indiqué au paragraphe 350 ci-dessus. Le Secrétaire général signale que, s'il fallait entreprendre en 1968 de nouveaux programmes qui ne pourraient être financés à l'aide des ressources existantes, de nouvelles allocations devraient sans doute être prélevées sur les contributions volontaires.

354. Le Comité consultatif estime que, bien qu'on ait opéré une répartition plus rationnelle de l'ensemble des ressources en personnel du Haut Commissariat, il est possible de réduire encore le personnel des délégations d'Europe afin de permettre au Haut Commissaire de mieux faire face aux nouvelles situations d'urgence qui se produisent dans les autres régions, notamment en Afrique. Il demande au Haut Commissaire de redoubler d'efforts pour amener les gouvernements et les organisations bénévoles non gouvernementales à participer activement à ses travaux en se chargeant de nouvelles tâches et de nouvelles responsabilités confiées jusqu'ici à ces délégations.

355. Lorsqu'il a étudié les prévisions de dépenses relatives au Haut Commissariat pour 1967, le Comité consultatif a rappelé les observations qu'il avait formulées dans son rapport précédent⁶¹ sur les propositions du Haut Commissaire tendant à reclasser 14 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux en 1966, et a déclaré qu'il ne voyait aucune raison de modifier sa recommandation initiale de réduire de 50 p. 100 le crédit demandé à cette fin. Par la suite, sur la base d'une étude de tous les postes des services organiques du Siège du HCR à Genève, le Haut Commissaire a proposé, dans ses prévisions de dépenses pour 1967, le reclassement de 11 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent des services généraux; il a exprimé aussi l'espoir qu'une étude analogue pourrait être entreprise pour les bureaux extérieurs où, à son avis, le classement du personnel laisse encore plus à désirer qu'au siège à Genève. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1967⁶², le Comité consultatif a rappelé le rapport qu'il avait présenté à l'Assemblée générale sur le chapitre 3 du projet de budget pour 1966⁶³, où il proposait que le Secrétaire général envisageât sérieusement d'entreprendre une étude sur les pratiques et procédures comparables suivies dans tous les organismes des Nations Unies

⁶¹ *Ibid.*, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138, par. 22.

⁶² *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 313.

⁶³ *Ibid.*, vingtième session, Supplément n° 7 (A/6067), par. 181.

aux fins de reclassement de postes et de rendre compte de cette étude. Le Comité a estimé par conséquent que l'on devait, dans toute la mesure du possible, attendre les résultats de cette étude d'ensemble avant de procéder au reclassement de postes demandé par le Haut Commissaire.

356. Tenant compte de cet avis, le Haut Commissaire a demandé au Bureau d'études du Comité consultatif pour les questions administratives à quel moment l'étude de ses bureaux extérieurs devait être abordée dans le cadre de l'étude générale envisagée par le Comité, et il a été informé qu'elle ne le serait sans doute pas avant 1968. Ulérieurement, une étude particulière a été faite pour comparer le classement des postes des délégations du Haut Commissariat et les fonctions de leurs titulaires avec le classement et les fonctions afférentes à des postes analogues dans les bureaux extérieurs du FISE, de l'OMS et du PNUD en particulier, en se bornant à étudier les postes existants en Afrique et dans le Moyen-Orient. L'expert chargé de l'étude a conclu que plus de la moitié des onze postes de représentants dans ces régions pourraient être des postes d'administrateur hors classe (P-5), alors que deux seulement étaient ainsi classés à l'heure actuelle. Le Haut Commissaire propose donc de procéder en 1968 à une partie des reclassements à ce niveau et à certains autres niveaux; le reclassement des autres postes serait pris en considération lors de la préparation du projet de budget pour 1969. Les postes en Afrique et au Moyen-Orient dont le reclassement a été proposé pour 1968 comprennent deux P-4 et un P-3 qui seraient reclassés à P-5, ainsi que deux P-3 et quatre P-2 qui seraient reclassés à P-4. En outre, un poste de la délégation en France serait reclassé de P-2 à P-3. Le Comité consultatif, ayant examiné les raisons particulières exposées à l'appui de cette proposition, ne fait aucune objection aux reclassements proposés par le Haut Commissaire.

357. En ce qui concerne l'abattement pour mouvements de personnel évalué à 2 p. 100 du coût des postes d'administrateur et postes supérieurs au chapitre 17, le Comité consultatif pense que, compte tenu de l'expérience et étant donné que le tableau d'effectifs comprend 102 postes d'administrateur et postes supérieurs, un abattement pour mouvements de personnel de 3 p. 100 ne serait pas excessif. Le Comité consultatif estime également qu'il sera possible de réaliser des économies sur les dépenses pour 1968 prévues à la plupart des autres rubriques.

358. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 17 un crédit de 3 469 000 dollars, soit 30 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 17. — Haut Commissariat pour les réfugiés	30 000

Titre VIII. — Cour internationale de Justice

CHAPITRE 18. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 248 100
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 225 000
1966 (dépenses effectives)	1 103 429
1967 (crédit ouvert)	1 149 900

359. Le crédit demandé au présent chapitre fait apparaître une augmentation nette de 98 200 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967 et de 144 671 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1966. Plus de 50 p. 100 de l'augmentation proposée par rapport à 1967 se rapporte à l'article premier (Traitements et indemnités des membres de la Cour). Le tableau 26 donne la ventilation par article du crédit demandé pour 1968, du crédit ouvert pour 1967 et des dépenses de 1966.

Tableau 26

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1966, 1967 ET 1968

<i>Articles</i>	<i>1968 Crédit demandé</i>	<i>1967 Crédit ouvert</i>	<i>1966 Dépenses</i>	<i>Augmentation entre 1967 et 1968</i>
	<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Traitements et indemnités des membres de la Cour	601 650	549 800	566 456	51 850
II. — Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	525 350	505 550	454 157	19 800
III. — Charges communes	112 000	87 050	69 718	24 950
IV. — Matériel	9 100	7 500	13 098	1 600
TOTAL, CHAPITRE 18	1 248 100	1 149 900	1 103 429	98 200

360. Le crédit de 601 650 dollars demandé à l'article premier (Traitements et indemnités des membres de la Cour) est supérieur de 51 850 dollars au crédit ouvert pour 1967 et de 35 194 dollars aux dépenses de 1966. Il convient cependant de noter qu'aucun crédit n'a été demandé à la rubrique vii) (Juges *ad hoc*, assesseurs, témoins et experts) étant donné que ces dépenses sont, par nature, imprévisibles. Toutefois, aux termes du projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires

pour 1968, le Secrétaire général serait autorisé à engager, le cas échéant, les dépenses nécessaires jusqu'à concurrence de 37 500 dollars pour les juges *ad hoc* et de 25 000 dollars pour les assesseurs, les témoins et les experts. Les dépenses effectives à ce titre se sont élevées à 24 969 dollars en 1966. La quasi-totalité de l'augmentation des crédits demandés au présent article correspond aux pensions des quatre juges qui ont pris leur retraite récemment.

361. L'augmentation de 19 800 dollars qu'accuse l'article II (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe) est attribuable aux éléments suivants:

a) Les crédits demandés à l'alinéa i, Postes permanents, sont supérieurs de 30 000 dollars aux crédits ouverts pour 1967, du fait de l'augmentation nette du nombre des postes permanents, qui passe de 30 à 32.

b) Les crédits demandés aux alinéas iv et v, Frais de voyage des fonctionnaires et des personnes à leur charge et frais de déménagement et indemnités d'installation, font apparaître une augmentation de 3 100 dollars du fait des modifications apportées au tableau d'effectifs.

c) Les crédits demandés aux alinéas vi, vii et xi, Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel, Indemnités pour charges de famille, et Frais de voyage pour le congé dans les foyers, sont supérieurs de 6 000 dollars aux crédits ouverts pour 1967, étant donné que le nombre d'ayants droit sera probablement supérieur en 1968.

362. Ces augmentations sont compensées par une réduction de 19 000 dollars des crédits demandés au titre du personnel temporaire. Il convient cependant de noter que l'expérience a prouvé que les crédits demandés au titre du personnel temporaire sont susceptibles d'être révisés en fonction de la durée des débats de la Cour. Le Comité a été informé que l'augmentation proposée du nombre de postes permanents permettra de diminuer, à l'avenir, les crédits demandés au titre du personnel temporaire.

363. L'augmentation de 24 950 dollars qu'accuse l'article III (Charges communes) est due essentiellement à l'augmentation (14 000 dollars environ) de la contribution annuelle versée au Conseil d'administration de la Fondation Carnegie pour l'utilisation du bâtiment par la Cour internationale de Justice, par suite des augmentations des prix et des salaires, ainsi qu'à un programme de travaux d'imprimerie plus chargé.

364. Pour ce qui est de l'augmentation des crédits demandés au titre des traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe, le Comité reconnaît que le nombre de postes permanents du Greffe est resté relativement constant ces dernières années. Le Comité a également noté que bien que la réorganisation entraînera une augmentation nette de deux postes, le nombre de postes d'administrateur sera réduit d'une unité. Cela provient de la suppression de trois postes P-3 et de la création de deux postes P-4 destinés à décharger les administrateurs hors classe de certains travaux linguistiques.

365. Eu égard au fait que les crédits demandés au titre des traitements et salaires et des dépenses communes de personnel se rapportant aux postes nouveaux ont été calculés pour une année entière et qu'il n'a pas été tenu compte, pour le reste des effectifs, des vacances qui peuvent se produire, le Comité consultatif estime qu'il est possible de réaliser des économies. On peut s'attendre que les sommes demandées pour couvrir les frais de voyage des membres de la Cour et du personnel du Greffe ainsi que d'autres indemnités pour lesquelles des crédits sont demandés comme si elles devaient être

toutes intégralement payées ne seront peut-être pas complètement utilisées. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité recommande d'ouvrir un crédit de 1 225 000 dollars, soit 23 100 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 18. — Cour internationale de Justice	23 100

Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

CHAPITRE 19. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général	9 743 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	9 068 000
1966 (dépenses effectives)	5 450 215
1967 (crédit ouvert)	7 407 000

366. Les crédits demandés au chapitre 19 concernent la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, constituée en organe de l'Assemblée générale par la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée, en date du 8 janvier 1965.

367. Le crédit demandé (9 743 000 dollars) fait apparaître, par rapport au crédit ouvert pour 1967, une augmentation de 2 336 000 dollars qui se répartit entre les éléments ci-après:

i) 1 723 500 dollars pour la deuxième session de la Conférence;

ii) 533 500 dollars pour faire face à l'augmentation du coût du maintien, en 1968, du tableau d'effectifs approuvé pour 1967 (Secrétariat de la CNUCED et Services administratifs généraux, de conférence et des documents);

iii) 236 500 dollars pour 25 postes nouveaux demandés pour 1968, dont 21 postes pour le Secrétariat de la CNUCED (traitements, salaires et dépenses communes de personnel);

iv) Une diminution nette de 157 500 dollars provenant d'une réduction de 197 000 dollars des crédits demandés à l'article X au titre du personnel temporaire et des heures supplémentaires, en partie compensée par certains ajustements apportés à d'autres rubriques.

368. Les recettes provenant des contributions du personnel permanent et du personnel temporaire (950 000 dollars) sont comptabilisées au chapitre premier des prévisions de recettes. Quant aux contributions mises en recouvrement auprès d'États non membres participant aux activités de la Conférence, dont le montant est estimé à 766 000 dollars, elles seront comptabilisées comme recettes diverses au chapitre 3 des prévisions de recettes. En outre, une somme de 586 600 dollars doit être remboursée par le Gouvernement indien au titre des dépenses supplémentaires occasionnées par la tenue de la deuxième session de la Conférence à New Delhi. Cette somme sera également comptabilisée au chapitre 3 des prévisions de recettes, de même qu'une somme de 30 000 dollars correspondant au remboursement par le Groupe d'étude du plomb et du zinc du coût de services fournis par la CNUCED. En conséquence, le

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

montant total des recettes découlant des activités de la CNUCED est estimé à 2 332 600 dollars en 1968, soit un accroissement de 916 600 dollars par rapport au chiffre correspondant de 1967, ce qui ramène l'augmentation *nette* des dépenses prévues en 1968 à 1 419 400 dollars.

369. On notera que si les prévisions de dépenses relatives à la Conférence ont été présentées pour 1968 sous les trois mêmes rubriques principales que les prévisions de dépenses pour 1967, à savoir: A) Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs (2 134 000 dollars);

B) Secrétariat de la CNUCED (4 783 000 dollars) et C) Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU (2 826 000 dollars), la division de ces parties en articles a été légèrement modifiée de manière à la rapprocher de la présentation normale du budget de l'ONU.

370. Le tableau 27 ci-après indique la répartition entre les différents articles des dépenses de 1966, des crédits ouverts pour 1967 et des crédits demandés pour 1968, les chiffres de 1966 et de 1967 ayant été adaptés à la nouvelle répartition par articles dans un but de comparabilité:

Tableau 27

Articles	1968 Crédit demandé	1967 Crédit ouvert	1966 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
<i>Dollars des Etats-Unis</i>				
A. — Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs				
I. — Deuxième session de la Conférence.....	2 019 000	295 500	—	1 723 500
II. — Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs....	115 000	115 000	82 023	—
TOTAL, PARTIE A	2 134 000	410 500	82 023	1 723 500
B. — Secrétariat de la CNUCED				
III. — Traitements et salaires.....	3 353 000	2 883 000	2 578 809	470 000
IV. — Dépenses communes de personnel.....	847 000	739 500	530 837	107 500
V. — Frais de voyage du personnel..	145 000	160 000	112 164	(15 000)
VI. — Dépenses de représentation...	10 000	10 000	7 930	—
VII. — Matériel et installations.....	17 000	35 000	64 390	(18 000)
VIII. — Frais généraux.....	271 000	261 500	323 189	9 500
IX. — Imprimerie.....	140 000	147 000	126 861	(7 000)
TOTAL, PARTIE B	4 783 000	4 236 000	3 744 180	547 000
C. — Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU				
X. — Traitements et salaires.....	2 435 000	2 423 500	1 481 549	11 500
XI. — Dépenses communes de personnel.....	391 000	337 000	142 463	54 000
TOTAL, PARTIE C	2 826 000	2 760 500	1 624 012	65 500
TOTAL GÉNÉRAL, CHAPITRE 19	9 743 000	7 407 000	5 450 215	2 336 000

371. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 367 ci-dessus, l'augmentation du crédit demandé pour 1968 par rapport au crédit ouvert pour 1967 est due dans une large mesure aux dépenses prévues pour la deuxième session de la Conférence sur le commerce et le développement. Dans son sixième rapport à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session⁶⁴, le Comité consultatif, tout en reconnaissant qu'il n'était pas en mesure d'évaluer comme il se devait les besoins particuliers à la Conférence, a pensé que l'on pourrait soumettre à un sérieux examen la possibilité de limiter la durée des réunions de manière à réduire les montants relatifs à tous les postes de dépenses,

et il a donc recommandé une réduction des crédits demandés pour la Conférence.

372. Les demandes de crédits du Secrétaire général pour la deuxième session de la Conférence se fondent notamment sur l'hypothèse que des services linguistiques et de conférence devront être assurés pendant environ huit semaines. Le Comité consultatif estime qu'une durée plus courte est non seulement souhaitable mais encore possible, avec la coopération de tous les États membres de la CNUCED. Il recommande en conséquence que les plus grands efforts soient faits pour que le programme de travail de la Conférence soit épuisé dans un délai de sept semaines. Une telle réduction de la durée de la Conférence entraînera d'importantes économies

⁶⁴ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 331.

sur le plan des traitements et des indemnités de subsistance du personnel recruté à court terme, des indemnités de subsistance du personnel permanent, et les frais d'établissement des comptes rendus analytiques, d'où une réduction des dépenses d'impression de ces comptes rendus analytiques dans le cadre de l'impression des actes de la Conférence. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 175 000 dollars le crédit demandé à l'article premier, Deuxième session de la Conférence.

373. Quant à la question de principe qui est de savoir si les comptes rendus analytiques de divers organes de la CNUCED doivent être imprimés, le Comité consultatif n'est pas persuadé de la nécessité de cette dépense, étant donné surtout que lorsque les comptes rendus analytiques paraissent sous forme imprimée, les gouvernements sont normalement déjà saisis d'un rapport complet sur les délibérations et décisions de l'organe en question. A titre de comparaison, le Comité consultatif tient à appeler l'attention sur la décision prise par le Conseil du développement industriel à sa première session de ne pas faire imprimer les comptes rendus analytiques de ses réunions. Le Comité consultatif suggère que la Conférence sur le commerce et le développement, lorsqu'elle examinera au cours de sa deuxième session son règlement intérieur, envisage la possibilité de cesser de faire imprimer les comptes rendus analytiques de ses réunions. En attendant l'examen de cette question par la Conférence, le Comité consultatif s'est abstenu de faire aucune recommandation à cet égard en ce qui concerne le crédit demandé à l'article premier.

374. Compte tenu de la décision susmentionnée du Conseil du développement industriel, et conformément à sa propre position de principe en la matière le Comité consultatif recommande de supprimer la demande de crédit destinée à l'impression des comptes rendus analytiques des réunions du Conseil du commerce et du développement, dans l'espoir que ce dernier souscrira à cette recommandation. La réduction correspondante des crédits demandés à l'article IX, Imprimerie, est de 16 000 dollars.

375. Les dépenses nécessaires pour la transcription, la traduction, l'édition et la reproduction des comptes rendus analytiques provisoires et définitifs des sessions d'organes de la CNUCED autres que la Conférence et le Conseil sont estimées par le Secrétaire général à 500 000 dollars. Ce montant est inscrit à l'alinéa ii), Personnel temporaire, de l'article X, Traitements du personnel fournissant des services à la CNUCED. A cet égard, le Comité consultatif rappelle qu'il ne cesse depuis plusieurs années d'exprimer l'avis que les organes subsidiaires devraient envisager sérieusement de mettre fin à la pratique coûteuse qui consiste à faire établir à la fois des comptes rendus analytiques et un rapport circonstancié à l'organe principal.

376. Dans un rapport préliminaire, établi conformément à la résolution 2247 (XXI) de l'Assemblée générale, qui a été transmis au Comité consultatif, le Comité des publications a recommandé que les comités spéciaux et autres organes subsidiaires de grands organes de l'ONU (ou leur organe principal) soient invités à examiner si la nature et l'objet de leurs travaux pourraient leur permettre de se passer

de comptes rendus analytiques et de s'en rapporter à un exposé approprié, dans le rapport définitif, de toutes les opinions exprimées et décisions prises, ou de se contenter de minutes des séances. Le Comité consultatif appuie fortement cette recommandation.

377. Le Secrétaire général de la CNUCED a indiqué qu'il s'associait en principe aux vues du Comité consultatif et du Comité des publications, telles qu'elles sont exposées ci-dessus. Le Comité consultatif pense que la Conférence et le Conseil du commerce et du développement voudront peut-être réexaminer la nécessité des comptes rendus analytiques pour ce qui est des organes subsidiaires, compte tenu du règlement intérieur actuel, en vue de les éliminer totalement. En attendant un tel réexamen, le Comité consultatif recommande de réduire de 250 000 dollars, sur une base sélective, le crédit demandé à l'alinéa ii), Personnel temporaire, de l'article X, Traitements du personnel fournissant des services à la CNUCED.

378. En ce qui concerne l'article III, Traitements et salaires, le crédit demandé pour 1968 (3 353 000 dollars) est supérieur de 470 000 dollars aux crédits ouverts pour 1967 et de 774 191 dollars aux dépenses effectives de 1966. Le crédit demandé à l'alinéa i), Postes permanents, traduit une augmentation de 400 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1967, sur laquelle 156 490 dollars concernent 21 postes nouveaux (11 postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux). Dix de ces postes nouveaux ont été demandés pour la Division des invisibles, en raison essentiellement de l'accroissement du volume de travail dans le domaine des transports maritimes. Le Comité consultatif apprécie les efforts faits par le Secrétaire général de la CNUCED pour harmoniser le programme de travail et ses incidences financières. Il n'a pas d'objection à faire en ce qui concerne des ajustements nécessaires au tableau d'effectifs, mais il pense que les besoins supplémentaires devraient être limités à un minimum permettant à l'Organisation de s'acquitter efficacement de ses fonctions. En outre, même en supposant que le recrutement atteigne un niveau satisfaisant en 1967, il convient de compter sur un assez grand nombre de postes vacants à la fin de l'année, en raison notamment des départs normaux du personnel.

379. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 367 ci-dessus, le coût des traitements et salaires correspondant aux 25 postes nouveaux demandés pour 1968 au titre des articles III et X (i) s'élève, compte tenu des dépenses communes de personnel correspondantes inscrites à l'article IV, à 236 500 dollars. Pour les raisons exposées au paragraphe précédent, le Comité recommande de réduire d'environ la moitié le nombre des postes nouveaux demandés. La réduction correspondante des crédits demandés, y compris la réduction des crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel, s'élève à 125 000 dollars.

380. Tenant compte de ce qu'il a recommandé au chapitre 3 du projet de budget, que le taux d'abattement pour mouvements de personnel soit porté de 5 à 6 p. 100 en ce qui concerne les postes permanents d'administrateur et qu'un taux de 1 p. 100 soit

appliqué en ce qui concerne les postes permanents d'agent des services généraux, le Comité consultatif recommande que la même formule soit utilisée pour le Secrétariat de la CNUCED et pour les postes du personnel appartenant à d'autres bureaux de l'ONU et fournissant des services à la CNUCED. La réduction correspondante des crédits demandés pour 1968 serait de 59 000 dollars aux articles III et X.

381. Le crédit demandé au titre des consultants est de 250 000 dollars. Le Comité consultatif reconnaît qu'il est parfois plus avantageux de faire appel aux services de consultants que de demander des postes permanents supplémentaires, mais il n'en estime pas moins que le crédit demandé à l'alinéa ii) de l'article III peut être réduit de 50 000 dollars, c'est-à-dire être ramené au niveau approuvé pour 1967, sans que les activités de la CNUCED en souffrent.

382. Les recommandations du Comité consultatif exposées aux trois paragraphes précédents représentent une réduction totale de 234 000 dollars aux articles III, IV, V et X (i).

383. Le crédit demandé à l'article X, Traitements du personnel fournissant des services à la CNUCED, s'élève à 2 435 000 dollars, soit 11 500 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1967 et 953 451 dollars de plus que les dépenses de 1966. Le crédit demandé au titre des postes permanents (1 505 500 dollars) est supérieur de 208 500 dollars au crédit ouvert pour 1967; cet accroissement tient en partie à ce que l'on propose de créer un poste nouveau d'administrateur et trois postes nouveaux d'agent des services généraux et de reclasser deux postes d'administrateur; la recommandation du Comité consultatif en ce qui concerne les postes nouveaux figure au paragraphe 379 ci-dessus. Le crédit demandé au titre du personnel temporaire (899 500 dollars) est inférieur de 203 000 dollars au crédit ouvert pour 1967. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 376 ci-dessus, le Comité consultatif recommande de réduire de 250 000 dollars les crédits demandés à l'article X en ce qui concerne le personnel temporaire chargé de l'établissement de comptes rendus analytiques.

384. Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 19 un crédit de 9 068 000 dollars, soit 675 000 dollars de moins que le crédit demandé par le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

	<i>Dollars</i>
Chapitre 19. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement:	
Article I. — Deuxième session de la Conférence...	175 000
Article III, IV, V et X, i. — Traitements et salaires, dépenses communes de personnel et frais de voyage du personnel.....	234 000
Article IX. — Imprimerie.....	16 000
Article X, ii. — Personnel temporaire nécessaire pour l'établissement de comptes rendus analytiques des réunions d'organes subsidiaires.....	250 000
	<hr/> 675 000

Titre X. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

CHAPITRE 20. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général.	9 202 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	8 072 000
1966 (dépenses effectives).....	2 978 743
1967 (crédit ouvert).....	5 914 600

385. Le crédit demandé au chapitre 20 concerne l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), constituée en organe de l'Assemblée générale par la résolution 2152 (XXI) du 17 novembre 1966.

386. Dans le rapport (A/6481) qu'il avait à ce moment-là soumis à l'Assemblée générale pour l'informer des incidences financières de la création de l'ONUDI, le Secrétaire général avait souligné qu'il éprouvait des difficultés à évaluer de façon définitive les besoins de l'Organisation nouvelle pour (1967 chapitre 21 du projet de budget pour 1967). En effet, la première session du Conseil du développement industriel, au cours de laquelle celui-ci devait prendre des décisions concernant la structure, le programme de travail et les besoins de secrétariat de l'ONUDI, était prévue pour le printemps de 1967. Aussi le Secrétaire général, pour établir ses estimations de dépenses, avait-il été obligé de se fonder sur certaines hypothèses touchant le taux de croissance de l'ONUDI. Comme aucune décision n'avait été prise quant au lieu où la nouvelle organisation aurait son siège, le Secrétaire général avait dû, en outre, partir de l'hypothèse que celle-ci resterait à New York au moins jusqu'à la fin de 1967, de sorte que les mesures à prendre pour répondre aux besoins de l'ONUDI en personnel supplémentaire se limitaient à un certain renforcement de ses divisions organiques et à la création d'un cabinet exécutif et d'un petit secrétariat pour le Conseil du développement industriel. Le 2 novembre 1966, le Comité consultatif a présenté ses observations sur les prévisions de dépenses du Secrétaire général dans son onzième rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session) (A/6493).

387. Le 17 décembre 1966, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 2212 (XXI), que le siège de l'ONUDI serait établi à Vienne. Comme il n'avait pu, dans les délais qui lui étaient impartis avant la fin de la session, établir un état détaillé des prévisions de dépenses concernant le transfert de l'ONUDI à Vienne, le Secrétaire général a suggéré (A/C.5/1110) que sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif, toutes les dépenses supplémentaires à prévoir pour 1967 soient engagées en vertu de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires; il a pensé, comme autre solution possible, que l'Assemblée générale voudrait peut-être ouvrir un crédit de 500 000 dollars et l'autoriser à engager, le cas échéant, toutes dépenses supérieures à ce montant en vertu de la résolution susmentionnée, avec l'assentiment du Comité consultatif. Celui-ci a recommandé, et la Cinquième Commission à sa 1170^{ème} séance du 19 décembre 1966 a fait sienne cette recommandation, d'adopter la seconde solution qui consistait à ouvrir un crédit de 500 000 dollars dans le budget de 1967 pour couvrir les dépenses imputables à l'installation

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

du secrétariat de l'ONUDI à Vienne, sous réserve que ce crédit ne serait utilisé qu'avec l'assentiment préalable du Comité consultatif et que le Secrétaire général serait autorisé à engager toutes dépenses supérieures à ce montant en vertu de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967, également avec l'assentiment préalable du Comité consultatif.

388. Au cours de son examen, en milieu d'exercice, du budget de 1967, le Comité consultatif a été informé par le Secrétaire général que le coût de la réinstallation à Vienne des services de l'ONUDI était alors estimé à quelque 2 324 000 dollars, soit 1 824 000 dollars de plus que le crédit initial de 500 000 dollars; cette différence devait être en partie compensée par des économies de 664 500 dollars environ, que l'on envisageait de réaliser sur les crédits ouverts à d'autres articles en raison surtout

d'une modification du programme de recrutement du personnel des services organiques, qui était fondée sur l'hypothèse du Directeur exécutif selon laquelle l'ONUDI commencerait à fonctionner effectivement à Vienne vers le mois d'octobre 1967. Les recommandations du Comité consultatif à ce sujet sont exposées aux paragraphes 396 et 397 du présent rapport.

389. Compte tenu du caractère provisoire des chiffres qui y sont indiqués et compte tenu aussi des observations présentées dans le paragraphe qui précède, le tableau 28 donne, article par article, les crédits demandés pour 1968 par le Secrétaire général, les crédits ouverts par l'Assemblée générale pour 1967 et les dépenses de 1966; ces derniers montants concernent essentiellement l'ancien Centre de développement industriel, le colloque international et les colloques régionaux sur le développement industriel.

Tableau 28

Articles	1968	1967	1966
	Crédits demandés	Crédits ouverts	Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Deuxième session du Conseil du développement industriel et réunions de ses organes subsidiaires.....	50 000	261 500	—
II. — Réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs.....	96 000	96 000	—
III. — Traitements et salaires.....	6 088 000	2 699 500	2 054 881
Besoins en personnel supplémentaire.....		700 000	
		3 399 500	
IV. — Dépenses communes de personnel et frais de voyage pour le congé dans les foyers.....	1 805 000	590 600	440 648
V. — Frais de voyage du personnel en mission...	170 000	77 500	25 051
VI. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.....	10 000	6 000	4 250
VII. — Matériel et installations.....	35 000	40 000	—
VIII. — Entretien, utilisation et location des locaux	70 000	—	—
IX. — Frais généraux.....	200 000	200 000	—
X. — Programme de publications et services contractuels pour la reproduction des documents	400 000	157 000	61 915
XI. — Colloque international sur le développement industriel.....	278 000	586 500	391 998
Crédit initial au titre des dépenses relatives à la réinstallation du secrétariat de l'ONUDI	—	500 000 ^a	—
TOTAL, CHAPITRE 20	9 202 000	5 914 600^b	2 978 743^c

^a Ainsi qu'il ressort du paragraphe 388, le Secrétaire général estime que le coût de la réinstallation du secrétariat de l'ONUDI à Vienne, y compris les dépenses de caractère non renouvelable, se chiffrera à quelque 2 324 000 dollars, soit 1 824 000 dollars de plus que le montant approuvé à ce titre pour 1967. La recommandation du Comité consultatif figure aux paragraphes 396 et 397.

^b Y compris un montant de 157 500 dollars viré de l'article premier du chapitre 3, et qui concerne le personnel de la Direction des opérations d'assistance technique du Département des affaires économiques et sociales, et un montant de 27 600 dollars viré, pour la même raison, du chapitre 4.

^c Dont un montant de 391 998 dollars viré de l'article VI du chapitre 2, un montant de 2 054 881 dollars viré du chapitre 3 et qui concerne le personnel affecté auparavant au Centre de développement industriel et à la Direction des opérations d'assistance technique du Département des affaires économiques et sociales (article premier — 1 734 208 dollars, article III — 318 028 dollars, article IV — 2 645 dollars); un montant de 403 229 dollars viré de l'ensemble du chapitre 4; un montant de 62 470 dollars viré du chapitre 5 (article premier — 25 051 dollars, article III — 37 419 dollars); un montant de 4 250 dollars viré de l'article premier du chapitre 6 et un montant de 61 915 dollars viré du chapitre 11 (article II — 23 009 dollars, article III — 38 906 dollars).

390. Le Comité consultatif s'est fondé pour son examen du projet de budget pour 1968 sur la situation de fait en 1967, notamment en ce qui concerne l'effectif de l'ONUDI et le nombre des vacances de postes, ainsi que les possibilités de

recruter rapidement un nombre important de spécialistes hautement qualifiés. Le Comité a été guidé par la nécessité de réaliser des économies et d'assurer un taux de croissance contrôlé.

Effectifs en 1967

391. Au 1^{er} janvier 1967, le tableau d'effectifs de l'ONUDI comprenait 108 postes d'administrateur et 75 postes d'agent des services généraux, qui avaient été transférés de l'ancien Centre de développement industriel, et huit postes d'administrateur et huit postes d'agent des services généraux transférés de la Direction des opérations d'assistance technique. Tous ces postes étaient des postes du secteur organique.

392. Le Comité consultatif a été informé que 75 postes supplémentaires pouvaient être créés grâce au crédit spécial de 700 000 dollars ouvert par l'Assemblée générale pour couvrir le coût des services supplémentaires de personnel. Ces postes nouveaux devaient être répartis comme suit: 34 postes d'administrateur et 29 postes d'agent des services généraux seraient destinés aux divisions organiques et 6 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux aux Services administratifs. Le nombre des postes à imputer sur le crédit de 3 399 500 dollars que l'Assemblée générale a ouvert, lors de sa vingt et unième session, aux articles IV et XIII du chapitre 21

(A/6481, par. 20) peut donc être estimé à 274, dont 150 postes d'administrateur et 112 postes d'agent des services généraux dans les divisions organiques et 6 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux aux Services administratifs.

393. A sa première session, qu'il a tenue en avril 1967, le Conseil du développement industriel a été informé qu'au 10 avril 1967, 109 administrateurs, dont 8 n'appartenaient pas à des services organiques, travaillaient à l'ONUDI. Le Conseil était également saisi d'un projet de tableau d'effectifs du secrétariat de l'ONUDI, qui comprenait 201 postes d'administrateur et 145 postes d'agent des services généraux dans les divisions organiques, et 70 postes d'administrateur et 173 postes d'agent des services généraux aux Services administratifs, soit un total de 589 postes (271 administrateurs et 318 agents des services généraux).

394. A l'occasion de son examen, en milieu d'exercice, du budget de 1967, le Comité consultatif a été saisi de chiffres révisés concernant l'effectif de 1967, qui étaient fondés sur un renforcement progressif du Personnel (voir tableau ci-après).

	Divisions organiques		Services administratifs		Total		Total général
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	
Janvier-avril 1967....	108	83	4	6	112	89	201
Mai-août 1967.....	118	83	35	33	153	116	269
Septembre-décembre 1967.....	172	120	108	212	280	332	612

D'après ces chiffres, le crédit ouvert par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session (voir par. 392) pouvait être utilisé pour couvrir le coût de 172 postes d'administrateur et de 120 postes d'agent des services généraux dans les divisions organiques et de six postes d'administrateur et de six postes d'agent des services généraux aux Services administratifs, soit un total de 304 postes (178 administrateurs et 126 agents des services généraux). Le Secrétaire général a demandé la création, dans les Services administratifs, de 308 postes supplémentaires (102 administrateurs et 206 agents des services généraux), dont le coût serait couvert conformément à la décision prise par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale à sa 1170^{ème} séance (voir par. 387). L'effectif demandé pour 1967 se chiffrait donc au total à 612 postes.

395. Le Comité consultatif a été en outre informé que le personnel de l'ONUDI comptait, au 5 juin 1967, 120 administrateurs et 95 agents des services généraux dans les divisions organiques et 11 administrateurs et 6 agents des services généraux aux Services administratifs, soit un total de 232 postes (131 administrateurs et 101 agents des services généraux).

396. Compte tenu du nombre de postes vacants et compte tenu également des retards dans le recrutement et du fait que l'ONUDI sera transféré à

Vienne à la fin de 1967, le Comité consultatif, dans sa réponse à la demande présentée par le Secrétaire général comme suite à la décision de l'Assemblée générale dont il est question au paragraphe 387, a approuvé pour 1967 un effectif de 506 postes répartis comme suit: 172 administrateurs et 120 agents des services généraux dans les services organiques et 78 administrateurs et 136 agents des services généraux aux Services administratifs — soit au total 250 administrateurs et 256 agents des services généraux. Si l'on compare ces derniers chiffres avec ceux qui sont indiqués au paragraphe 394, on verra que l'effectif des services organiques approuvé pour 1967 par le Comité consultatif correspond au nombre de postes dont le coût peut être imputé sur le crédit approuvé. En ce qui concerne les Services administratifs, le nombre d'administrateurs, bien que réduit de 30 par rapport au chiffre révisé, reste supérieur au chiffre soumis au Conseil du développement industriel; quant au nombre d'agents des services généraux pour cette même division (136), il comporte 76 postes de moins que le chiffre révisé et 37 postes de moins que le chiffre soumis au Conseil du développement industriel.

397. On trouvera au tableau 29 une récapitulation des chiffres indiqués dans les paragraphes 391 à 396 en ce qui concerne les postes autorisés et les postes proposés pour 1967 et l'effectif approuvé pour cette même année par le Comité consultatif.

Tableau 29

EFFECTIF DE L'ONUDI EN 1967

Nombre de postes autorisés et de postes proposés, et effectif approuvé par le Comité consultatif

	Divisions organiques		Services administratifs		Total		
	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Total général
A. — Postes dont le coût peut être couvert par le crédit approuvé							
Postes transférés du Centre de développement industriel.	108	75	—	—	108	75	183
Postes transférés de la Direction des opérations d'assistance technique.	8	8	—	—	8	8	16
Postes imputés sur le crédit spécial de 700 000 dollars (chiffres estimatifs).	34	29	6	6	40	35	75
Total estimatif de l'effectif initial autorisé pour 1967.	150	112	6	6	156	118	274
B. — Effectifs révisés pour 1967							
Postes dont l'origine et le financement sont identiques à ceux de la rubrique A.	172	120	6	6	178	126	304
Postes dont le coût doit être couvert conformément à la décision prise par la Cinquième Commission à sa 1170 ^{ème} séance.	—	—	102	206	102	206	308
TOTAL	172	120	108	212	280	332	612
C. — Propositions du Comité consultatif pour 1967							
Effectifs estimatifs indiqués à la rubrique B..	172	120	108	212	280	332	612
Effectifs approuvés par le Comité consultatif.	172	120	78	136	250	256	506
Réduction proposée pour 1967 par le Comité consultatif.	—	—	30	76	30	76	106

Effectifs pour 1968

398. Lorsqu'il a examiné les besoins en personnel de l'ONUDI pour 1968, le Comité consultatif a tenu compte du fait que 1968 sera la première année complète de fonctionnement de l'ONUDI à Vienne et qu'en l'absence de données fondées sur l'expérience les estimations du Secrétaire général ont nécessairement un caractère provisoire, en particulier en ce qui concerne les services administratifs nécessaires, les frais généraux et les dépenses diverses d'entretien. Le Comité a reconnu sans réserve qu'il importe d'assurer au programme une expansion adéquate et qui soit compatible avec une évaluation raisonnable des possibilités qu'a l'ONUDI de recruter du personnel pleinement qualifié. Il a reconnu aussi la nécessité de doter les services administratifs d'un effectif suffisant pour pouvoir fournir un appui utile au personnel des services organiques.

399. Le crédit demandé pour 1968 à l'article III (6 088 000 dollars) dépasse de 2 688 500 dollars, c'est-à-dire de 79 p. 100, le crédit ouvert pour 1967 aux articles IV et XIII (A/6481). Étant donné que ce crédit ne comprend pas les postes des Services administratifs que le Comité consultatif a approuvés et dont le coût sera imputé sur l'article XII du chapitre 21 du budget de 1967 (A/6481), la différence entre le montant estimatif des dépenses de personnel pour 1968 et le chiffre ajusté pour 1967 sera proportionnellement moins importante. En ce qui concerne les postes supplémentaires demandés pour 1968, les prévisions pour cet exercice, si on les compare à l'effectif révisé pour 1967, font apparaître une augmentation globale de 58 postes dans les divisions organiques (33 administrateurs et 25 agents des services

généraux). L'effectif demandé pour 1968 par le Secrétaire général comporte 164 postes de plus que le total approuvé par le Comité consultatif pour 1967 (33 administrateurs et 25 agents des services généraux dans les divisions organiques et 30 administrateurs et 76 agents des services généraux dans les Services administratifs).

400. Si l'on compare l'effectif proposé pour 1968 et le nombre des fonctionnaires en poste au 5 juin 1967 (voir par. 395), on constate que dans un délai de 18 mois environ il faudrait pourvoir 85 postes d'administrateur et 50 postes d'agent des services généraux dans les services organiques et 97 postes d'administrateur et 106 postes d'agent des services généraux dans les Services administratifs, soit un total général de 438 postes. L'Assemblée générale n'a pas encore examiné les propositions concernant la structure et les effectifs de l'ONUDI — structure et effectifs qui dépendront d'une part du dosage entre les programmes « orientés vers l'action » et les programmes de « promotion » et, d'autre part, du degré de décentralisation des activités de l'ONUDI (questions à propos desquelles des avis différents ont été exprimés au Conseil du développement industriel. Que la structure organique proposée soit ou non celle en faveur de laquelle se prononcera l'Assemblée générale, le Comité consultatif n'en a pas moins des doutes quant à la possibilité pratique de recruter dans un délai de 18 mois environ un nombre de fonctionnaires des services organiques aussi important que celui qui est indiqué dans le projet de budget, surtout si l'on songe qu'il faudra recruter sur une base géographique large des experts qui sont difficiles à trouver dans la plupart des pays.

S'agissant du personnel des services administratifs et des services linguistiques, il serait peut-être bon de rappeler que si, l'Assemblée générale, en prenant la décision de transférer l'ONUDI à Vienne, a décidé de ce fait d'instituer des services d'appui plus importants que ceux qui auraient été nécessaires si New York ou Genève avaient été choisis, il n'en reste pas moins que l'importance des services linguistiques dans les Services administratifs est liée à une décision du Conseil du développement industriel touchant les langues officielles, les langues de travail et la documentation de l'ONUDI, sur laquelle l'Assemblée générale n'a pas encore eu la possibilité de se prononcer. Comme dans le cas du personnel des services organiques, le Comité consultatif n'est pas sûr que l'ONUDI puisse recruter tous les fonctionnaires des services administratifs et des services linguistiques d'ici la fin de 1968, surtout si l'on songe aux incidences du transfert de l'Organisation à Vienne. Il estime également que des économies peuvent être réalisées en ce qui concerne les services administratifs proposés par le Secrétaire général.

401. Compte tenu des impondérables mentionnés plus haut et de la nécessité d'assurer une expansion planifiée qui permettra d'assimiler comme il convient le personnel nouvellement recruté, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que l'effectif proposé dans le projet de budget pour 1968 pourrait être réduit sans que les activités de l'Organisation ni l'expansion de l'ONUDI au cours de la première période formative de son existence s'en ressentent. En particulier, le Comité consultatif a estimé que l'expansion en 1968 devrait tenir pleinement compte de la rapidité avec laquelle le Directeur exécutif pourrait pourvoir les nombreux postes qui seront vraisemblablement vacants au début de l'année,

ainsi que d'autres facteurs ayant une incidence sur la croissance ordonnée et positive de ce secteur d'activité nouveau pour les Nations Unies. A cet égard, le Comité consultatif tient à souligner que l'ONUDI sera vraisemblablement mieux à même de servir les pays en voie de développement si sa structure évolue en fonction de l'expérience acquise.

402. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 396, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que l'effectif de l'ONUDI en 1967 devrait comprendre 250 administrateurs et 256 agents des services généraux, soit un total de 506 postes.

403. Le Comité consultatif recommande que l'ONUDI soit dotée en 1968 d'un effectif de 258 administrateurs et 296 agents des services généraux, soit un total de 554 postes, ce qui représente 355 postes de plus que l'effectif transféré à l'ONUDI à la fin de 1966 du Centre de développement industriel et de la Direction des opérations d'assistance technique, et 48 postes de plus que l'effectif recommandé pour 1967 par le Comité. L'effectif recommandé pour 1968 comporte 55 postes d'administrateur et 61 postes d'agent des services généraux de moins que l'effectif proposé dans le projet de budget pour 1968. L'effectif recommandé pour 1968 par le Comité consultatif se répartirait comme suit: 178 administrateurs et 126 agents des services généraux dans les divisions organiques et 80 administrateurs et 170 agents des services généraux pour les Services administratifs.

404. Le tableau 30 ci-après récapitule les chiffres qui ont fait l'objet d'un exposé détaillé aux paragraphes 398 à 403 et qui concernent l'effectif proposé pour 1968 et les recommandations du Comité consultatif à ce sujet.

Tableau 30
EFFECTIF DE L'ONUDI POUR 1968

	Divisions organiques		Services administratifs		Total		Total général
	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	
A. — Propositions du Secrétaire général							
Effectif à la fin de 1967	172	120	108	212	280	332	612*
Postes supplémentaires demandés pour 1968 . .	33	25	—	—	33	25	58
TOTAL	205	145	108	212	313	357	670
B. — Recommandations du Comité consultatif							
Effectif pour 1967	172	120	78	136	250	256	506
Postes supplémentaires pour 1968	6	6	2	34	8	40	48
Effectif total recommandé pour 1968	178	126	80	170	258	296	554
Réduction recommandée par le Comité consul- tatif en ce qui concerne l'effectif proposé pour 1968	27	19	28	42	55	61	116

* Voir tableau 29, rubrique B.

405. La réduction de l'effectif qui est recommandée par le Comité consultatif permettrait de diminuer de 740 000 dollars le crédit demandé à l'article III de chapitre 20, ce qui aurait pour effet de réduire de 220 000 dollars le crédit demandé à l'article IV. Le Comité n'ignore pas que cette réduction de l'effectif permanent se traduirait vraisemblablement par une augmentation des dépenses relatives au personnel temporaire, par rapport aux prévisions initiales.

406. Le Comité consultatif recommande l'approbation des crédits demandés par le Secrétaire général à l'article premier, deuxième session du Conseil du développement industriel et réunions de ses organes subsidiaires (50 000 dollars), à l'article II, réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs (96 000 dollars), à l'article VI, dépenses de représentation (10 000 dollars), et à l'article VIII, entretien, utilisation et location des locaux (70 000 dollars).

407. Le Crédit demandé à l'article V (Frais de voyage du personnel en mission) s'élève à 170 000 dollars. Étant donné qu'il s'agit là d'une estimation de caractère nécessairement provisoire et compte tenu de la réduction des effectifs recommandés plus haut au paragraphe 403, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 000 dollars le crédit demandé à cet article.

408. Pour ce qui est de l'article VII (Matériel et installations), le Comité recommande de réduire de 25 000 dollars le montant estimatif de 35 000 dollars, compte tenu des réductions d'effectifs mentionnées ci-dessus et du fait que la plus grande partie du matériel en question aura été achetée en 1967.

409. Le Comité consultatif estime que le crédit de 200 000 dollars demandé à l'article IX (Frais généraux) constitue une estimation qui est nécessairement de caractère provisoire. Aussi recommande-t-il de réduire de 25 000 dollars le montant demandé à cet article.

410. Le crédit demandé à l'article X (Programme de publications et services contractuels pour la reproduction des documents) s'élève à 400 000 dollars

alors que le crédit ouvert pour 1967 se chiffrait à 157 000 dollars. Considérant que le programme de publications d'une organisation nouvelle comme l'ONUDI n'atteindra vraisemblablement pas le volume estimatif indiqué, au cours de la première année de fonctionnement, le Comité consultatif recommande de réduire de 100 000 dollars le crédit demandé à cet article.

411. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 20 un crédit de 8 072 000 dollars, soit 1 130 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

Chapitre 20. — Organisation des Nations Unies pour le développement industriel:

	<i>Dollars</i>
Article III.....	740 000
Article IV.....	220 000
Article V.....	20 000
Article VII.....	25 000
Article IX.....	25 000
Article X.....	100 000
	1 130 000

PRÉVISIONS DE RECETTES

412. Le tableau 31 donne une récapitulation des prévisions de recettes pour 1968, des montants approuvés pour 1967 et des recettes effectives de 1966.

Tableau 31

**TABEAU RÉCAPITULATIF DES PRÉVISIONS DE RECETTES POUR 1968,
DES MONTANTS APPROUVÉS POUR 1967 ET DES RECETTES EFFECTIVES DE 1966**

	<i>1968 Montants estimatifs</i>	<i>1967 Montants approuvés</i>	<i>1966 Montants effectifs</i>	<i>Augmentations en 1968 par rapport à 1967</i>
	<i>Dollars des États-Unis</i>			
1. Recettes provenant des contributions du personnel	15 000 000	13 249 800	12 519 168	1 750 200
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires...	2 436 150	2 196 276	2 099 324	239 874
3. Recettes générales.....	3 813 600	2 742 525	2 312 945	1 071 075
4. Activités productrices de recettes.....	2 686 950	2 376 525	3 002 571	310 425
TOTAL des recettes autres que les contributions du personnel	8 936 700	7 315 326	7 414 840	1 621 374
TOTAL DES RECETTES	23 936 700	20 565 126	19 934 009	3 371 574

Titre premier. — Recettes provenant des contributions du personnel

CHAPITRE PREMIER DES RECETTES. — CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

	<i>Dollars</i>
Prévisions présentées par le Secrétaire général.....	15 000 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif.....	14 442 700
1966 (montant effectif).....	12 519 168
1967 (montant estimatif).....	13 249 800

413. Ce chapitre concerne le produit probable des contributions auxquelles les traitements et émoluments des fonctionnaires sont assujettis conformément à l'article 3.3 du Statut du personnel. La totalité de la somme en question sera créditée au Fonds de péréquation des impôts pour être répartie entre les États Membres conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

414. Les recettes prévues pour 1968 — soit 15 000 000 de dollars — dépassent de 1 750 200 dollars le montant approuvé pour 1967. Sur ces

recettes, 12 443 000 dollars correspondent aux prélèvements effectués sur les traitements et émoluments inscrits aux chapitres 2, 3, 4, 12 et 16 et aux chapitres 3 et 4 des recettes. Le solde se décompose comme suit: 414 000 dollars correspondent aux contributions du personnel de Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 17), 68 000 dollars à celles du personnel de la Cour internationale de Justice (chapitre 18), 950 000 dollars à celles du personnel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chapitre 19) et 1 125 000 dollars à celles du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (chapitre 20).

415. Le produit des contributions du personnel variant en raison directe du montant des traitements et émoluments, les réductions recommandées par le Comité consultatif aux chapitres 3, 19 et 20 (voir plus haut, par. 178 à 183, 190, 197, 379 à 381 et 403) auront pour effet de réduire de 557 300 dollars les recettes provenant des contributions du personnel.

416. Le Comité consultatif recommande donc d'approuver, pour le chapitre premier des recettes, un montant estimatif de 14 442 700 dollars.

Réduction recommandée:

	<i>Dollars</i>
Chapitre premier des recettes. — Contributions du personnel.....	557 300

Titre II. — Autres recettes

CHAPITRE 2 DES RECETTES. — RECETTES PROVENANT DE FONDS EXTRA-BUDGÉTAIRES

	<i>Dollars</i>
Prévisions présentées par le Secrétaire général.....	2 436 150
Prévisions recommandées par le Comité consultatif.....	2 436 150
1966 (montant effectif).....	2 099 324
1967 (montant estimatif).....	2 196 276

417. Les 2 436 150 dollars prévus correspondent aux sommes à recevoir ci-après qui doivent être portées en recettes au budget ordinaire:

a) Versement de 1 574 600 dollars provenant de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement et correspondant aux dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante;

b) Subvention de 440 000 dollars versée par le Fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, au titre des dépenses d'administration consignées au chapitre 17 du budget;

c) Versement de 421 550 dollars de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

418. Le montant de la somme à recevoir de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement, soit 1 574 600 dollars, dépasse de 155 668 dollars le montant estimatif pour 1967 et de 219 508 dollars le montant effectif de 1966. Le montant de ce versement forfaitaire est fixé conformément aux termes de la résolution 1060 (XXXIX) du Conseil économique et social, en vertu de laquelle, depuis 1966, la contri-

bution annuelle au titre des dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution des organisations participantes représente 14 p. 100 de la moitié du programme d'opérations approuvé pour la période biennale précédente (en l'espèce la période biennale 1965/1966).

419. La subvention attendue du Fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés (440 000 dollars) dépasse de 50 000 dollars le montant approuvé pour 1967 et de 88 965 dollars le montant effectif de 1966. La formule utilisée pour calculer cette subvention, telle qu'elle a été adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session sur la recommandation du Comité consultatif⁶⁶, ainsi que la modification que le Haut Commissaire a proposé d'apporter à l'interprétation de cette formule, ont été décrites plus haut (voir par. 347 à 349) à propos du chapitre 17 (Haut Commissariat pour les réfugiés). Le chiffre de 440 000 dollars, montant de la subvention devant être versée en 1968, a été calculé en tenant compte de l'interprétation que le Haut Commissaire a suggéré de donner à cette formule.

420. Le montant estimatif de la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions du personnel, soit 421 550 dollars, dépasse de 34 206 dollars le montant approuvé pour 1967 et de 73 353 dollars la somme effectivement reçue en 1966. Cette somme a été calculée en fonction de la formule dont l'ONU et la Caisse sont convenues quant à la répartition des dépenses de la Caisse, qui sont initialement imputées sur le budget ordinaire de l'ONU, la Caisse remboursant ensuite à l'ONU les deux tiers des traitements nets relatifs aux postes permanents, des dépenses communes de personnel et des frais de voyage pour le congé dans les foyers, ainsi que d'autres dépenses qui font chacune l'objet d'une décision séparée. L'augmentation par rapport à 1966 est attribuable en partie à l'accroissement des dépenses de personnel, en partie aux crédits plus élevés qui sont demandés pour faire face aux frais des placements et en partie à un taux supérieur de remboursement à l'ONU du coût de divers services rendus.

421. Eu égard aux observations formulées ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'approuver pour le chapitre 2 des recettes le montant estimatif de 2 436 150 dollars proposé par le Secrétaire général.

CHAPITRE 3 DES RECETTES. — RECETTES GÉNÉRALES

	<i>Dollars</i>
Prévisions présentées par le Secrétaire général.....	3 813 600
Prévisions recommandées par le Comité consultatif.....	3 900 000
1966 (montant effectif).....	2 312 945
1967 (montant estimatif).....	2 742 525

422. Le montant des recettes prévues au chapitre 3 accuse une augmentation nette de 1 071 075 dollars par rapport au montant approuvé pour 1967 et une augmentation de 1 500 655 dollars par rapport au montant effectif de 1966. Le tableau 32 ci-dessous donne une ventilation par article des recettes générales pour les exercices 1966 à 1968.

⁶⁶ *Ibid.*, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 32

RECETTES GÉNÉRALES: TABLEAU RÉCAPITULATIF POUR LES EXERCICES 1966, 1967 ET 1968

Articles	1968 Montants estimatifs	1967 Montants approuvés	1966 Montants effectifs	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
i) Loyers:		<i>Dollars des États-Unis</i>		
Montant brut.....	280 800	256 500	307 633	
Moins: Dépenses de personnel correspondantes.....	36 900	34 875	33 461	
Montant net.....	243 900	221 625	274 172	22 275
ii) Remboursement au titre du per- sonnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'au- tres organismes.....	1 680 900	642 400	598 732	1 038 500
iii) Intérêts bancaires.....	40 000	30 000	70 632	10 000
iv) Vente de matériel usagé.....	77 700	90 000	55 715	(12 300)
v) Remboursement de dépenses d'exercices précédents.....	108 000	125 000	152 235	(17 000)
vi) Contributions d'États non mem- bres.....	1 098 100	1 075 000	602 952	23 100
vii) Services de télévision et services analogues.....	350 000	353 500	376 348	(3 500)
viii) Recettes accessoires.....	95 000	85 000	99 364	10 000
ix) Remboursement d'une partie des coûts de construction du bâtiment des Nations Unies à Santiago du Chili.....	120 000	120 000	82 795	—
x) Remboursement de la contribution versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel à l'occasion du retrait des participants.....	Pour mémoire	—	—	—
TOTAL	3 813 600*	2 742 525	2 312 945	1 071 075

* Ce montant comprend 254 300 dollars correspondant à l'Office des Nations Unies à Genève.

423. Les recettes provenant des loyers, tant pour New York que pour Genève, comprennent la location de places dans les garages et la location de bureaux par des institutions spécialisées, des organisations de l'extérieur ou pour des activités organisées par le personnel. Conformément à la politique décrite plus haut au paragraphe 44 du chapitre premier, les traitements et les dépenses communes de personnel directement liées à la supervision et à la gestion du garage à New York ont été imputés sur les recettes brutes inscrites à cette rubrique.

424. L'augmentation nette de 1 038 500 dollars que fait apparaître la rubrique ii), remboursement au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organisations, est essentiellement attribuable aux remboursements suivants que les gouvernements hôtes doivent effectuer à l'occasion des dépenses supplémentaires entraînées par la réunion dans leurs pays respectifs de certaines conférences:

	Dollars
Gouvernement indien (deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement).....	586 800
Gouvernement iranien (Conférence internationale des droits de l'homme).....	225 400
Gouvernement autrichien (Conférence internationale sur la signalisation routière et Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités).....	145 500
	957 700

Le montant estimatif du remboursement par l'Institut latino-américain de planification économique et sociale du coût des services fournis à l'Institut dans l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili se monte à 160 600 dollars. Les autres recettes prévues à la rubrique ii) comprennent 145 000 dollars à recevoir d'institutions et d'organismes gouvernementaux et autres et 50 000 dollars à recevoir du FISE des services fournis par le Centre international de calcul électronique.

425. Le chiffre des recettes prévues à la rubrique iii), intérêts bancaires, d'un montant de 40 000 dollars, comprend 15 000 dollars en ce qui concerne Genève. Eu égard au fait que les recettes effectives de 1966 au titre de cette rubrique se sont élevées à 70 000 dollars environ, le Comité consultatif est d'avis que, pour 1968, les recettes provenant d'intérêts bancaires ont été sous-estimées.

426. La rubrique vi) concerne les contributions d'États non membres au titre de leur participation à certaines des activités de l'Organisation: la Cour internationale de Justice, le contrôle international des stupéfiants, les Commissions économiques pour l'Europe et pour l'Asie et l'Extrême-Orient et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les recettes prévues ont été calculées en fonction des dépenses prévues en 1967. Les États non membres, dont les contributions seront fixées en fonction des dépenses effectives, seront informés dans le courant de l'année 1968 de la somme qu'ils

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

devront verser au titre de leur quote-part des dépenses de cet ordre faites pendant l'exercice précédent.

427. Les recettes prévues à la rubrique vii), services de télévision et services analogues, se montent à 350 000 dollars, soit 3 500 dollars de moins que le montant qui a été approuvé pour 1967 et 26 348 dollars de moins que les recettes effectives de 1966. Le Comité consultatif estime que, comme pour les exercices précédents, les recettes effectives dépasseront celles qui ont été prévues à la présente rubrique. Le Comité recommande donc de les porter à 400 000 dollars.

428. La rubrique ix) prévoit des recettes d'un montant de 120 000 dollars représentant le quatrième des dix versements que le Gouvernement chilien doit faire pour rembourser la somme de 1 200 000 dollars, partie des coûts de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, qui avaient initialement été imputés au chapitre 7 du budget ordinaire de 1965 et 1966, conformément à une décision que l'Assemblée générale avait prise à sa vingtième session.

429. La mention pour mémoire qui figure à la rubrique x) a été inscrite pour prévoir la possibilité de remboursements à l'Organisation par la Caisse commune des pensions du personnel, conformément à la deuxième partie du dispositif de la résolution 2191 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1966, dans les cas où les participants admis à la Caisse après le 1^{er} janvier 1967 la quittent avant d'avoir accompli cinq ans de service sans remplir les conditions requises pour bénéficier de prestations ou sont renvoyés sans préavis.

430. Le Comité consultatif estime que le montant des recettes prévues aux rubriques iii) (voir plus haut, par. 425), iv) vente de matériel usagé, et viii) recettes accessoires, du chapitre 3 des recettes, pourrait en fait se révéler supérieur. En conséquence, il recommande d'approuver, pour le chapitre 3 des recettes, un montant estimatif de 3 900 000 dollars, soit une augmentation de 86 400 dollars par rapport aux prévisions présentées par le Secrétaire général.

Récapitulation des augmentations recommandées:

	Dollars
Chapitre 3 des recettes. — Recettes générales:	
Rubriques iii, iv et viii.....	36 400
Rubrique vii.....	50 000
TOTAL DES AUGMENTATIONS	86 400

CHAPITRE 4 DES RECETTES. — ACTIVITÉS PRODUCTRICES DES RECETTES

Dollars

Prévisions présentées par le Secrétaire général.....	2 686 950
Prévisions recommandées par le Comité consultatif.....	2 711 950
1966 (montant effectif).....	2 991 852
1967 (montant estimatif).....	2 376 525

431. Le chapitre 4 des recettes réunit les diverses activités productrices de recettes de nature commerciale qui étaient auparavant réparties entre les anciens chapitres 4, 5 et 6 des recettes, concernant respectivement la vente de timbres-poste de l'ONU, la vente des publications et les services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes. En vue de dresser un tableau plus complet de ces activités productrices de recettes, toutes les dépenses directes nettement identifiables, y compris les traitements et les dépenses communes de personnel relatifs aux fonctionnaires s'occupant directement de ces activités (inscrites auparavant aux chapitres, 3, 4 et 5) et les frais d'impression d'exemplaires supplémentaires de publications de l'ONU destinés à la vente (inscrits auparavant au chapitre 11) ont été imputés sur le chapitre 4 des recettes.

432. Les activités productrices de recettes de nature commerciale, groupées dans le présent chapitre, peuvent se diviser en activités pour lesquelles le souci de réaliser un bénéfice est secondaire et celles pour lesquelles il joue un rôle plus important. Ces dernières activités comprennent l'Administration postale de l'ONU, le comptoir d'articles pour cadeaux et le magasin de souvenirs. La première catégorie comprend des activités comme la vente des publications et les visites guidées qui visent essentiellement à faire connaître l'ONU, et les restaurants et services annexes qui visent surtout à fournir aux délégués et au personnel les meilleurs services aux prix les plus bas.

433. Le tableau 33 ci-dessous donne les recettes nettes inscrites aux quatre articles du chapitre 4 des recettes pour les exercices 1966-1968:

434. Le tableau 34 donne les montants approuvés bruts et les recettes effectives pour les exercices 1962 à 1966.

Tableau 33

Articles	1968 Montants estimatifs	1967 Montants approuvés	1966 Montants effectifs	Augmentation (ou diminution) entre 1967 et 1968
	Dollars des Etats-Unis			
I. — Vente de timbres-poste de l'ONU	2 095 000	1 402 900	2 236 462	692 100
II. — Vente des publications et librairie	263 450	581 681	246 435	(318 231)
III. — Services destinés aux visiteurs et visites guidées.....	13 300	81 669	149 534	(68 369)
IV. — Comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs et restaurants et services annexes .	315 200	310 275	359 421	4 925
TOTAL	2 686 950	2 376 525	2 991 852	310 425

COMPARAISON DES MONTANTS APPROUVÉS ET DES MONTANTS EFFECTIFS
1962-1966

Articles	1962		1963		1964		1965		1966	
	Montants estimatifs	Montants effectifs	Montants estimatifs	Montants effectifs	Montants estimatifs	Montants effectifs	Montants estimatifs	Montants effectifs	Montants estimatifs	Montants effectifs
(Dollars des États-Unis)										
I. — Administration postale de l'ONU.....	1 275 000	1 358 623	1 300 000	1 363 748	1 400 000	1 703 983	1 465 000	2 071 165	1 670 000	2 603 532
II. — Vente des publications.....	375 000	454 662	541 000	442 058	541 000	561 850	611 000	675 628	718 000	842 432
III. — Services destinés aux visiteurs:										
New York.....	351 000	394 609	369 500	336 575	394 000	318 907	440 000	302 763	438 800	441 913
Genève.....	22 000	20 696	14 000	22 079	24 000	22 350	22 000	24 764	23 600	31 249
IV. — Magasin de souvenirs.....	156 000	208 385	204 000	208 580	228 000	243 503	230 000	239 743	216 000	258 660
— Comptoir d'articles pour cadeaux.....	187 000	184 030	184 000	150 778	182 000	128 787	183 500	133 016	127 000	135 148
— Restaurants et services annexes.....	(41 000)	(20 790)	(40 000)	(30 105)	—	(7 450)	—	6 779	—	2 697
Total	2 325 000	2 600 215	2 572 500	2 493 713	2 769 000	2 971 930	2 931 500	3 453 858	3 193 400	4 315 631

435. Le montant des recettes prévues à l'article premier, Vente de timbres-poste de l'ONU, est évalué à 2 095 000 dollars, soit 692 100 dollars de plus que le montant approuvé pour 1967, et 141 461 dollars de moins que les recettes effectives nettes de 1966. Le Secrétaire général explique cette diminution par le fait qu'en 1966, les ventes de timbres-poste de l'ONU ont bénéficié d'une série de circonstances particulières comme une nouvelle émission des timbres commémorant le vingtième anniversaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les ventes effectuées à l'occasion d'une exposition mobile qui s'est déplacée dans dix-sept pays européens et enfin un effort particulier de promotion des ventes lors d'expositions internationales qui ont eu lieu à Washington, à New York et dans d'autres villes.

436. Le produit brut de la vente des timbres-poste de l'ONU est évalué, pour 1968, à 3 375 000 dollars et les recettes brutes, après déduction des versements à l'Administration postale des États-Unis (425 000 dollars) et des remboursements, ajustements et commissions (27 000 dollars), sont évaluées à 2 923 000 dollars. Les dépenses imputées sur les recettes sont évaluées à 828 000 dollars, dont 415 000 dollars pour le coût des postes permanents et les dépenses communes de personnel, 188 000 dollars pour le personnel temporaire et 25 000 dollars pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit.

437. Dans son rapport sur le projet de budget pour 1967⁶⁶, le Comité consultatif a noté avec satisfaction le travail très positif accompli par l'Administration postale de l'ONU pour stimuler l'intérêt du public pour les Nations Unies tout en procurant en même temps des recettes substantielles pour l'Organisation. Les prévisions de recettes pour 1968 prouvent qu'aucun effort n'est épargné pour accroître les ventes de timbres-poste de l'ONU.

438. Les prévisions relatives à l'article II, Vente des publications et librairie de l'ONU, s'élèvent à 263 450 dollars, soit 318 231 dollars de moins que le montant net approuvé pour 1967, mais 17 015 dollars de plus que le montant net des recettes effectives de 1966.

439. Le montant brut des ventes au détail en 1968 est estimé à 1 941 500 dollars, soit une augmentation de 44 000 dollars par rapport au montant approuvé pour 1967 et de 362 177 dollars par rapport au montant effectif de 1966. Déduction faite des ristournes et commissions (427 500 dollars), du coût des articles vendus (435 350 dollars) y compris le coût du tirage des publications auparavant comptabilisé au chapitre 11, et de divers ajustements, les recettes nettes sont estimées à 984 150 dollars. Les dépenses imputées sur les recettes sont estimées à 720 700 dollars, sur lesquels 257 200 dollars ont trait aux traitements et aux dépenses communes de personnel, 105 000 dollars au personnel temporaire, 85 000 dollars aux traitements des employés de la librairie et 5 000 dollars aux heures supplémentaires (soit 452 200 dollars au total). Les recettes nettes sont estimées à 263 450 dollars, ce qui représente 13,6 p. 100 du chiffre d'affaires brut.

440. Le Comité consultatif sait gré au Président du Comité des commissaires aux comptes de lui avoir transmis son rapport au Comité des commissaires aux comptes sur la vente des publications. Le Comité consultatif est persuadé que l'étude de ce rapport par le Comité des publications et la section des ventes, ainsi que la mise en œuvre, le cas échéant, des recommandations qui y sont contenues, auront pour effet d'accroître les recettes au titre de l'article II.

441. Les prévisions relatives à l'article III, services destinés aux visiteurs et visites guidées, s'élèvent à 13 300 dollars, soit 68 369 dollars de moins que le montant net approuvé pour 1967 et 136 234 dollars de moins que le montant net des recettes effectives de 1966. Le Secrétaire général prévoit qu'à New York, les visites guidées produiront des recettes nettes d'un montant de 24 190 dollars et qu'à Genève elles entraîneront une perte nette de 10 890 dollars.

442. On prévoit que le nombre de visiteurs faisant la visite guidée à New York sera de 1 070 000 en 1968; ce chiffre correspond à la moyenne annuelle effectivement enregistrée au cours de la période 1965-1966. Les recettes brutes provenant des droits d'admission perçus sont estimées à 864 000 dollars en 1968, soit 2 469 dollars de plus que les recettes brutes effectives de 1966. Les dépenses imputées sur les recettes s'élèvent à 839 810 dollars et comprennent 330 810 dollars correspondant aux traitements, dépenses communes du personnel et frais de voyage au titre du congé dans les foyers pour ce qui est des postes permanents du Service des visites, dépenses qui étaient auparavant inscrites aux chapitres 3, 4 et 5 du projet de budget, 479 000 dollars au titre des traitements et salaires des guides et agents réguliers, et 5 000 dollars au titre du personnel temporaire, des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit.

443. Les recettes brutes du Service des visites à Genève sont estimées à 60 000 dollars, et les dépenses à 70 890 dollars, dont 39 690 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel auparavant imputés sur les chapitres 3 et 4. Le déficit d'exploitation de ce service est estimé à 10 890 dollars. Entre 1963 et 1966, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres exacts, le nombre des visiteurs est progressivement passé de 198 350 à 184 673. Le Comité consultatif a été informé que la conception même et l'organisation du Service des visites à Genève font actuellement l'objet d'un réexamen.

444. Le montant net des recettes prévues à l'article IV, Magasin de souvenirs, comptoirs d'articles pour cadeaux et restaurants et services annexes, s'élève à 315 200 dollars, soit 4 925 dollars de plus que le montant net approuvé pour 1967, mais 44 221 dollars de moins que le montant net des recettes effectives de 1966.

445. On trouvera dans le tableau 35 ci-dessous l'état récapitulatif des prévisions de recettes et de dépenses correspondant aux trois activités figurant à l'article IV pour 1968, ainsi que les chiffres correspondants pour 1967 et 1966.

⁶⁶ *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 7 (A/6307), par. 363.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 35

Rubriques	1968 Montants estimatifs	1967 Montants approuvés	1966 Montants effectifs	Augmentation entre 1967 et 1968
	(Dollars des Etats-Unis)			
i) Magasin de souvenirs	250 000	227 000	258 660	23 000
ii) Comptoir d'articles pour cadeaux . .	139 000	132 300	135 148	6 700
iii) Restaurants et services annexes . . .	—	—	2 697	—
RECETTES TOTALES	389 000	359 300	396 505	29 700
<i>A déduire: Service de gestion commerciale:</i>				
Postes permanents	59 100	38 800	33 476	20 300
Dépenses communes de personnel et frais de voyage au titre du congé dans les foyers	14 700	10 225	3 608	4 475
TOTAL DES DÉPENSES DE PERSONNEL	73 800	49 025	37 084	24 775
RECETTES NETTES AJUSTÉES	315 200	310 275	359 421	4 975

446. Les recettes nettes (250 000 dollars) provenant de l'exploitation du magasin de souvenirs à New York ont été estimées en prenant pour base un chiffre d'affaires brut de 660 000 dollars, contre un chiffre d'affaires brut effectif de 659 040 dollars en 1966. La diminution de 8 660 dollars entre le montant net des recettes effectives de 1966 et le montant estimatif des recettes nettes pour 1968 est imputable entièrement à un relèvement des traitements.

447. Le calcul du montant estimatif des recettes nettes (139 000 dollars) du comptoir d'articles pour cadeaux se fonde sur un chiffre d'affaires brut estimatif de 570 000 dollars pour 1968, contre un chiffre d'affaires brut effectif de 552 508 dollars en 1966. L'augmentation prévue du chiffre d'affaires brut sera en partie compensée par un relèvement des traitements de sorte que l'augmentation des recettes nettes entre 1966 et 1968 est estimée à 3 852 dollars.

448. Le principe régissant la gestion des restaurants et services annexes est que les prix doivent être fixés, et ajustés de temps en temps, de façon que, dans l'ensemble, les recettes et les dépenses de cette opération s'équilibrent.

449. Il est proposé d'apporter un certain nombre de modifications au tableau d'effectifs du personnel qui s'occupe des activités productrices de recettes visées au chapitre 4 des recettes. Pour ce qui est de l'Administration postale de l'ONU, on se propose de créer 4 postes nouveaux d'administrateur et de reclasser un poste d'administrateur et deux postes d'agent des services généraux. En ce qui concerne la vente des publications, il s'agirait de reclasser deux postes d'administrateur dans la Section des ventes et un poste d'administrateur dans la Division de la comptabilité et de créer un poste nouveau d'administrateur hors-classe au Service de l'information. Au Service des visites, le Secrétaire général propose le reclassement de trois postes d'administrateur, le reclassement dans la catégorie des administrateurs de trois postes d'agent des services généraux, le reclassement de deux postes d'agent des

services généraux et la création d'un poste nouveau d'agent des services généraux. Le projet de budget contient également des demandes de crédits en vue de la création d'un poste nouveau d'administrateur hors-classe et de deux postes d'agent des services généraux et du reclassement comme poste d'administrateur d'un poste d'agent des services généraux au Service de gestion commerciale. Le Secrétaire général demande donc au total neuf postes nouveaux (six postes d'administrateur et trois d'agent des services généraux) et le reclassement de quinze postes (sept dans la catégorie des administrateurs, quatre dans celle des services généraux et quatre postes de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs).

450. Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 83 à 88 ci-dessus, au sujet de l'accroissement des effectifs du personnel, le Comité consultatif recommande que le nombre de postes nouveaux, en ce qui concerne les activités productrices de recettes, soit ramené de neuf à sept et celui de reclassements de 15 à 11, et que le Secrétaire général soit autorisé à modifier ainsi le tableau d'effectifs du personnel chargé des activités faisant l'objet du chapitre 4 des recettes en fonction des besoins particuliers des divers services intéressés. La recommandation du Comité consultatif devrait avoir pour effet de réduire d'environ 25 000 dollars les dépenses imputées sur le chapitre 4 des recettes, ce qui entraînerait un accroissement correspondant de 25 000 dollars des recettes nettes au titre de ce chapitre.

451. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 4 des recettes, un montant estimatif de 2 711 950 dollars au lieu du montant de 2 686 950 dollars proposé par le Secrétaire général.

Augmentation recommandée:

	Dollars
Chapitre 4 des recettes. — Activités productrices de recettes	25 000

INDEX

(Sauf indication contraire, les numéros renvoient aux paragraphes du rapport)

A

Accroissement de l'effectif du personnel	83-88, 164-180, 367, 378, 379, 391-405, 449-450
Action dans le domaine de l'information..	110-118, 253, 286, 287, 300
Activités productrices de recettes (chap. 4 des recettes).....	44, 431-451
Activités productrices de recettes — Personnel.....	449-450
Administration postale de l'ONU.....	431-437, 449
Administration publique (chap. 13).....	325-338
Agents locaux.....	88, 178, 180
Amélioration des locaux.....	229-246
Assemblée générale (conseils, commissions et comités):	
Frais de voyage des représentants et des membres (chap. 1 ^{er}).....	130-143
L'Assemblée générale et les programmes financés par des contributions volontaires.....	119-121
Automatisation des ascenseurs au Siège..	257

B

Bâtiments et amélioration des locaux (chap. 7).....	227, 228, 230-244
Bâtiments et amélioration des locaux — Genève.....	227, 228, 238-244
Bâtiments et amélioration des locaux — New York.....	227, 228, 230-237
Bibliothèque.....	241, 275, 291
Budgets des institutions spécialisées.....	5

C

Caisse commune des pensions du personnel	192, 417, 420, 429
Centre international de calcul électronique	179, 274, 284, 285, 290, 424
Centres d'information.....	260-261, 276
Chalet de Montboven (Genève).....	240, 242, 244
Chypre (Médiateur et Force des Nations Unies).....	7
Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée.....	307-309
Comité <i>ad hoc</i> d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.....	10, 32, 36, 38, 40-42, 47-51, 95-98, 120, 141, 316-319, 346
Comité administratif de coordination.....	10, 43, 51, 111, 316-319
Comité consultatif de la fonction publique internationale.....	320
Comité consultatif de l'information.....	111
Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA).....	320

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:	
Composition et attributions.....	Avant-propos
Sessions et rapports.....	Avant-propos, 82
Rapports avec le Comité du programme et de la coordination.....	74-82
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.....	137
Comité de l'assistance technique (CAT).....	331, 332, 333
Comité des commissaires aux comptes.....	44, 440
Comité des conférences.....	37, 142
Comité du programme et de la coordination.....	51, 74-82
Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	339
Commerce et développement (Conférence) [CNUCED].....	83, 87, 366-384
Commissaires aux comptes (Comité des)	44, 440
Commission des droits de l'homme.....	15, 22, 60-64
Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.....	341-342
Commission des stupéfiants.....	107
Communications (Coût des).....	275, 278, 282, 283
Comptes rendus analytiques.....	93, 373-377
Comptes rendus <i>in extenso</i>	93
Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU.....	432, 433, 444-447, 449
Conciliation des programmes et du budget	38
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	83, 87, 366-384
Conférences et réunions.....	37, 130-143, 144-154, 211-212
Conférences et réunions (CNUCED).....	368-377
Conférences et réunions (ONU).....	406
Congé dans les foyers (Frais de voyage pour le).....	219, 222
Congo (Opération des Nations Unies au)	8, 26, 29
Conseil économique et social (Sessions des commissions techniques et sous-commissions).....	135-138
Consultants et experts.....	193-196, 381
Contributions du personnel.....	2, 368, 413-416
Contributions volontaires.....	6, 119-121
Contrôle des stupéfiants (Organe international de).....	138
Corée — Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies.....	307-309
Corée — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.....	341-342
Corps commun d'inspection.....	316-319
Cour internationale de Justice (chap. 18)	359-365
Cours de langues.....	208
Crédits additionnels pour 1967 (Demandes éventuelles de).....	15-21

D

Département des affaires économiques et sociales — Personnel	167, 173, 179
Dépenses communes de personnel (chap. 4)	200-209
Dépenses de représentation (chap. 6)	224-226, 370 (CNUCED), 389, 406 (ONUDI)
Dépenses imprévues et extraordinaires:	
Observations	54-73, 125-127
Dépenses faites à ce titre en 1967	15
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif	Chapitre II, Appen- dice I
Dépenses spéciales (chap. 12)	306-324
Développement économique, développe- ment social et administration publique (chap. 13)	325-338
Développement industriel	329, 336-337
Disponibilités et exigibilités à court terme de l'ONU	26-30
Dispositif mécanique de vote	237
Documentation	83-109
Documents officiels	298, 302
Droit international (Programme d'assis- tance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du)	315
Droits de l'homme (Commission des)	15, 22, 60-64
Droits de l'homme (Prix décernés)	321-323
Droits de l'homme (Services consultatifs dans le domaine des)	325-338

E

École internationale:	
Genève	311
New York	310
Entretien, utilisation et location des locaux (chap. 9)	255-268

F

Fonds d'affectation spéciale	6
Fonds de roulement:	
Observations	70, 71
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif	Chapitre II, appen- dice III
Fonds extra-budgétaires (Recettes prove- nant de) [chap. 2 des recettes]	417-421
Force d'urgence des Nations Unies (FONU)	8, 26, 29
Formation du personnel (Programmes de)	208
Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents	271-274, 290
Fournitures et services d'information	271, 286-288
Frais de voyage des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires (chap. 1 ^{er})	130-143
Frais de voyage du personnel (chap. 5)	210-223
CNUCED	370, 379
ONUDI	407
Frais de voyage (Régime appliqué)	130, 210
Frais généraux (chap. 10)	269-292
Frais généraux (ONUDI)	409

G

Gouvernements hôtes (Aide des):	
Locaux	260-263, 265
Conférences et réunions	368, 424
Groupe d'observateurs militaires des Na- tions Unies dans l'Inde et le Pakistan	341, 342

H

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 17)	344-358, 417, 419
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	198

I

Immeuble des Nations Unies à Santiago ..	257, 258, 259, 264, 278, 282, 428
Imprimerie (chap. 11)	293-305
Imprimerie (ONUDI)	410
Imprimerie — Travaux exécutés dans les ateliers du Secrétariat	95, 274, 290, 295, 301
Information (Action dans le domaine de l') ..	110-118, 253, 286, 287, 300
Information (Centres d')	260-261, 276
Information (Fournitures et services d') ..	271, 286-288
Information (Politique de stabilisation budgétaire)	115-118
Inspection (Corps commun d')	316-319
Installations (Matériel et) [chap. 8]	247-254
Institut de formation et de recherche des Nations Unies	114
Institutions spécialisées (Budgets des) ..	5

L

Librairie de l'ONU	438-440
Location des locaux	259-265
Location et entretien du matériel	271-275, 279, 280, 284-285
Locaux (Amélioration des)	229-246
Locaux (Entretien, utilisation et location des) [chap. 9]	255-268
Locaux, installations et services communs ..	260-265
Loyers (Recettes provenant des)	423

M

Magasin de souvenirs — New York	432-434, 444-446, 449
Matériel et installations (chap. 8)	247-254
Matériel et installations (ONUDI)	408
Missions spéciales et activités connexes (chap. 16)	339-343
Mouvements de personnel (Facteurs in- fluant sur les)	183-186, 207, 357, 365, 380

O

Obligations de l'ONU	306, 313
Observations générales sur le projet de budget pour 1968	1-8
Opération des Nations Unies au Congo ..	8, 26, 29
Ordonnance du budget	40-51

O

Organe international de contrôle des stupéfiants.....	138
Organes subsidiaires — Pouvoirs de prendre des décisions entraînant des dépenses.....	52-73
Organisation des Nations Unies (Obligations émises par l').....	306, 313
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)...	83, 87, 263, 336-337, 385-411
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine...	341, 342
Ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1968:	
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif.....	Chapitre II, appendice I
Observations.....	123-124

P

Palais des Nations — Transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien.....	238-244, 263
Pensions (Caisse commune des).....	192, 417, 420, 429
Personnel (Accroissement de l'effectif du)	83-88, 164-180, 367, 378, 379, 391-405, 449-450
Personnel — Activités productrices de recettes.....	449-450
Personnel — Agents locaux.....	88, 178, 180
Personnel — CNUCED.....	378-380
Personnel (Facteurs influant sur les mouvements de).....	183-186, 207, 357, 365, 380
Personnel — ONUDI.....	391-405
Personnel — Postes permanents.....	83-88, 162-186
Personnel (Programmes de formation du)	208
Personnel temporaire:	
Personnel temporaire pour les réunions.	187-190
Autre personnel temporaire.....	191-197
Cour internationale de Justice.....	362
CNUCED.....	377, 383
Postes permanents.....	83-88, 162-186, 378-380, 391-405, 449-450
Postes vacants.....	86, 87, 172-177
ONUDI.....	396, 400
Programme de formation du personnel...	208
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).....	260, 262, 326-338, 417, 418
Programme et coordination — Comité du programme et de la coordination.....	51, 74-82
Programme « triangulaire » de bourses de perfectionnement.....	113, 314
Programmes et budget (Conciliation)....	38
Programmes financés par des contributions volontaires (L'Assemblée générale et les).....	119-121
Programmes spéciaux de formation à l'intention des habitants du Sud-Ouest africain, des Sud-Africains et des territoires administrés par le Portugal....	312
Programmes techniques (Titre V).....	325-338
Projets de budget pour 1968:	

Comparaison avec les crédits ouverts pour 1967.....	1, 13-25
Considérations de principe sur lesquelles se fonde le projet de budget pour 1968	31-39
Dépenses additionnelles prévues par le Secrétaire général.....	22-23
Nature et portée de l'examen du projet de budget par le Comité consultatif	9-12
Ordonnance du budget.....	40-51
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif.....	Chapitre II, appendice I
Réductions recommandées par le Comité consultatif.....	4, tableau du chapitre II, p.
Demandes éventuelles de crédits additionnels pour 1967.....	15-21
Projet de résolution relatif au budget....	123-124, Chapitre II, appendice I
Publications (Comité des).....	98, 101-104, 298, 302, 376, 377, 440
Publications périodiques.....	299, 301
Publications (Vente des).....	431-434, 438-440, 449

Q

Quotes-parts au titre du budget.....	5, 29
Quotes-parts des États non membres....	368, 426

R

Recettes (Activités productrices de) [chap. 4 des recettes].....	44, 431-451
Recettes (Chapitre premier des).....	413-416
Recettes (Chapitre 2 des).....	417-421
Recettes (Chapitre 3 des).....	422-430
Recettes (Chapitre 4 des).....	431-448
Recettes générales (chap. 3 des recettes)	422-430
Recettes (Prévisions de).....	412-451
Recettes provenant de fonds extra-budgétaires (chap. 2 des recettes).....	417-421
Recettes provenant des services de télévision, de radio et de cinéma.....	253, 286, 287, 427
Recettes (Récapitulation des prévisions de).....	412, 449-451
Reclassements.....	181, 182, 355, 358, 449-450
Recrutement du personnel.....	177
Réfugiés (Haut Commissariat pour les) [chap. 17].....	344-358, 417, 419
Régime des voyages.....	130, 210
Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.....	341, 342
Représentation (Dépenses de) [chap. 6]..	224-226, 370 (CNUCED), 389, 406 (ONUDI)
Résolution portant ouverture de crédits pour 1968:	
Observations.....	123-124
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif.....	Chapitre II, appendice I
Restaurants et services annexes.....	431-434, 444-445, 448
Réunions et conférences spéciales (chap. 2)	144-154

S

Santiago (Immeuble des Nations Unies à)	257, 258, 259, 264, 278, 282, 428
Service de l'information.....	Voir: Action dans le domaine de l'information
Service du personnel.....	177
Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	46, 340
Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (chap. 14).....	325-338
Services destinés aux visiteurs.....	431-434, 441-443, 449
Siège de l'Organisation des Nations Unies (Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du).....	227-228
Situation financière de l'Organisation....	26-30
Sphère armillaire et bassin — Genève....	240, 242, 244
Stabilisation budgétaire — Action dans le domaine de l'information.....	115-118
Stupéfiants (Commission des).....	107
Stupéfiants (Contrôle des) [chap. 15]....	325-338
Stupéfiants (Organe international de contrôle des).....	138

Subvention, Haut Commissariat pour les réfugiés.....	347-350, 417, 419
Sud-Ouest africain — Programmes spéciaux de formation.....	312

T

Télévision, radio et cinéma (Recettes provenant des services de).....	253, 286, 287, 427
Territoires administrés par le Portugal — Programmes spéciaux de formation....	312
Traitements et salaires (chap. 3).....	155-199
Trésorerie — Ressources de l'Organisation	26

V

Vacances de postes.....	86, 87, 172-177
ONUDI.....	396, 400
Vente des publications.....	431-434, 438-440, 449
Vestiaire des délégués — New York....	231
Visiteurs (Services destinés aux).....	431-434, 441-443, 449
Vote (Dispositif mécanique de).....	237

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.